

Rapport de la

CINQUIÈME CONFÉRENCE

RÉGIONALE DE LA FAO

pour

L'ASIE ET L'EXTRÊME-ORIENT

Saigon, Viet-Nam, 21-30 novembre 1960



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

RAPPORT DE LA
CINQUIEME CONFERENCE REGIONALE DE LA FAO
pour
L'ASIE ET L'EXTREME-ORIENT

Saigon, Viet-Nam
21 - 30 novembre 1960

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Rome (Italie)

FAO/61/B/1009-R.p

TABLE DES MATIERES

<u>Partie</u>	<u>Chapitre</u>		<u>Page</u>
A	1	INTRODUCTION	1
B		LE TRAVAIL DE LA FAO DANS LA REGION ET LA SITUATION DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE	4
	2	Tendances et objectifs des travaux de la FAO en Asie et en Extrême-Orient. Exposé du Directeur général	4
	3	Examen de la situation de l'alimentation et de l'agriculture dans la région	12
		QUESTIONS DE POLITIQUE GENERALE QUE POSE LE DEVELOPPEMENT DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTU- RE DANS LA REGION	23
	4	Planification du développement agricole dans la région	23
	5	Le rôle de la commercialisation pour garan- tir aux consommateurs des disponibilités suffisantes et offrir aux producteurs des stimulants de prix efficaces	40
	6	Les disponibilités d'engrais et leur utilisation	50
	7	Diversification des productions en agri- culture irriguée	56
	8	Le rôle des projets pilotes dans le dévelop- pement de la production laitière, de l'avi- culture et des autres secteurs de la produc- tion animale	60
	9	Réorientation des politiques forestières en fonction des besoins en bois	63

<u>Partie</u>	<u>Chapitre</u>		<u>Page</u>
D		ACTIVITES DETERMINEES DE LA FAO EN ASIE ET EN EXTREME-ORIENT QUI NE SONT PAS TRAITEES SOUS D'AUTRES POINTS DE L'ORDRE DU JOUR ET QUI APPELLENT DES INSTRUCTIONS DE LA CONFERENCE OU UNE ACTION DES GOUVERNEMENTS	70
	10	a) Campagne mondiale contre la faim	70
		b) Campagne mondiale des semences	76
		c) Recensement mondial de l'Agriculture	78
		d) Enquêtes sur l'enseignement et la vulgari- sation agricoles, et services d'information agricole	80
		e) Rapport sur les travaux de la Division mixte de l'Agriculture FAO/CEAEO	85
		f) Programme d'assistance internationale	86
		g) Institut régional de recherche et de for- mation agraires	88
		h) Séminaire régional sur l'administration des pêches	90
		i) Mesures destinées à encourager les enquêtes de consommation alimentaire	92
		j) Problèmes de politique découlant des rap- ports des diverses réunions et études	94
E		QUESTIONS DIVERSES	98
	11	Orientation future des travaux de la FAO dans la région	98
	12	Résumé des résolutions adoptées par la Conférence	101
<u>Annexes</u>	I.	Liste des participants	104
	II.	Ordre du jour	118
	III.	Liste des documents	120

A. INTRODUCTION

CHAPITRE 1

La cinquième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et l'Extrême-Orient s'est tenue à Saïgon (République du Viet-Nam) du 21 au 30 novembre 1960. Etaient représentés les Etats Membres suivants:

Australie	Fédération de Malaisie
Birmanie	Népal
Ceylan	Pays-Bas
France	Pakistan
Inde	Philippines
Indonésie	Portugal
Japon	Thaïlande
Corée	Royaume-Uni
Laos	Etats-Unis d'Amérique
	Viet-Nam

La République fédérale d'Allemagne et les organisations suivantes avaient envoyé des observateurs: Organisation des Nations Unies; Organisation internationale du Travail; Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture; Organisation mondiale de la santé; Office international des épizooties; Fédération mondiale des anciens combattants, et Bureau du Plan de Colombo.

On trouvera à l'Annexe I la liste complète des participants.

En ouvrant la Conférence; S.E. M. Nguyen-ngoc-Tho, Vice Président de la République du Viet-Nam, a souhaité la bienvenue à tous les participants. Il a remercié la FAO de tenir sa conférence à Saïgon et d'avoir aidé le Viet-Nam comme les autres pays de la région dans leurs efforts pour développer l'agriculture et élever le niveau de vie des cultivateurs. Le travail de la FAO contribue à augmenter la compréhension mutuelle entre les peuples. En ce qui concerne la présente Conférence, il faut espérer que ses délibérations permettront d'élaborer une solution régionale aux problèmes de la production et de la distribution des produits agricoles. Le Vice-Président de la République a exprimé ses vœux pour le plein succès de la Conférence.

M. B.R. Sen, Directeur général de la FAO, a exprimé au gouvernement du Viet-Nam sa gratitude pour les excellentes dispositions prises en vue de la Conférence; il a attiré l'attention sur les résultats remarquables obtenus par le Viet-Nam: accroissement de la production de riz et de caoutchouc, projets de réinstallation, octroi de crédit agricole et amélioration de la vie rurale. Si l'on considère l'ensemble du monde, le rythme de l'accroissement de la production alimentaire parvient à peine à suivre celui de l'expansion démographique, et c'est en Asie que la lutte contre la misère et le besoin exige l'action la plus énergique. Le Directeur général a donné aux délégués l'assurance que leurs pays bénéficieraient du plein appui de la FAO dans leurs efforts accrus. Enfin, il a exprimé au Gouvernement et au peuple du Pakistan, pays dont la partie orientale vient d'être ravagée par un cyclone catastrophique, les sentiments de vive sympathie de la Conférence.

S.E. M. P.S. Deshmukh, Ministre de l'agriculture de l'Inde et Chef de la délégation de ce pays, a exprimé au Gouvernement du Viet-Nam la gratitude des délégués pour son hospitalité et les excellentes dispositions prises en vue de la Conférence.

S.E. M. Le-Van-Dong, Secrétaire d'Etat à l'agriculture du Viet-Nam et Chef de la délégation vietnamienne, a été élu à l'unanimité Président de la Conférence. Les Chefs de toutes les autres délégations ont été élus Vice-Présidents.

Le Président a remercié les délégués de l'honneur qu'ils lui ont fait et qu'il considère comme un encouragement donné à son pays par la Conférence. Des problèmes de développement communs se posent aux pays participants qui tous ont une économie nationale à prédominance agricole. Les délégués seront certainement heureux de faire part à leurs collègues, lors de l'étude des divers points de l'ordre du jour, de l'expérience qu'ils ont acquise en matière de développement agricole, des problèmes qu'ils affrontent et des solutions qu'ils essayent. Certains de ces problèmes, a ajouté le Président, ne pourront recevoir de solution que dans le cadre de la région tout entière, de sorte que la FAO est appelée à jouer un rôle particulier en venant en aide aux Etats Membres.

La Conférence a examiné l'ordre du jour provisoire qu'elle a adopté avec plusieurs amendements. L'ordre du jour définitif figure à l'Annexe II du rapport. Il a été convenu de discuter conjointement les questions suivantes: enquête sur l'enseignement et la vulgarisation agricoles, et Services d'information agricole.

On trouvera à l'Annexe III du rapport la liste des documents de travail comprenant tant les documents préparés et distribués à l'avance par le Secrétariat que ceux qui ont été présentés par les délégations et le Secrétariat au cours de la Conférence.

La Conférence a constitué un Comité de rédaction chargé de préparer, en vue de son examen par la Conférence, le projet de rapport de ses travaux. Ce comité se composait des délégués des pays suivants: Australie, Birmanie, Inde, Japon, Malaisie, Pakistan et Vietnam. Le délégué de la Fédération de Malaisie a été élu président de ce Comité.

A sa séance de clôture, qui s'est tenue dans la matinée du 30 novembre, la Conférence a examiné le projet de rapport, qu'elle a adopté avec quelques modifications.

Les délégués du Pakistan, des Philippines et de la Fédération de Malaisie ont déclaré que leurs pays seraient désireux d'accueillir la prochaine Conférence régionale. La Conférence a également été informée que, à la septième session de la Commission internationale du riz, qui s'était tenue à Saïgon avant la Conférence régionale, le délégué de la Birmanie avait déclaré que son gouvernement serait heureux d'accueillir la prochaine session de la CIR et la prochaine Conférence régionale. M. F.W. Parker, Sous-Directeur général de la FAO, a présenté les remerciements de l'Organisation pour ces généreuses invitations.

Le Président a remercié les délégués et les observateurs de la contribution précieuse qu'ils ont apportée aux débats. Il a souligné la valeur de la Conférence, qui a permis aux pays de la région d'étudier ensemble leurs

problèmes communs et de conjuguer leurs efforts dans une atmosphère amicale. Une telle collaboration fera sans aucun doute beaucoup pour donner aux populations des pays sous-développés de la région des conditions de vie qui soient vraiment dignes d'êtres humains. En tant que chef de la délégation du pays-hôte, le Président a émis l'espoir que son pays pourrait dans l'avenir accueillir d'autres réunions de la FAO.

Au nom des délégués et observateurs, le chef de la délégation de la Fédération de Malaisie a remercié le Gouvernement du pays-hôte pour les services et installations de tout premier ordre qu'il a mis à la disposition de la Conférence. Il a également félicité le Directeur général et le personnel de la FAO, qui ont dirigé les travaux de la Conférence, ainsi que les membres du secrétariat, qui ont fourni un travail considérable. En s'associant à la motion de remerciements, M. Deshmukh (Inde) a déclaré que les conférences régionales augmentaient de portée, d'importance et d'utilité. A son avis, la cinquième Conférence régionale a remporté un succès plus grand encore que celles qui l'ont précédée.

A la clôture de la Conférence, M. Parker a exprimé la vive gratitude de l'Organisation aux délégués et observateurs pour leur participation efficace aux travaux, et au Gouvernement du pays-hôte, qui a accordé à la Conférence une hospitalité généreuse.

B. LE TRAVAIL DE LA FAO DANS LA REGION ET LA
SITUATION DE L'ALIMENTATION ET DE
L'AGRICULTURE

CHAPITRE 2

Tendances et objectifs des travaux de la FAO
en Asie et en Extrême-Orient

Exposé du Directeur général

Le Directeur général a rappelé que, le 16 octobre 1960, la FAO avait célébré son quinzième anniversaire. A l'occasion de l'ouverture de la cinquième Conférence régionale pour l'Asie et l'Extrême-Orient, peut-être convient-il de rappeler l'origine de la FAO et ses objectifs. On a parfois tendance à oublier que l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture a été le premier des organismes créés par les Nations Unies. Les discussions préparatoires avaient commencé dès 1943, alors que le monde était encore en proie à une horrible guerre. Pourquoi, à une époque aussi troublée, les personnalités dirigeantes se sont-elles préoccupées de la constitution d'un organisme mondial tel que la FAO? Le Préambule de l'Acte constitutif répond clairement à cette question: il s'agissait d'élever le niveau de nutrition et les conditions de vie des populations mondiales par l'amélioration de la production et de la distribution; d'établir, en donnant aux populations la santé et le bonheur, la base de l'oeuvre que la génération actuelle s'est assignée: la paix du monde.

A bien des égards, ces quinze dernières années ont été parmi les plus remplies de l'histoire. Quatorze pays de la région ont accédé à l'indépendance et pris leur destinée en main. Au cours de cette période, qu'a-t-on fait pour assurer aux hommes cette vie plus riche et plus pleine qui doit constituer le but ultime de l'indépendance politique? Le Directeur général qui venait d'assister à la première Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique, a déclaré que l'attention du monde est actuellement fixée sur l'évolution de cette région. Mais il ne faut pas oublier que c'est en Asie et en Extrême-Orient que vit plus de la moitié de la population du globe et que, malheureusement, les problèmes de la faim et de la malnutrition conservent la plus grande gravité.

L'agriculture dans le développement économique

Après avoir exposé brièvement les tendances récentes de la production agricole, du commerce et de la consommation alimentaire, le Directeur général a déclaré que les principaux problèmes d'importance régionale sont: le fait que l'on continue d'importer certains aliments de base, simplement afin de maintenir les niveaux de consommation actuels; le fait que la mise en valeur des ressources et le progrès technique ne parviennent pas à donner à la production assez d'élan pour assurer un régime alimentaire meilleur du point de vue qualitatif et plus riche en calories; enfin, la situation défavorable et les perspectives assez incertaines de la tendance à long terme en ce qui concerne les exportations de produits alimentaires et de matières premières.

Sans aucun doute, l'agriculture constitue dans tout l'Orient la clé du problème du développement économique des pays sous-développés. C'est elle qui fournit encore leurs moyens d'existence à 70 pour cent de la population totale de cette région. Sauf dans quelques pays, les exportations agricoles représentent la principale source des recettes en devises qui permettent l'importation des biens d'équipement nécessaires au développement. Le développement des industries, celui des communications, et certaines réformes essentielles dans le domaine des institutions, voilà autant de tâches importantes et qu'il faut mener de front. Au début, l'industrie manufacturière ne sera pas à même, pendant de nombreuses années, de soutenir la concurrence et devra trouver ses principaux débouchés sur le marché intérieur. Dans une société pré-industrielle, ces débouchés locaux se trouvent obligatoirement, pour la plupart, dans les collectivités rurales, et à moins que celles-ci n'aient quelque chose à échanger contre les produits manufacturés, l'industrie ne saurait prospérer.

Productivité agricole

Le Directeur général a souligné que, dans la poursuite du développement agricole en Asie et en Extrême-Orient, le principal problème est le niveau extrêmement bas de la productivité agricole dans la majeure partie de la région, le Japon constituant à cet égard une exception remarquable. Si l'on parvient à doubler ou à tripler la productivité dans les quelques prochaines décennies - comme il est certainement possible de le faire par une action d'ensemble sur certains problèmes tels que irrigation, amélioration des semences, engrais, et accroissement des investissements publics - non seulement on réussira à progresser au même rythme que l'accroissement démographique, mais encore on établira les fondations du développement économique général.

Engrais

Sans aucun doute, les engrais peuvent apporter une contribution considérable à l'accroissement de la productivité, à condition bien entendu que l'on accorde en même temps l'attention voulue aux autres améliorations d'ordre technique et institutionnel. La quatrième Conférence régionale (Tokyo, 1958) avait demandé à la FAO de s'attacher particulièrement aux mesures qui faciliteraient le développement de l'utilisation des engrais. L'Organisation a depuis lors effectué une enquête à ce sujet en Asie et en Extrême-Orient; les résultats de cette importante étude ont été transmis aux gouvernements de la région et seront examinés par la Conférence.

Irrigation

On comprendra le rôle que le développement de l'irrigation peut jouer dans la région. Dans presque toute l'Asie du Sud et du Sud-Est, la structure de l'agriculture s'est, au cours des siècles, ajustée au rythme climatique créé par la mousson, qui entraîne une surabondance d'eau pendant quatre ou cinq mois de l'année et une période plus longue de sécheresse durant laquelle la majeure partie des terres doit rester inutilisée. Etant donné la pression croissante que la population exerce sur les ressources, le maintien de ce système constitue un gaspillage manifeste. Dans les plaines alluviales

et les deltas, une grande partie des terres labourables pourrait porter des récoltes pendant les douze mois de l'année si l'on assurait comme il convient l'aménagement et la conservation des ressources en eau. Le Directeur général a rappelé que la FAO a effectué une étude détaillée d'une zone de ce type, à savoir le bassin inférieur du Gange-Brahmapoutre, qui contient plus de 130 millions d'habitants, afin de déterminer quel en serait le potentiel de production véritable si les ressources étaient pleinement mises en valeur, et d'établir les structures d'utilisation des terres et des eaux qui permettraient de réaliser entièrement ce potentiel. Cette étude a également aidé la FAO à élaborer une méthodologie appropriée que les pays eux-mêmes pourraient appliquer à l'évaluation de leurs ressources potentielles. La quatrième Conférence régionale avait demandé à la FAO d'organiser une réunion sur les aspects généraux de la planification agricole, et l'étude du bassin inférieur du Gange-Brahmapoutre constituera l'un des points qui seront discutés à cette réunion.

Diversification de l'agriculture

La diversification de l'agriculture constitue pour la région l'un des besoins les plus importants. Du point de vue économique, elle permet à l'agriculteur de répartir sur plusieurs cultures les risques d'ordre tant naturel qu'économique et de stabiliser ainsi son entreprise. Du point de vue technique, elle permet l'intégration, dans un système équilibré, de l'élevage, de la production de légumineuses et des cultures qui épuisent le sol, rendant ainsi possible l'agriculture permanente à un haut degré de fertilité du sol. Du point de vue nutritionnel, la diversification permet une production suffisante de protéines animales et végétales, ainsi que de calories. Enfin, du point de vue national, elle entraîne un accroissement énorme du volume total de la production alimentaire et agricole, qui peut parfois atteindre le quadruple des niveaux actuels, comme le montrent les estimations provisoires établies pour le bassin inférieur du Gange-Brahmapoutre. La question de la diversification des cultures irriguées figure à l'ordre du jour de la Conférence.

Le développement de l'élevage est étroitement lié aux possibilités de diversification des cultures. Il représente, avec les pêches, l'un des principaux moyens d'accroître les disponibilités en protéines de haute qualité auxquelles le Directeur général a déjà fait allusion. Des projets pilotes de divers types semblent être un bon moyen de stimuler l'élevage, notamment en ce qui concerne l'aviculture et la production laitière. La FAO a déjà acquis une certaine expérience de cette technique à l'occasion notamment des projets élargis portant sur la nutrition entrepris conjointement par le FISE et la FAO. Ces projets pilotes permettent d'aborder dans son ensemble le développement de l'élevage et montrent ce que l'on peut faire dans d'autres zones où les conditions sont analogues. La Conférence aura l'occasion de discuter cette question.

Stimulants aux producteurs

Après avoir évoqué les aspects techniques du problème de la productivité agricole, le Directeur général a poursuivi en déclarant que les progrès techniques ne peuvent apporter à ce problème qu'une solution partielle. En dernière analyse, les méthodes améliorées ne seront adoptées et l'utilisation des ressources ne deviendra plus rationnelle que lorsque les cultivateurs

eux-mêmes auront accompli l'effort supplémentaire qui s'impose, par exemple pour améliorer leurs terres et assumer les risques qu'implique l'essai de méthodes d'agriculture nouvelles et plus intensives. Ils ne le feront que s'ils s'attendent à en retirer des avantages. Il est donc essentiel que les gouvernements qui désirent stimuler le développement de l'agriculture s'attachent particulièrement à créer, dans les domaines institutionnel et économique, des conditions favorables qui donneront aux cultivateurs l'assurance que tout effort ou investissement supplémentaire entraînera pour eux des bénéfices. Depuis dix ans, de nombreux pays de la région ont accompli de grands efforts pour améliorer les régimes fonciers, développer les moyens de crédit et les coopératives, et améliorer les méthodes de commercialisation. Il reste cependant beaucoup à faire dans tous ces domaines. Les aspects politiques de plusieurs problèmes d'ordre institutionnel, parmi lesquels figure notamment la réforme agraire, ont fait l'objet d'une attention spéciale lors de précédentes Conférences régionales. On se propose cette fois-ci de s'attacher spécialement aux questions relatives à la commercialisation. La Conférence est également invitée à examiner le développement futur de l'Institut régional de recherche et de formation agraires pour l'Asie du Sud-Est, qui doit être créé prochainement, à la suite principalement des discussions qui se sont déroulées aux précédentes Conférences régionales pour l'Extrême-Orient.

Développement communautaire

A propos des changements d'ordre institutionnel, le Directeur général a mentionné plus particulièrement le développement communautaire qui, s'il est bien conduit, peut jouer un rôle important. Signalant une des leçons enseignées par l'expérience, le Directeur général a rappelé que l'on avait constaté partout que, pour qu'un programme de développement communautaire se déroule sans heurts et contribue efficacement au progrès du pays, il faut donner une place de premier plan aux éléments de ce programme complexe qui se rattachent directement au renforcement de la capacité de production. L'agriculture représente le secteur de production le plus important dans les pays en voie de développement qui ont recours à l'aménagement des collectivités; en conséquence, la meilleure formule consiste peut-être à confier la direction de tels plans à un organisme interministériel de coordination qui garantira à l'agriculture sa place centrale et stratégique. Si, la situation ne permettant pas de mettre au point un dispositif spécial de coordination, en décide de confier la tâche à un seul ministère, il va de soi que celui-ci doit être le Ministère de l'agriculture, qui assurera la liaison avec d'autres ministères techniques (éducation nationale, santé publique, etc.). Si l'on négligeait de centrer les activités sur l'accroissement de la productivité agricole, le programme s'enliserait inévitablement et n'aboutirait qu'à une série de mesures visant l'augmentation de la consommation et les avantages sociaux, et qui, faute de fonds, ne pourraient être maintenues. Le Directeur général a signalé ce point à l'attention de tous les gouvernements afin de leur éviter des désillusions, encore qu'il appartienne à chacun d'eux de décider quelle est, pour son pays, la meilleure solution.

Formation de personnel

Cet exposé sur le problème que pose l'accroissement de la productivité agricole serait incomplet s'il ne faisait pas mention des problèmes connexes de la formation du personnel et des investissements. Des progrès considérables

ont été réalisés ces dernières années concernant la formation de personnel technique et administratif dans la région et la création des services gouvernementaux nécessaires à l'agriculture ainsi que le développement et la réorientation de la recherche. Cependant, les progrès ont été assez inégaux suivant les pays, et il reste énormément à faire.

Capitaux

Les besoins de capitaux sont, eux aussi, immenses, et les gouvernements doivent faire tout leur possible, non seulement pour mobiliser les ressources nationales, mais encore pour attirer et retenir les capitaux étrangers. De toute évidence, c'est de l'effort national et de l'utilisation des ressources nationales que doit dépendre avant tout le développement économique et social. Mais l'aide bilatérale et internationale, tant financière que technique, peut jouer un rôle capital, même s'il est marginal, pour compléter les efforts nationaux.

Depuis la fin de la guerre, l'aide bilatérale a joué un rôle beaucoup plus considérable que les programmes multilatéraux. De 1954 à 1957, le montant total des fonds gouvernementaux fournis aux pays sous-développés par les principaux groupes de pays développés se répartit comme suit: aide bilatérale (prêts et dons) 7,8 milliards de dollars; aide multilatérale, 1,7 milliard de dollars seulement, soit moins de 25 pour cent. L'assistance internationale financière et technique ne dispose encore que de ressources extrêmement limitées par rapport aux besoins des pays en voie de développement. Toutefois, il est encourageant de constater, depuis quelque temps, une certaine augmentation des ressources disponibles, grâce à la création du Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique et de l'Association internationale pour le développement.

Planification du développement

La planification constitue une condition sine qua non du succès, qu'il s'agisse de l'utilisation des ressources nationales ou de l'aide étrangère. Il est manifeste que, de plus en plus, les gouvernements de la région comprennent que les projets de développement doivent s'inscrire dans le cadre d'une politique générale de développement fondée sur une évaluation réaliste des conditions non seulement économiques, mais aussi sociales qui règnent dans le pays intéressé. Grâce au Groupe de travail de la CEAEQ sur le développement et la planification économiques, qui a étudié, lors d'une série de réunions, chacun des secteurs de la planification du développement, les pays ont eu l'occasion d'examiner les techniques de planification, de se communiquer réciproquement l'expérience acquise dans la mise en oeuvre des plans de développement et de se tenir au courant des progrès réalisés dans l'exécution de ces plans. En ce qui concerne le secteur agricole, la FAO a suivi de très près les progrès de la planification agricole dans les divers pays et a fourni à un certain nombre d'entre eux les services de consultants dans ce domaine. En outre, conformément aux recommandations de la précédente Conférence régionale, deux réunions se sont récemment tenues à Bangkok pour examiner divers aspects de la planification agricole. La Réunion technique sur

la place de la nutrition dans les politiques et programmes alimentaires, organisée par la FAO en juin 1960, a étudié les moyens pratiques permettant de lier aux programmes agricoles les objectifs nutritionnels. Voici trois semaines, une Réunion organisée conjointement par la FAO et la CEAEQ a donné aux experts de plusieurs pays de la région l'occasion d'étudier certaines des techniques les plus complexes de la planification agricole, comme par exemple la détermination des objectifs agricoles dans le cadre du développement économique général, les facteurs à prendre en considération dans le choix des mesures les plus efficaces en vue d'atteindre les objectifs de production, et les modes de rassemblement des données et de recherche économique auxquels il convient de donner la priorité. Les conclusions de ces deux réunions, qui seront présentées à la Conférence, devraient aider encore les pays à améliorer leurs travaux de planification agricole.

Le Directeur général a également signalé à la Conférence l'Etude sur le développement du bassin méditerranéen, exécutée par la FAO en 1958 et qui visait à formuler des propositions d'action équilibrée en vue de la restauration et de la mise en valeur des ressources en terres et en eau de cette région. Dans la conduite de cette étude, on s'est attaché aux questions suivantes; volume et composition des investissements, mesures d'amélioration technique, et obstacles institutionnels et autres qui avaient empêché jusqu'alors une croissance soutenue. On a également tenu compte des exigences des autres secteurs de l'économie, dont le développement simultané conditionne, dans une certaine mesure, le plein développement de chaque pays et lui est, en tout état de cause, essentiel. Le Directeur général a exprimé le fervent espoir que l'on trouvera le moyen d'utiliser dans cette région l'expérience acquise par la FAO à l'occasion de l'étude sur le développement du bassin méditerranéen, notamment en matière d'évaluation des ressources aux fins de la planification à long terme.

Nutrition

Le succès de la planification exige que tous comprennent bien l'ampleur de la tâche à accomplir. L'une des manières d'y parvenir consiste à évaluer la production nécessaire pour répondre aux besoins prévisibles en vue d'assurer un niveau minimum satisfaisant de nutrition. Certes, en s'efforçant d'améliorer la situation de la nutrition, il faut commencer par s'attacher à éliminer toute insuffisance calorique, mais, dans l'état actuel de la nutrition, où cette insuffisance n'a qu'un caractère marginal, le meilleur moyen d'y porter remède est de rechercher dans toute la mesure du possible l'accroissement des disponibilités en aliments de protection. En effet, dans une grande partie de la région, la consommation par habitant de céréales et de racines féculentes est déjà plus forte qu'il ne conviendrait dans un régime alimentaire bien équilibré. Quant aux aliments de protection qui constituent les principales sources de protéines, de sels minéraux et de vitamines, ils sont plus coûteux que les céréales et les racines féculentes. Pour améliorer l'état nutritionnel, il est donc nécessaire de garantir que le coût de ces aliments de protection ne dépasse pas les moyens du consommateur et que leur adoption ne bouleversera pas les habitudes alimentaires établies.

Le Directeur général a signalé qu'actuellement la consommation de protéines d'origine animale par habitant ne dépasse pas 10 grammes par jour dans la plupart des pays de la région; dans certains d'entre eux, elle est même loin d'atteindre ce chiffre. Pour assurer le minimum satisfaisant en protéines animales, en sels minéraux et en vitamines, il faudrait une ration de 20 grammes par jour. Or, pour atteindre ce minimum souhaitable, il faudrait accroître les disponibilités alimentaires totales dans des proportions difficiles à atteindre, à moins de recourir à des mesures radicales pour accroître la production alimentaire. En même temps, la population augmente rapidement. Dans le numéro de juin 1959 du Bulletin économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient de la CEAAEO figure une étude d'où il ressort que la population de la région desservie par cet organisme augmentera sans doute de plus de 50 pour cent d'ici 1980 et aura bien plus que doublé (on prévoit approximativement 150 pour cent) d'ici la fin du siècle.

Il apparaît donc que, rien que pour maintenir les bas niveaux de consommation actuels, les disponibilités alimentaires devront augmenter de plus de 50 pour cent en vingt ans et peut-être de 150 pour cent en quarante ans, à moins que les tendances démographiques ne se modifient. Il est bien évident que, si l'on veut, non seulement pourvoir aux besoins de la population supplémentaire, mais encore améliorer les niveaux de nutrition actuels, il faudra accroître bien davantage encore les disponibilités alimentaires. D'après les calculs de la FAO, les disponibilités existantes de fruits et légumes, de viande, d'oeufs, de poisson et de lait devraient tripler ou même quadrupler d'ici 1980 et quintupler ou sextupler d'ici l'an 2000 pour assurer un niveau de nutrition satisfaisant aux populations de la région. Cela revient à dire que les disponibilités en aliments de protection devraient augmenter de 7 à 10 pour cent par an, ce qui exigerait, par rapport à la tendance actuelle, une accélération considérable du développement économique. La Campagne mondiale contre la faim a été conçue pour permettre cet effort supplémentaire.^{1/}

Utilisation des excédents

Le Directeur général a signalé que, sur le plan international, la mesure la plus encourageante peut-être qui ait été prise à l'appui de la Campagne a été l'approbation donnée récemment par l'Assemblée générale des Nations Unies à une proposition qui approuve la Campagne et invite instamment tous les Etats Membres de l'Organisation et de ses Institutions spécialisées à lui donner tout le soutien possible. La Résolution de l'Assemblée générale demande à la FAO d'élaborer des programmes appropriés en vue de l'utilisation des excédents pour soulager la faim et aider au développement économique des pays insuffisamment développés. Les délégués à la Conférence régionale, et notamment ceux de l'Inde et du Pakistan, connaissent déjà bien l'utilisation des excédents à des fins constructives. Grâce à des excédents de produits alimentaires obtenus à des conditions favorables, il est possible d'accélérer le développement de l'agriculture et le développement économique général. C'est particulièrement

^{1/} L'exposé du Directeur général sur la Campagne mondiale contre la faim figure au chapitre pertinent du présent rapport.

le cas pour les projets exigeant beaucoup de main-d'oeuvre, par exemple les grands travaux d'irrigation et de construction routière. Il ressort d'une étude pilote entreprise il y a quelques années par la FAO en coopération avec le gouvernement de l'Inde que 50 à 60 pour cent environ du coût de ces projets pouvaient être couverts par la vente des denrées alimentaires excédentaires obtenues à des conditions de faveur. Une utilisation particulièrement intéressante des excédents consisterait à créer des réserves nationales de produits alimentaires pour se prémunir contre les mauvaises récoltes et plus encore pour stabiliser les prix à la production comme à la consommation, et réduire ainsi le danger de pressions inflationnistes. Cela entraînera généralement la construction de nouvelles installations d'emmagasiner, ce qui est en soi un projet exigeant beaucoup de main-d'oeuvre et se prêtant parfois à l'utilisation des denrées alimentaires en excédent. Le Directeur général a ajouté que toutes nouvelles mesures élaborées en vue de l'utilisation des excédents de produits alimentaires à des fins constructives ne manqueront pas de tenir pleinement compte des principes établis par la FAO pour l'écoulement des excédents, qui visent à protéger la position des exportateurs commerciaux traditionnels de riz et d'autres céréales alimentaires.

Le Directeur général a indiqué qu'il avait profité de la récente session du Conseil de la FAO pour demander aux Etats Membres de l'Organisation conseil et aide concernant les politiques et procédures que la FAO devra élaborer pour mettre en oeuvre la Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies. Le Conseil l'a autorisé à constituer un petit comité composé de consultants indépendants de réputation mondiale qui se sont occupés de ce genre de questions. Ce comité doit se réunir à Rome vers la fin du mois de janvier 1961. Le Conseil a également désigné un Comité intergouvernemental pour aider le Directeur général à préparer le rapport qu'il soumettra à la prochaine session de l'ECOSOC.

Campagne mondiale contre la faim

Pour conclure, le Directeur général a souligné à nouveau que la Campagne mondiale contre la faim constitue une tentative, la première qui ait été entreprise par toutes les nations ensemble, pour relever le défi que la misère, la faim et la malnutrition jettent à la face du monde. Pleinement conscient de l'importance de cette tâche, le Directeur général a demandé instamment à tous de travailler ensemble pour hâter l'avènement d'une ère où l'homme sera enfin libéré de l'esclavage de la faim.

CHAPITRE 3

Examen de la situation de l'alimentation et de l'agriculture dans la région

La Conférence a pris note de la situation et des perspectives de l'alimentation et de l'agriculture dans la région telles qu'elles ressortent d'une analyse générale établie par le Secrétariat et de renseignements plus détaillés fournis par les délégations sur la situation dans les divers pays. Il ressort de cet examen que les pays de la région déploient de grands efforts pour mettre en valeur leurs ressources agricoles afin de répondre à la demande croissante de produits agricoles qu'entraînent l'accroissement démographique et l'élévation des revenus.

Ainsi, la délégation du Japon a signalé qu'en 1959, après six années successives de récoltes record, la production agricole dépassait de 34 pour cent environ le niveau d'avant guerre, le taux d'accroissement annuel depuis 1955 étant de 3,5 pour cent. En Inde, la production a augmenté d'environ 8 pour cent par an pendant la période du premier plan quinquennal et de 4 pour cent par an pendant les trois premières années du deuxième. Bien que la production de céréales alimentaires ait augmenté de 27,8 pour cent entre 1950/51 et 1958/59, la situation de l'alimentation reste difficile étant donné que pendant cette période les revenus réels ont augmenté de 20 pour cent. D'autres pays ont mentionné les résultats obtenus dans des domaines déterminés; par exemple, le Viet-Nam a cité le succès remporté dans la réinstallation d'un million de réfugiés du Nord, et le Pakistan a signalé l'exécution récente de mesures de réforme agraire.

En même temps, cet examen a fait ressortir l'ampleur de la tâche qui reste à accomplir et la nécessité de traiter dans leur ensemble, en les rattachant étroitement aux plans généraux de développement économique, un grand nombre des problèmes que soulève l'amélioration de l'agriculture et de la nutrition.

Production agricole

Au cours des deux années qui se sont écoulées depuis la dernière Conférence régionale, la production brute de la région dans son ensemble a augmenté de quelque 4 pour cent par an, et la production par habitant de $2\frac{1}{2}$ pour cent par an environ. Toutefois, considérés en eux-mêmes, ces chiffres donnent sans doute une impression trop optimiste de la situation. Les progrès accomplis sont dus, pour une large part, aux conditions météorologiques favorables. En outre, la production par habitant en 1959/60 n'a dépassé que légèrement le niveau de 1956/57, autre bonne campagne, et reste quelque peu inférieure au niveau d'avant guerre. Cependant, d'après certains indices, la production devrait encore augmenter notablement en 1960/61.

La récolte de blé du printemps et de l'été de 1960 n'a dépassé que légèrement celle de l'année précédente. En revanche, les perspectives sont plus favorables en ce qui concerne le riz, malgré les dégâts causés par la sécheresse ainsi que par les inondations et les cyclones dans certaines zones de l'Inde

et du Pakistan. Ailleurs, les perspectives sont en général favorables, sauf en Chine continentale. Le Japon compte déjà sur une récolte record d'environ 13 millions de tonnes de riz décortiqué.

Il semble également que la production de sucre doive augmenter encore en 1960/61. La production de coprah marque une reprise après le fléchissement causé par une sécheresse prolongée, et les disponibilités seront beaucoup plus considérables pendant le premier semestre de 1961 qu'un an auparavant. Une reprise s'est également produite dans la récolte d'arachides de l'Inde, cependant que la production de coton de ce pays sera beaucoup plus importante que celle de 1959/60, qui avait été médiocre. La production mondiale de coton atteindra d'ailleurs probablement un niveau record. En 1960, la production de thé dépasse légèrement le niveau de 1959, malgré la sécheresse qui a, pendant les premiers mois de 1960, réduit les quantités cueillies dans le nord de l'Inde et au Pakistan. La production de caoutchouc accuse également un léger pourcentage d'accroissement par rapport à 1959, bien que la production de caoutchouc synthétique augmente de manière beaucoup plus rapide. Les récoltes de jute sont plus tardives que d'ordinaire et, contrairement aux premières estimations qui prévoyaient un accroissement de production, les perspectives sont actuellement incertaines.

Le fait que, contrairement à ce qui se passe dans les régions plus industrialisées, l'accroissement annuel moyen de la production des produits de base est dû principalement à une augmentation des superficies plutôt que des rendements, ne laisse pas de causer une certaine préoccupation. C'est seulement dans le cas des pommes de terre et, de très peu, dans celui du riz, que l'accroissement des rendements a joué le rôle principal. Une partie de l'augmentation des superficies provient, sans nul doute, du développement du système de la double récolte en culture irriguée qui équivaut à un accroissement des rendements pour une superficie donnée. A long terme, la double ou même la triple récolte en culture irriguée offre de grandes possibilités dans la région et représente, avec l'élévation des rendements, le principal moyen d'augmenter la production totale.

Dans cette région, comme dans d'autres, il est frappant de constater les écarts considérables qui existent dans les taux d'accroissement de la production agricole entre pays différents et entre zones différentes d'un même pays. L'analyse des raisons de ces écarts pourrait fournir des indications précieuses quant aux mesures et aux politiques les plus propres à assurer une croissance rapide et équilibrée de la production.

Niveau de consommation alimentaire

Les niveaux de consommation alimentaire sont influencés non seulement par la production, mais également par les variations des exportations et, tout au moins dans les villes, des importations de produits alimentaires. Dans tous les pays, sauf l'Inde, les disponibilités en calories dépassent depuis quelques années les niveaux d'avant guerre, comme il ressort du tableau des disponibilités moyennes de calories et de protéines par habitant dans un certain nombre de pays, établi d'après les bilans alimentaires nationaux. Ce progrès est dû principalement à l'accroissement de la production alimentaire intérieure. Les

données disponibles, bien qu'incomplètes, font apparaître que les niveaux de consommation alimentaire et de nutrition restent insuffisants pour de nombreux habitants de la région. La pénurie de calories ne semble pas être le principal défaut des régimes alimentaires actuels si l'on considère les moyennes nationales; cependant, en raison de la mauvaise distribution des disponibilités entre les différents groupes socio-économiques, des millions d'êtres humains continuent de souffrir de la faim au moins pendant une partie de l'année. Les régimes moyens eux-mêmes sont en général mal équilibrés, étant donné que les disponibilités alimentaires se composent en majeure partie de céréales et de racines féculentes, tandis que la consommation moyenne d'aliments de protection reste minime.

Cependant, d'après certaines indications, le relèvement des revenus commence enfin à exercer une certaine influence. Par exemple, si l'on compare les disponibilités par habitant dans la région en 1958-59 avec celles de 1954-55, l'accroissement est de l'ordre de 2 pour cent pour les céréales, contre 10 pour cent environ pour le sucre, les huiles végétales et le coton. On observe une réaction analogue à l'augmentation des revenus dans la majorité des parties du monde.

Les tendances de la production des différents produits fournissent des indications du même ordre. C'est ainsi qu'au cours des dix dernières années, l'accroissement annuel moyen de la production dans la région a été le suivant:

sucre, coton et arachides	5 à 6 pour cent
tabac, fèves de soja et maïs	3 à 4 " "
blé et riz	2 à 3 " "
pommes de terre et produits de l'élevage	2 à 3 " " environ

Ces chiffres font apparaître non seulement une diversification accrue de la production dans la région, mais également un régime plus varié étant donné que les exportations n'ont pas ou guère augmenté. Toutefois, un accroissement constant des importations nettes a contribué à augmenter les disponibilités céréalières. Certes, les disponibilités en produits de l'élevage restent tout à fait insuffisantes; cependant, étant donné que très peu de pays de la région disposent de statistiques sûres concernant l'effectif du cheptel et la production animale, et étant donné également que la demande s'accroît, il n'est pas improbable que la production ait augmenté plus rapidement que ne le laissent entendre les statistiques publiées.

Quel que soit en réalité le taux d'accroissement de la production des denrées alimentaires autres que les céréales, il semble ne pas toujours correspondre à l'augmentation de la demande. Ainsi, par comparaison avec l'indice des prix de gros des céréales en Inde, qui était en moyenne de 104 en 1959 (1952/53 = 100) et qui a diminué depuis, l'indice des prix des autres aliments de base s'est élevé considérablement, ce qui donne à penser que la demande dépasse l'offre:

lait et produits laitiers	112
huiles comestibles	123
poisson, viande et oeufs	110
sucre	143

A Ceylan, en Indonésie et aux Philippines, les prix de ces aliments semblent également avoir augmenté par rapport à ceux des céréales.

En revanche, au Japon où l'on a constaté que la place faite aux produits de l'élevage, etc., augmentait d'une manière plus marquée que dans les autres pays de la région, et où l'on importe actuellement des quantités considérables de maïs pour l'alimentation animale, les prix du lait et de la viande de porc tendent depuis peu à baisser. Dans ce cas, il semble que l'offre progresse au moins aussi vite que la demande. A long terme, l'accroissement des disponibilités et la baisse des prix stimuleront sans doute encore la demande du consommateur.

Commerce international des produits agricoles

En ce qui concerne les exportations de produits agricoles, qui représentent pour la plupart des pays de la région la principale source de recettes en devises, la situation n'est pas du tout satisfaisante. Pour des raisons qui ont été étudiées en détail dans des publications de la FAO, l'expansion du commerce de la plupart des produits agricoles a été lente. Parmi les principaux produits d'exportation de la région, le caoutchouc est presque le seul pour lequel le volume du commerce ait augmenté régulièrement au cours des années récentes; mais, même dans ce cas, le taux d'accroissement a subi fortement l'influence des progrès du caoutchouc synthétique. Dès lors, les recettes d'exportations agricoles de la région dépendent, dans une large mesure, du niveau des prix sur les marchés mondiaux.

A cet égard, l'année 1959 a marqué une certaine reprise après la récession de 1957/58. Alors que, pour le monde dans son ensemble, les termes de l'échange des produits agricoles ne cessent de diminuer depuis 1954, ils ont marqué, pour les exportations agricoles de la région, une hausse de 10 points entre 1958 et 1959, atteignant 95 (1952/53 = 100). Le volume du commerce a également marqué une certaine reprise, de sorte que l'on estime que les recettes totales d'exportation de produits agricoles en 1959 ont dépassé de 12 pour cent celles de 1958.

D'après les indications actuelles, les prix des exportations de la région dans son ensemble se sont maintenus ou même ont légèrement augmenté en 1960, encore que les tendances des prix des divers produits aient accusé des différences marquées qui, à leur tour, ont eu des répercussions sur la situation particulière de chaque pays. Les prix du caoutchouc ont enregistré une hausse sensible pendant le premier semestre de l'année, mais depuis juin cette tendance s'est renversée et, au début de novembre, les prix ne dépassaient guère le niveau de 1958. Les disponibilités de coprah étant plus abondantes, les prix ont fléchi. En revanche, les prix du sucre sont restés assez stables sur les marchés mondiaux. Les prix du riz, après un recul pendant le premier semestre de 1960, se sont raffermis et l'on a enregistré ces derniers mois des hausses très sensibles dans les prix du thé et du jute.

Au total, ces mouvements opposés des prix se sont plus ou moins compensés ou même se sont traduits par une légère augmentation nette par rapport à 1959. Il semble que, l'année prochaine, la demande ne doive guère progresser, si même elle ne se ralentit pas. Ces derniers mois, le niveau de l'activité économique a continué de s'élever, bien que plus lentement, dans tous les pays industrialisés

en dehors de l'Amérique du Nord. Dans cette région, en effet, la production industrielle est restée pratiquement inchangée à un niveau assez élevé pendant les trois premiers trimestres. Les prévisions officielles n'envisagent aucune baisse de l'activité économique; toutefois, à en juger par la diminution des investissements commerciaux et de la construction de logements, ainsi que par la chute de la bourse, il semble que certains milieux ne partagent pas cet optimisme.

Au cours des années récentes, les fluctuations de l'activité économique semblent n'avoir guère exercé d'effets sur la demande mondiale de denrées alimentaires et de produits pour boissons, tandis qu'elles se répercutaient beaucoup plus fortement sur la demande de matières premières. Ainsi, étant donné l'incertitude de la conjoncture économique, les perspectives ne semblent guère encourageantes en ce qui concerne l'expansion des exportations de matières premières. Les disponibilités de la plupart des produits agricoles sont abondantes par rapport à la demande effective, et, en conséquence, il semble peu probable que les prix de l'ensemble de ces produits sur les marchés mondiaux marquent une reprise en 1961; ils pourraient même accuser un certain fléchissement.

Plans et politiques de développement agricole

Sauf dans quelques pays qui en sont aux tout premiers stades du développement économique, la planification et le développement agricoles dans la région se font généralement sur une échelle assez vaste et sont de plus en plus intégrés aux plans de développement de l'économie dans son ensemble. Tous les pays ont fourni des données sur l'état actuel et la marche de leurs programmes de développement agricole. Faute de place, il n'est possible d'indiquer ici que certains des principaux thèmes qui se retrouvent dans les exposés de la plupart des délégations, afin de donner une indication du type de programmes de développement actuellement étudiés et exécutés dans la région.

Mesures techniques visant à accroître les rendements et la production.

Il est inévitable, étant donné les conditions propres à la région, que l'on insiste particulièrement sur la recherche et la vulgarisation et notamment sur la formation de personnel en vue de développer les services de recherche et de vulgarisation. La Birmanie a entrepris des enquêtes détaillées sur l'utilisation des terres. Ceylan a installé, dans chacun de ses 21 districts, un fonctionnaire de la vulgarisation, et a créé plus de 100 centres de vulgarisation. La Corée renforce l'Institut d'agriculture créé en vertu de la loi sur la recherche agricole. Cet Institut s'occupe à la fois de recherche et de vulgarisation, et l'on constitue actuellement des organisations analogues dans chaque province. L'Inde a institué des établissements régionaux de recherche pour intensifier les travaux de recherche sur le coton, les oléagineux et le millet, et elle a entrepris la création de plus de 4 000 pépinières de semences. Il a également été décidé d'étendre à tout le pays, d'ici 1963, le programme de développement communautaire. La Malaisie et le Viet-Nam concentrent leurs

efforts sur la recherche relative au caoutchouc et notamment sur la sélection de clones à rendement élevé; ils s'attachent également à développer la production de noix de coco. Le Népal a créé un service de vulgarisation pour tout le pays et développe la recherche. La Thaïlande étudie également le caoutchouc ainsi que les maladies du riz et la mécanisation agricole. En Australie, les agriculteurs demandent au gouvernement d'accroître les dépenses consacrées à la recherche et versent à cette fin des contributions égales à celle du gouvernement. Le Bureau du Plan de Colombo exécute actuellement une enquête régionale sur les moyens de formation technique dans les domaines de l'agriculture, des forêts, des pêches, etc. L'UNESCO a l'intention d'examiner en 1961-62 la situation de l'enseignement technique supérieur dans la région.

Il est évident, d'après les déclarations qui ont été faites, que l'on comprend de plus en plus l'importance des engrais, et de nombreux pays ont annoncé des plans en vue de la création ou de l'expansion d'usines d'engrais. On compte beaucoup sur les programmes visant à accroître l'utilisation des engrais pour atteindre les objectifs de production fixés par les plans, notamment en Inde et au Pakistan. Les programmes nationaux font une large place à l'expansion des superficies irriguées, question dont l'importance a été soulignée par de nombreux délégués, en particulier ceux de la Birmanie, de la Corée, de l'Inde, de la Malaisie et du Pakistan. Des renseignements plus détaillés concernant certains pays ont été communiqués au cours du débat sur d'autres points de l'ordre du jour.

De nombreuses délégations ont mentionné la possibilité de mettre en culture beaucoup de terres inutilisées et d'accroître la superficie effective des terres cultivées en pratiquant le système de la double récolte sous irrigation. La Birmanie, Ceylan, l'Indonésie, la Corée et le Pakistan, entre autres, mettent en valeur des terres nouvelles par la restauration des sols, l'irrigation, le drainage et le boisement. L'Inde se propose, au cours de l'exécution du troisième plan quinquennal, de porter la superficie irriguée de 28 à 36 millions d'hectares, de construire des digues sur 5 millions d'hectares, et d'étendre les méthodes de culture sèche à 17 millions d'hectares. Les programmes de colonisation des terres présentent une importance particulière à Ceylan, aux Philippines, en Thaïlande et au Viet-Nam.

Stimulants et réformes d'ordre institutionnel. Les exposés des délégations ont fait apparaître clairement que, de plus en plus, on se rend compte que les programmes techniques sont par eux-mêmes insuffisants s'ils ne sont pas assortis de mesures destinées à encourager les agriculteurs. Ceux-ci ne seront guère enclins à déployer des efforts supplémentaires ou à courir les risques financiers plus considérables qu'entraînerait l'accroissement de leur production commercialisable s'ils ne peuvent espérer en retirer des avantages. En l'absence de telles mesures, beaucoup d'entre eux ne sont pas à même de faire les dépenses supplémentaires qu'exige l'adoption de pratiques améliorées.

C'est pourquoi de nombreux pays ont souligné la nécessité de développer l'octroi de crédit à des taux d'intérêt raisonnable et ont exposé les mesures prises pour développer leurs services dans ce domaine. Pour montrer l'insuffisance

des services actuels et la nécessité de développer le crédit, la délégation de Ceylan a expliqué que, suivant une enquête effectuée dans l'Ile, la proportion des familles rurales endettées atteignait, en 1957, 54 pour cent et que la dette moyenne représentait environ 34 pour cent du revenu familial moyen; le financement coopératif ne représente que 4,1 pour cent des dettes totales du secteur rural. Sur les montants empruntés en 1957, 20 pour cent seulement étaient destinés à des fins agricoles, la plus grande partie des emprunts devant servir à faire face aux besoins de consommation courants. Il convient de rappeler qu'une enquête effectuée antérieurement par la Reserve Bank of India avait abouti à des conclusions du même ordre. En Corée, le taux d'intérêt servi par les cultivateurs aux prêteurs privés atteint souvent 8 pour cent par mois, contre 20 pour cent par an pour les prêts accordés par la Banque agricole créée en 1958. Les prêts consentis par cette Banque ont plus que doublé entre 1958 et 1960, mais ils ne représentent encore qu'une faible partie des besoins totaux. L'Inde envisage un développement considérable du crédit agricole pendant la période couverte par le troisième plan, grâce surtout à des coopératives à objectifs multiples dont on espère qu'à la fin de cette période elles desserviront plus de 70 pour cent de la population agricole et plus de 50 pour cent de la population rurale. Parmi les autres pays qui s'intéressent vivement au crédit rural figurent le Laos, où du crédit est fourni en nature comme en espèces, le Pakistan, les Philippines et le Viet-Nam. C'est ainsi qu'aux Philippines, des banques rurales privées, mais bénéficiant de l'aide financière du gouvernement, ont octroyé depuis 1953 des prêts représentant au total 181 millions de pesos à plus de 405 000 cultivateurs. On peut également obtenir de la Banque des Philippines pour le développement et de la Banque nationale, des prêts pour le développement agricole. En Malaisie, les prêts octroyés aux pêcheurs par des coopératives représentent une mesure importante pour le développement de l'industrie de la pêche.

De nombreuses délégations ont également souligné que la réforme agraire constitue un stimulant important; en effet, s'il ne jouit pas de la sécurité d'occupation, le cultivateur n'est pas enclin à réaliser des améliorations à long terme ou à bonifier les terres. La délégation du Japon a signalé que les réformes agraires exécutées peu après la fin de la guerre avaient stimulé la production sur les terres en faire-valoir direct. En Inde également, la réforme agraire est en cours depuis quelque temps déjà. Bientôt, des limites seront imposées à la taille des exploitations dans tous les Etats de l'Inde, et l'on met la dernière main aux dispositions visant à protéger les locataires. Le Pakistan réalise actuellement une réforme agraire fixant des limites à la propriété foncière, assurant le remembrement, interdisant le morcellement exagéré et garantissant au locataire une plus grande sécurité d'occupation. L'Indonésie vient d'adopter en matière agraire une loi fondamentale. Au Népal, les exploitations "birta", qui bénéficiaient de privilèges, ont été abolies, et une enquête cadastrale a été entreprise à titre de première mesure en vue de la réforme agraire. A Ceylan, le "Paddy Lands Act" de 1958 cherche à renforcer la position des locataires en leur garantissant la sécurité d'occupation et la faculté de léguer ou de céder leurs droits de locataire, en réglementant les loyers et en créant, à l'échelon du village, des comités de cultivateurs habilités à régler les relations entre propriétaires et exploitants et à prendre toutes autres mesures nécessaires pour stimuler le développement agricole dans leur secteur.

Parmi les stimulants, les mesures visant à améliorer la commercialisation, et notamment à instituer un marketing coopératif, constituent une autre catégorie importante. Souvent, ces mesures s'accompagnent d'un système de soutien des prix qui varie d'un pays à l'autre pour ce qui est tant des produits visés que du degré de garantie donnée aux producteurs. Les sociétés coopératives évoluent de plus en plus vers la coopérative à fins multiples: non seulement elles commercialisent la production de leurs membres, mais encore elles leur octroient du crédit et parfois leur fournissent des biens de production tels que les engrais et l'outillage, ainsi que des biens de consommation dans certains cas. Cette catégorie de stimulants est étudiée plus en détail dans la section du présent rapport qui traite de l'amélioration de la commercialisation agricole.

Enfin, il a été fait mention du projet-pilote d'assurance des récoltes entrepris à Ceylan, qui représente un autre moyen de réduire certains des risques inhérents à la production agricole. L'assurance-récoltes existe au Japon depuis longtemps, et plusieurs autres pays de la région s'y intéressent de plus en plus.

Programmes d'ensemble. En Inde et au Pakistan, les autorités ont choisi un certain nombre de districts pour y entreprendre des programmes d'ensemble ("package programmes") expérimentaux de développement intensif de l'agriculture. Il s'agit de mettre à la disposition des agriculteurs tous les facteurs de production (irrigation, drainage, engrais, semences améliorées, crédit, commercialisation, etc.) nécessaires à l'accroissement de la production; ces biens et services seraient fournis pendant cinq ans en quantités optimums, dans la limite du possible, aux agriculteurs d'une zone peu étendue. On espère ainsi donner au progrès de l'agriculture un élan durable, dont l'exemple pourrait stimuler le développement dans les zones voisines.

Diversification accrue de la production et des régimes alimentaires. Presque tous les pays ont signalé les efforts entrepris pour diversifier leur agriculture et abandonner la monoculture qui jusqu'ici était pratiquée dans de vastes zones de la région. Les aspects techniques de cette question ont été discutés sous un autre point de l'ordre du jour. Cependant, si l'on s'attache de plus en plus à la diversification, c'est pour des motifs variés. Ainsi, en Birmanie, on voudrait rendre l'économie moins tributaire d'un seul produit d'exportation (le riz) tout en permettant un emploi plus grand de la main-d'oeuvre rurale qui reste inévitablement en grande partie inactive pendant une longue période de l'année quand on ne cultive que le riz. En Corée et au Japon, on s'intéresse vivement aux possibilités d'utiliser les terres pour la production animale, les cultures arborescentes, etc., spéculations que ne permettaient pas les méthodes d'agriculture traditionnelles. Au Japon, un autre facteur important est constitué par les niveaux plus élevés des revenus agricoles que permettent les méthodes plus intensives d'agriculture, y compris la production laitière et les autres formes de production animale.

Dans tous les pays, l'une des principales forces qui poussent à la diversification est la demande croissante de matières grasses, de sucre, de produits animaux, de fruits et de légumes due à l'élévation des revenus et dont il a déjà été question; la nécessité de produire plus de matières premières pour l'industrie nationale et pour l'exportation constitue un autre facteur important.

De nombreuses délégations ont souligné qu'il importe d'orienter cette demande croissante vers des aliments de haute valeur nutritionnelle.

Pour accroître les rations de protéines, qui sont actuellement très insuffisantes dans tous les pays de la région, on s'attache particulièrement à la production animale. Au Japon, où cette tendance est de loin la plus marquée, on signale que depuis 1955 le taux d'accroissement de la production animale a été d'environ 10 pour cent par an. Cette production a triplé par rapport à l'avant-guerre. C'est dans l'exploitation laitière que l'accroissement est le plus frappant. La même tendance se manifeste dans d'autres pays. Par exemple, la délégation de l'Indonésie a signalé une augmentation de la demande de viande et d'oeufs, cependant que dans certaines zones la consommation du lait tend à se répandre. Le plan de huit ans comporte des mesures visant à accroître la production animale et notamment la production laitière. En Corée, les effectifs de la volaille ont accusé, ces dernières années, une augmentation considérable, et l'on se préoccupe de plus en plus de créer des élevages spécialisés, notamment des élevages laitiers, sur les hautes terres actuellement improductives. La production animale dépasse aujourd'hui son niveau d'avant la guerre de Corée. La Malaisie s'efforce d'accroître sa production de viande de façon à supprimer des importations considérables, et encourage l'aviculture à laquelle le climat se prête bien. Ce pays importe des bovins et des caprins de races améliorées. Il faut s'attacher à obtenir des aliments moins coûteux pour les porcins, que les agriculteurs élèvent en nombre croissant. La délégation de l'Australie a attiré l'attention sur les travaux entrepris dans ce pays concernant les pâturages tropicaux; elle a offert son aide aux pays de la région que la question intéresserait. Le Pakistan, les Philippines, Hong-Kong et le Viet-Nam ont, eux aussi, signalé des progrès dans la production animale. Le Pakistan, par exemple, qui produit depuis longtemps des races bovines remarquables, essaye d'adapter les buffles à la production laitière, développe la commercialisation et la distribution du lait et consacre beaucoup de soins à l'amélioration de la volaille.

Une part considérable des efforts visant à améliorer la nutrition protéique porte sur l'accroissement de la production des pêches, qui est étudié ci-après; dans certains pays, le poisson constitue, pour des groupes importants de la population, la seule source acceptable de protéines animales. En ce qui concerne l'agriculture, on peut également évoquer les efforts déployés pour accroître la production de fruits et légumes afin d'améliorer la qualité du régime alimentaire. Un certain nombre de pays, notamment le Papua, l'Inde et le Viet-Nam, encouragent le jardinage. On note un progrès de l'horticulture commerciale, parfois en vue de l'exportation, au Japon, en Corée, au Viet-Nam et dans d'autres pays.

Pêches. Il ressort des déclarations faites par les délégations que le développement des pêches s'accélère, mais qu'il reste beaucoup à faire. Les prises augmentent régulièrement, comme le montre l'exemple de la Malaisie où elles sont passées de 110 000 tonnes en 1957 à 125 000 (estimation) en 1960. On a souligné l'importance de cette activité en tant que source d'aliments protéiques pouvant entrer dans des régimes extrêmement divers.

Parmi les éléments nouveaux qui apparaissent dans de nombreux pays, on peut signaler: la recherche sur les pêches intérieures et de haute mer (Birmanie, Malaisie, Philippines); la mécanisation des bateaux de pêche et l'adoption d'engins plus modernes qui permettent aux pêcheurs d'étendre leurs activités à des lieux de pêche plus éloignés, ce qui soulage la pression exercée sur les ressources surexploitées du littoral (Corée, Malaisie, Pakistan); l'amélioration de l'organisation des prêts aux pêcheurs en vue de la mécanisation des bateaux et de l'achat d'engins plus perfectionnés (Thaïlande); les programmes de formation professionnelle pour les pêcheurs (Malaisie); et enfin une meilleure organisation de la commercialisation, du traitement et de la distribution du poisson (Inde, Philippines).

En Malaisie, les embarcations indigènes, qui sont relativement fragiles, sont en voie de remplacement par des bateaux modernes et plus robustes, de façon à permettre de substituer plus rapidement des moteurs fixes aux moteurs hors-bord qui sont moins résistants. Une société mixte nippo-malaise a été constituée à Penang en vue d'exploiter les ressources en thon de l'Océan indien. Au Viet-Nam, le gouvernement a créé récemment un Comité spécial des pêches pour étudier les problèmes de ce secteur d'activité. Le délégué des Philippines a invité instamment la FAO à créer des possibilités d'échange d'espèces végétales d'animaux d'élevage et de poissons sélectionnés en vue de la reproduction. La Conférence a appris que le programme de l'UNESCO concernant les sciences de la mer serait élargi en 1961/62.

Forêts. Les exposés des délégués ont fait apparaître les progrès encourageants accomplis par la foresterie dans certains pays pendant les deux dernières années, ainsi que l'ampleur de la tâche qui reste à accomplir, et ont souligné l'importance croissante que les plans généraux de développement économique ménagent au développement de la sylviculture et des industries forestières. Dans la plupart des pays, la production forestière a augmenté et plusieurs pays ont pu rendre compte de résultats encourageants en ce qui concerne la plantation d'arbres à bois industriel et la remise en valeur des forêts dégradées. En Inde, on a modifié le troisième plan quinquennal en faisant une place plus grande aux projets relatifs à la sylviculture et aux industries forestières, afin de donner suite aux recommandations de la cinquième session de la Commission des forêts pour l'Asie et le Pacifique; il s'agit de mesures qui visent à redresser la situation qu'a fait apparaître l'étude conjointe FAO/CEAEO sur les "Tendances et perspectives de la consommation de bois dans la région de l'Asie et du Pacifique". Au Japon également, les mesures relatives aux forêts, y compris un vaste programme de boisement et d'aménagement forestier, et à l'expansion des industries forestières, font partie

intégrante des plans actuels de développement économique. Le Népal a non seulement créé un Institut de formation forestière, mais encore réalisé d'utiles progrès en établissant un classement scientifique de ces forêts qui représentent une importante source de devises, et qui offrent des possibilités considérables de développement.

Il est cependant apparu qu'il restait beaucoup à faire dans la prospection et l'évaluation des ressources forestières en vue d'obtenir rapidement les données de base nécessaires au développement des industries forestières; plusieurs pays ont fait part de leur intention de demander pour cette tâche l'aide de la FAO et du Fonds spécial des Nations Unies.

Certains pays ont signalé l'attention croissante qu'ils accordaient à des produits forestiers d'importance secondaire - comme par exemple, la laque en Thaïlande, les herbes médicinales au Népal - qui peuvent procurer des recettes d'exportation et contribuer à la diversification de l'économie rurale.

Cependant, la Conférence a noté que certains des principaux problèmes de la région n'ont pas encore été abordés de manière systématique. Le délégué du Laos a cité à cet égard le problème, particulièrement aigu dans son pays, de la culture itinérante, pratique fort répandue dans la région. Pour réduire ou réglementer le nomadisme cultural, qui gaspille un capital forestier précieux, détruit la fertilité du sol et provoque l'érosion, il faut entreprendre des efforts énergiques.

Autarcie. La Conférence a noté que la plupart des exposés présentés par les délégations soulignaient que les plans nationaux avaient pour but d'assurer l'autarcie en ce qui concerne de nombreux produits agricoles, dont certains, comme le riz, sont l'objet d'un important commerce intrarégional. La Conférence reconnaît que cette tendance pose d'importants problèmes sur lesquels elle est revenue au cours du débat relatif à la planification du développement agricole.

La Conférence adopte la résolution suivante:

LA CONFERENCE

Notant que le taux annuel d'accroissement de la production agricole varie fortement suivant les pays, dans cette région comme dans d'autres et également suivant les différentes zones d'un même pays,

Convaincue qu'il serait utile de connaître les causes de ces différences pour l'élaboration des plans et programmes agricoles,

Recommande que le Directeur général, en coopération avec les Etats Membres, entreprenne une étude détaillée des principales causes de ces différences.

C. QUESTIONS DE POLITIQUE GENERALE QUE POSE
LE DEVELOPPEMENT DE L'ALIMENTATION ET DE
L'AGRICULTURE DANS LA REGION.

CHAPITRE 4

Planification du développement agricole dans la région

La Conférence a rappelé que, lors de sa session précédente (Tokyo, 1958), elle avait recommandé à la FAO d'entreprendre dans ce domaine, un programme de travail à long terme comportant l'organisation d'une série de réunions d'experts sur divers aspects de la planification du développement agricole, à savoir : la fixation des objectifs en agriculture; la place de la nutrition dans les politiques et plans alimentaires; et la méthodologie des études et évaluations des ressources naturelles. Il avait également été proposé d'organiser une réunion générale rassemblant des économistes, des agronomes, des nutritionnistes et des spécialistes des ressources pour faire la synthèse des conclusions formulées par les réunions de spécialistes en énonçant des principes généraux de développement et de planification agricoles.

La Conférence s'est félicitée d'apprendre que les deux premières de ces réunions avaient eu lieu. La Réunion technique sur la place de la nutrition dans les politiques et plans alimentaires s'est tenue à Bangkok en juin 1960, et un groupe d'experts économistes s'est réuni dans la même ville en octobre 1960 pour étudier certains aspects de la planification agricole en ce qui concerne notamment la fixation des objectifs. Cette dernière réunion a été organisée conjointement avec la CEAEQ. La Conférence a été informée que les autres points du programme recommandé par la quatrième Conférence régionale sur l'étude et l'évaluation des ressources et sur les principes généraux de développement et de planification agricoles seront inscrits au programme de travail de la FAO en 1961 ou 1962. La Conférence était appelée à se prononcer sur le meilleur moyen de poursuivre ces travaux.

La Conférence note qu'à d'autres égards également la FAO s'est inspirée, dans ses travaux, des suggestions émises lors de la précédente Conférence régionale. En particulier, la Division mixte FAO/CEAEQ de l'agriculture a préparé une étude des plans de développement agricole des pays de la région, qui a été publiée dans le Bulletin de la CEAEQ de juin 1960. Etant donné l'intérêt manifesté pour cette question par la quatrième Conférence régionale, l'article FAO/CEAEQ a étudié tout particulièrement, en prenant le riz comme exemple, le problème que posent pour la planification les incidences des plans d'autres pays.

En outre, dans la "Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture - 1960", la FAO a consacré un chapitre spécial à l'élaboration des programmes de développement agricole, que l'on peut considérer comme l'étude sans doute la plus complète qui ait été publiée jusqu'ici sur la planification dans le secteur agricole.

La Conférence note que les experts nutritionnistes qui se sont réunis en juin 1960 ont souligné dans leur rapport l'importance qui s'attache à définir, dans la planification agricole, des objectifs nutritionnels à long terme indiquant les types et les quantités de produits alimentaires nécessaires à la santé et à la capacité de travail. Ces objectifs étant inévitablement assez éloignés dans les pays insuffisamment développés, les experts ont recommandé, à titre de première mesure, de veiller à ce que les plans à moyen terme ou plans opérationnels (portant sur une période de 4 à 7 années) soient orientés comme il convient vers la réalisation finale des objectifs nutritionnels, compte tenu du pouvoir d'achat et des habitudes alimentaires actuels dans le pays considéré. Le plan devrait dès lors comporter des principes et des mesures visant à agir sur la consommation alimentaire et, partant, sur la production agricole, dans le sens considéré comme souhaitable du point de vue nutritionnel. A cette fin, le rapport soulignait l'importance qui s'attache à l'exécution des études nécessaires sur la consommation et les régimes alimentaires, à la formation de nutritionnistes et à la création d'organismes nationaux de nutrition qui soient à même d'exercer une influence conforme aux données de la science moderne de la nutrition, tant sur le public que sur les organes chargés de la planification.

En ce qui concerne la réunion d'experts économistes mentionnée ci-dessus, la Conférence a été informée que les consultations préliminaires avec la CEABO et avec les principaux spécialistes de la région avaient fait apparaître l'utilité d'élargir le mandat de ce groupe d'experts en y incluant des questions autres que la fixation des objectifs. Néanmoins, le problème de la détermination des objectifs, en ce qui concerne tant les entrées que les sorties, a représenté une part considérable du travail des experts. En même temps, le groupe n'a pas essayé de s'occuper de tout, d'une part, parce qu'il ne disposait que de peu de temps, et, d'autre part, parce que la FAO a publié dans la "Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, 1960" le chapitre assez complet sur l'élaboration des programmes agricoles dont il a déjà été fait mention.

La Conférence note qu'après avoir esquissé à grands traits les méthodes de la planification agricole, le groupe d'experts FAO/CEABO s'est attaché principalement à certains aspects économiques présentant de l'importance dans la région, par exemple: les modes d'établissement des projections de la demande de produits agricoles; les moyens d'évaluer les résultats obtenus afin d'orienter plus efficacement la planification à l'avenir; les types de mesures propres à assurer une utilisation plus complète de la main-d'oeuvre rurale, qui est généralement nombreuse; enfin, l'évaluation des divers types de programmes de développement. Le rapport indiquait les données statistiques et économiques ainsi que les travaux de recherche qu'exigerait à chaque stade l'élaboration des plans agricoles.

La Conférence note que le rapport de la Réunion technique sur la place de la nutrition dans les politiques et plans alimentaires, ainsi que l'étude de la FAO sur l'élaboration des programmes de développement agricole parue dans la "Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, 1960" ont déjà été communiqués aux gouvernements de la région. Le rapport du Groupe d'experts FAO/CEAEO sur certains aspects de la planification agricole sera distribué dès que son texte définitif aura été approuvé par les membres du Groupe.

En ce qui concerne le reste du programme proposé par la quatrième Conférence régionale, il conviendrait d'accorder une attention plus grande aux aspects sociologiques de la planification agricole et à certains aspects de la planification relative aux ressources. L'observateur de l'OMS a souligné l'importance de la nutrition dans la planification. Il a attiré l'attention sur un projet nutritionnel qui doit être entrepris aux Philippines et qui permettra probablement d'acquérir une expérience utile des problèmes et des avantages qui résulteront sans doute de l'élévation des niveaux de nutrition.

a) Problèmes actuels de l'élaboration des programmes agricoles

La Conférence note que presque tous les pays de la région ont entrepris de planifier leur développement agricole et que certains d'entre eux vont bientôt mettre en train leur deuxième ou même leur troisième plan. Les délégués des pays suivants ont pris la parole sur cette question : Australie, Birmanie, Ceylan, France, Inde, Indonésie, Japon, Corée, Fédération de Malaisie, Népal, Pays-Bas, Pakistan, Philippines, Royaume-Uni et Viet-Nam, ainsi que les observateurs de l'Organisation mondiale de la santé et de la Fédération mondiale des anciens combattants. De nombreux délégués ont rendu compte de leur expérience en matière de planification du développement agricole et ont notamment signalé les problèmes qui se posent et les solutions qui sont essayées. Les problèmes évoqués portent surtout sur les questions suivantes : possibilités d'obtenir des données; organisation de la planification et de l'exécution; disponibilités en personnel qualifié; répartition des ressources en vue d'un rendement maximum; stimulants et encouragements aux cultivateurs; enfin, incidences des plans des autres pays.

Données. La Conférence reconnaît que souvent l'on ne peut attendre, pour prendre des décisions sur la planification, de disposer de données détaillées et qu'il faut prendre en temps voulu la meilleure décision possible sur la base des renseignements disponibles. Mais, meilleures seront les données et plus efficace sera la planification. Les plans doivent donc prévoir le rassemblement ou l'analyse de données supplémentaires ou plus exactes, suivant l'ordre des priorités établi. Il est essentiel de disposer de renseignements sur les niveaux de nutrition, sur la demande de produits agricoles d'origine tant nationale qu'étrangère, et sur les facteurs qui affectent celle-ci. Il convient également de donner une priorité élevée à l'amélioration des données sur l'offre de produits agricoles, et notamment au rassemblement et à l'analyse de renseignements détaillés sur la gestion et l'économie agricoles dans les

principales zones d'exploitation du pays intéressé, afin de mettre en lumière les problèmes économiques qui se posent aux agriculteurs ainsi que les obstacles qui s'opposent à l'amélioration de l'agriculture.

Le délégué des Philippines a signalé que, dans son pays, la préparation des données nécessaires au lancement du Programme de production de riz et de maïs avait pris un an. Les difficultés de la planification lorsqu'on ne dispose pas des données voulues ont été soulignées par le délégué du Népal, qui a déclaré que le premier plan quinquennal de son pays (1956-60) avait été préparé sans que l'on dispose de statistiques nationales sur l'utilisation des terres, la production végétale, l'effectif du cheptel et les exportations. Le deuxième plan quinquennal est en préparation et mettra à profit les données obtenues grâce à la participation du Népal au Recensement mondial de l'agriculture.

Le délégué de l'Inde a fait ressortir la nécessité de disposer de meilleures données pour la planification et l'évaluation du développement des plans. Actuellement, la plupart des régions de l'Inde fournissent régulièrement des statistiques agricoles, mais les données sur la demande de produits agricoles et sur les stocks ne sont pas encore satisfaisantes. En ce qui concerne la planification relative à l'offre, il a fait état de la nécessité d'avoir de meilleurs renseignements pour établir l'estimation des coefficients entrées-sorties et des rapports coûts-bénéfices, et pour faciliter la répartition des ressources entre les principaux programmes ou projets tels que grands et petits travaux d'irrigation, engrais, semences, et amélioration des pratiques culturales. On pourra s'occuper de ces questions une fois comblées les autres lacunes que présentent les données. L'Inde ne possède pas encore assez de données pour pouvoir planifier comme il convient l'utilisation des terres.

Organisation. La Conférence reconnaît l'importance des problèmes d'organisation relatifs à la planification et à l'exécution des plans. Il faut avant tout veiller à la coordination des efforts entre le gouvernement central et les gouvernements d'états ou de provinces, entre l'organisme de planification, les services techniques et les services financiers, ainsi qu'entre les divers services des départements de l'agriculture. En ce qui concerne l'exécution, il est important de mettre au point des types d'organisation permettant d'inclure les projets de développement dans le budget annuel et d'accélérer les ouvertures de crédits pour les projets et programmes approuvés. Il est également important d'avoir un cadre solide de personnel sur le terrain qui joue un rôle essentiel dans la mise en oeuvre des programmes de développement agricole, au contact quotidien des agriculteurs. Une autre question importante est la mise au point d'une procédure ordinaire de consultation des agriculteurs représentatifs touchant le plan de production et son exécution. De nombreux délégués ont évoqué les aspects que présentent ces problèmes dans leurs pays respectifs.

Le délégué du Pakistan a déclaré que l'organisation de la planification dans son pays avait été renforcée à la suite des leçons tirées du premier plan quinquennal. Un Office du Plan a été créé en 1953 pour préparer un plan national de développement et proposer des procédures administratives en vue de son exécution. L'Office a préparé le premier plan quinquennal que le gouvernement n'a toutefois pas retenu entièrement. Par la suite, le gouvernement a élevé l'Office au rang de Commission du Plan qu'il a dotée de pouvoirs plus étendus. Les plans de développement agricole sont établis par les deux gouvernements provinciaux, et l'on a constaté qu'il était nécessaire de renforcer l'organisation de la planification à l'échelon de la province. Récemment, la Commission du Plan a été rattachée directement à la Présidence. Les politiques de développement sont du ressort d'un Conseil économique composé de ministres, sous la direction du Président. Un Directeur général des projets a été nommé au Cabinet du Président pour suivre de près l'exécution des divers programmes, déceler les goulots d'étranglement et les supprimer. Pour accélérer les ouvertures de crédits, il a été institué une procédure en vertu de laquelle l'approbation financière des autorités centrales n'est pas nécessaire pour les projets qui entraînent des dépenses inférieures à un certain niveau (2,5 millions de roupies pour les dépenses non renouvelables, et 500 000 roupies pour les dépenses renouvelables). Les projets plus importants sont renvoyés à un groupe de travail spécial du développement rattaché au gouvernement central et comportant 7 membres, parmi lesquels figurent les membres de la Commission du Plan et le Ministre des finances. L'approbation d'un projet par ce groupe de travail assure son inclusion dans le budget national annuel. La Commission du Plan a déjà présenté le deuxième plan quinquennal (1959/60 - 1964/65) qui, en vertu de la nouvelle procédure, figurera dans les prévisions budgétaires annuelles du pays.

Le délégué de la France a souligné la nécessité de rattacher aux organismes de planification et d'exécution, un dispositif permettant d'intégrer efficacement l'aide extérieure et le développement national.

Le délégué de la Fédération de Malaisie a signalé que, malgré les résultats intéressants obtenus par le premier plan quinquennal qui sera achevé en 1960, les objectifs n'ont pas tous été atteints. Parmi les difficultés rencontrées figurent les problèmes de coordination. Une autre difficulté concerne les terres. Un grand nombre de programmes exigent la réquisition de terres qui appartiennent aux Etats. Dans un certain nombre de cas, il a fallu retarder la mise en oeuvre des projets en attendant que les formalités relatives à l'acquisition des terres soient terminées. Des mesures législatives ont été adoptées pour accroître les pouvoirs du gouvernement fédéral à ce sujet.

Le délégué a souligné que l'expérience acquise dans son pays pendant l'exécution du premier plan quinquennal s'était révélée très utile lors de l'élaboration du deuxième plan (1961-1965). L'un de ses principaux objectifs sera de réduire le déséquilibre entre l'économie de la population

rurale et celle de la population urbaine. Cette question a reçu la priorité absolue, et un Ministère du développement rural a été créé sous l'autorité du Premier ministre adjoint pour coordonner et concentrer les efforts en vue de la résoudre. Faisant ainsi une grande place au développement rural, le deuxième plan quinquennal visera à améliorer encore la situation économique et sociale de la population. Le succès de ce plan sera garanti par le fait que les planificateurs et les responsables de l'exécution tireront le plus grand parti possible de l'expérience acquise lors de la mise en oeuvre du premier plan quinquennal.

Le délégué du Népal a déclaré que les plans de développement agricole de son pays avaient été handicapés par l'absence de textes législatifs autorisant l'achat de terres pour les stations expérimentales.

La Conférence a été informée par le délégué de l'Inde que ce pays essayait une nouvelle méthode de mise en oeuvre du développement communautaire, afin d'obtenir une participation accrue des villageois. Ce nouveau système encourage la décentralisation. L'autorité en matière de développement local est confiée à des conseils de village élus ou panchayats. Comme la vulgarisation entreprise au titre du programme de développement communautaire n'a pas fait une place assez grande au développement agricole, on insiste maintenant pour que les agents de village consacrent 80 pour cent de leur temps à l'agriculture. Dans certains Etats, ont été créés des panchayats de district qui remplacent, dans une large mesure, les fonctionnaires de district pour la coordination des travaux de développement. Cette expérience a été entreprise voici seulement deux ans; les rapports à son sujet sont généralement favorables, mais comportent également certaines critiques, et il est trop tôt pour se prononcer définitivement à leur sujet. Le délégué a ajouté qu'en Inde, où l'exécution des plans de développement est du ressort des gouvernements des Etats, il se pose un problème de coordination, mais que la Commission centrale du Plan permet déjà d'assurer, dans une large mesure, la coordination et la compréhension.

Personnel. La Conférence reconnaît les limitations que le manque de personnel qualifié impose à la planification et au développement. Elle souligne l'importance qui s'attache à évaluer les besoins en personnel qualifié et à prévoir, en fonction des besoins futurs, des programmes nationaux de formation appropriés.

De nombreux délégués ont cité à cet égard des exemples tirés de l'expérience de leurs pays. Les délégués de la Fédération de Malaisie, du Népal et du Pakistan ont mentionné le handicap que constitue la pénurie d'économistes qualifiés ou ayant l'expérience de la préparation de plans et projets. Le Pakistan a fait appel à des experts internationaux pour aider les organisations de planification dans les provinces; en Malaisie, le problème devient plus facile à mesurer que des citoyens malais reviennent de l'étranger où ils ont reçu une formation. Suivant le délégué de l'Inde, le manque de personnel

qualifié ralentit quelque peu le programme de création de pépinières de semences entrepris dans ce pays. En Inde, le nombre des diplômés des écoles d'agriculture a plus que doublé et celui des nouveaux vétérinaire a triplé par rapport à 1954. La Conférence a appris qu'au Viet-Nam le nombre des étudiants des écoles supérieures d'agriculture restait très faible par rapport aux besoins.

Répartition des ressources. La Conférence reconnaît que l'un des problèmes les plus ardues en matière de planification est celui qui consiste à répartir, de la manière la plus profitable, les ressources limitées dont le gouvernement dispose pour les investissements, notamment en ce qui concerne celles qui ne sont pas abondantes, comme par exemple les capitaux et les devises. On peut consacrer des ressources à des investissements fixes (par exemple irrigation ou mise en valeur des terres), à des biens d'équipement (engrais, parasitocides, etc.) ou à la fourniture de services aux agriculteurs (par exemple vulgarisation et recherche agricoles). Normalement, il est nécessaire de combiner divers programmes, et il est presque impossible d'établir des critères précis pour doser exactement les ressources à attribuer à chacun à un moment quelconque. Il conviendrait de tirer tout le parti possible des données disponibles au sujet des niveaux et des combinaisons les plus efficaces des différentes entrées pour des exploitations de divers types et dimensions dans les principales régions agricoles du pays. Les résultats des enquêtes sur la gestion des exploitations exécutées sur des échantillons représentatifs pourraient être fort utiles pour l'élaboration des plans de développement.

La Conférence reconnaît que, dans la région, les planificateurs devront continuer à se fonder surtout sur leur propre jugement éclairé pour décider la répartition des ressources d'investissement, mais comme l'a signalé le délégué de l'Inde, on pourrait s'efforcer, dans certains cas, de perfectionner diverses méthodes techniques telles que celles des rapports entrées-sorties et de l'évaluation des coûts et des bénéfices.

Stimulants. La Conférence souligne l'importance fondamentale des stimulants et encouragements aux agriculteurs, dont les efforts supplémentaires sont indispensables à la réussite des plans. Il faut tenir pleinement compte de ce problème dans l'élaboration des politiques et mesures qui visent à stimuler l'amélioration des terres par une meilleure utilisation de la main-d'oeuvre disponible. Les stimulants présentent une importance particulière dans la région, car souvent il est possible de remédier à la pénurie de capitaux par un apport supplémentaire de main-d'oeuvre familiale, que l'on peut considérer comme un investissement non monétaire. La Conférence reconnaît que c'est sur ce plan que les mesures de réforme agraire, l'amélioration de la commercialisation, la stabilisation des prix et l'octroi de crédit à des taux moins élevés revêtent toute leur importance pour le développement agricole. Ces mesures pourraient inciter les cultivateurs à consacrer à la construction de diguettes, au repiquage et au désherbage, par exemple, le travail supplémentaire qui compenserait peut-être l'absence de facteurs matériels de production.

De nombreux délégués ont fait allusion au problème des stimulants. Le délégué de Ceylan a déclaré que la fixation d'un prix garanti pour le paddy, adoptée par son pays en 1947 pour encourager les riziculteurs, n'a pas contribué autant qu'on l'espérait à faire augmenter la production ou le rendement. Les engrais qui, dans la culture du thé, donnent de très bons résultats et sont largement utilisés, ne sont que très peu employés pour le paddy, bien que des essais aient démontré que la fumure permettait une forte augmentation des rendements et que l'achat des engrais soit subventionné. Il semble que l'hésitation des riziculteurs soit due à des insuffisances du système de commercialisation qui, peut-être, empêchent beaucoup d'entre eux de recevoir le prix garanti, et à la pauvreté et à l'endettement des petits cultivateurs qui n'offrent pas les garanties voulues pour obtenir du crédit. La Conférence a été informée des programmes coréens de crédit coopératif et de stabilisation des prix des céréales alimentaires, qui tendent à encourager les agriculteurs à accroître leur production.

Parmi les stimulants, on a mentionné les subventions pour l'achat d'engrais aux Philippines, et la pratique suivie dans certains Etats de l'Inde et qui consiste à fournir gratuitement aux agriculteurs l'eau pour l'irrigation pendant trois ans. Le délégué de l'Inde a également souligné l'importance à cet égard de la politique des prix à la production, mais il a évoqué les problèmes de commercialisation qui rendent parfois difficile la mise en oeuvre d'une telle politique.

Incidences des plans d'autres pays. La Conférence reconnaît qu'il est important, à propos de chaque plan national, de tenir compte, dans toute la mesure du possible, des incidences et des répercussions des plans d'autres pays. A ce propos, elle prend note du tableau qui lui a été présenté et qui donne des projections des besoins d'importation et des disponibilités exportables de riz dans la région en 1966, sur la base des plans nationaux existants ou des tendances actuelles. Les délégués de plusieurs pays, notamment la Birmanie, le Japon et le Pakistan, ont souligné qu'il serait peut-être nécessaire d'instaurer, sous une forme ou sous une autre, une coopération régionale dans la fixation des objectifs pour certains produits agricoles qui entrent dans le commerce intra-régional.

Le délégué de l'Inde a déclaré que son pays accueillerait avec satisfaction des mesures visant à favoriser la coopération économique régionale et collaborerait avec d'autres pays à des ententes présentant des avantages mutuels. Le délégué du Japon a dit que l'objet d'une telle coopération et les moyens de la réaliser n'apparaissaient pas encore nettement. Il a proposé que la FAO rassemble les données nécessaires à partir des plans nationaux des pays de la région et les communique aux Etats Membres pour permettre à la prochaine Conférence régionale d'étudier la question. Le délégué de la Birmanie a émis l'opinion que, même s'il n'était pas actuellement possible d'envisager une planification coordonnée, il serait tout au moins utile d'organiser des consultations.

Le Directeur général a fait une nouvelle déclaration dans laquelle il a relevé que la plupart des exposés qui avaient été faits insistaient sur l'autarcie en tant qu'objectif ultime de la planification nationale. C'est le cas pour les céréales (Inde, Pakistan, Indonésie, Philippines), le poisson (Philippines), le sucre (Ceylan, Viet-Nam), le jute (Birmanie) et les produits animaux (Philippines). A ce propos, il ne faut pas oublier que, dans le cas du riz, les principaux débouchés des pays exportateurs se trouvent dans la région même, tandis que, pour la plupart des autres produits, les principaux marchés d'exportation se trouvent dans des pays industrialisés situés hors de la région.

Cette tendance à l'autarcie, a poursuivi le Directeur général, pose une importante question concernant l'avenir de la région. Dans le domaine de la planification, des progrès considérables ont été réalisés, mais, jusqu'ici, presque tous les pays établissent leurs plans en se plaçant uniquement au point de vue national. Il estime, avec certains délégués, que le moment est peut-être venu de se préoccuper davantage, dans la planification nationale, des rapports avec les plans d'autres pays. Tout le monde a été vivement impressionné par l'adoption, en Europe occidentale et en Amérique latine, de la solution régionale au problème de la planification, et il serait bon que cette formule fasse l'objet d'une étude beaucoup plus poussée dans la région Asie et Extrême-Orient. La planification ne saurait, de l'avis du Directeur général, se faire uniquement sur la base de l'agriculture; la production et les exportations industrielles doivent également entrer en ligne de compte. Peut-être est-il encore trop tôt pour envisager un plan portant sur l'ensemble de la région et englobant tous les aspects de l'économie, y compris l'agriculture et l'industrie. Pour commencer, il serait sans doute plus pratique, comme l'ont dit les délégués de l'Inde et du Japon, d'effectuer une étude de tous les plans des pays de la région, sur la base de laquelle il serait possible de présenter aux gouvernements des indications d'ordre général sur les possibilités de coordination. Si l'on entreprenait une telle étude, il faudrait s'inspirer des principes suivants :

a) la région, dans son ensemble, devrait s'efforcer de couvrir ses besoins intérieurs pour les produits alimentaires et les matières premières (ceci ne s'applique pas à l'utilisation des excédents de denrées alimentaires en vue du développement économique ou pour des cas d'urgence);

b) il faut s'efforcer d'améliorer qualitativement les régimes alimentaires, ce qui exigerait un accroissement de la production d'aliments riches en protéines, notamment animales, plutôt qu'une augmentation de la production des céréales fournissant les glucides;

c) les exportations de produits alimentaires et de matières premières doivent, du moins dans l'avenir immédiat, rester les principales sources de recettes en devises.

Le Directeur général a déclaré qu'une telle étude exigerait la collaboration la plus complète des Etats Membres qui devraient non seulement mettre en commun leurs idées et leur expérience, mais aussi se montrer disposés à modifier leurs plans nationaux dans la mesure où l'exigeront les intérêts de la région dans son ensemble.

Sans aucun doute, cette question présente une importance capitale pour tous les pays, a poursuivi le Directeur général. L'action future se trouverait facilitée si les délégués indiquaient concrètement, par une résolution ou d'une autre manière, la façon dont ils voudraient que la FAO procède. La question est assez urgente car, surtout en agriculture, il est difficile, une fois que les plans nationaux sont établis, de les modifier. La FAO serait toute prête à entreprendre l'étude de cette importante question en coopération avec l'Organisation des Nations Unies et les autres Institutions spécialisées, à condition que les Etats Membres soient disposés à apporter leur pleine coopération à ce projet.

Autres problèmes. Plusieurs délégués ont soulevé, à propos de l'élaboration des programmes agricoles, des problèmes qui ne rentrent pas dans les catégories ci-dessus. Les perturbations que causent, dans la mise en oeuvre des plans, les fluctuations des recettes d'exportation ont été évoquées à propos de la Malaisie, mais ce problème se pose également dans d'autres pays. Au milieu de la période sur laquelle portait son premier plan quinquennal, la Malaisie a dû, en raison de la récession mondiale du commerce en 1958, réviser le plan et réduire ou même abandonner temporairement certains projets. Lorsque les prix mondiaux ont marqué par la suite une reprise, les ressources nécessaires sont devenues disponibles, mais il n'a pas été possible de rattraper le retard.

La Conférence a été informée des problèmes spéciaux de la planification agricole au Japon, pays où l'on se préoccupe particulièrement d'assurer un meilleur équilibre entre la croissance de l'agriculture et celle de l'industrie. Les programmes agricoles s'inscrivent dans le plan d'ensemble qui vise à doubler le revenu national en dix ans à partir de 1961. Déjà, l'agriculture est en retard par rapport aux autres secteurs d'activité, et ce retard risque de s'accroître étant donné la rapidité du développement national. C'est pour cette raison que les programmes visent avant tout à moderniser l'agriculture. Les objectifs principaux sont les suivants:

i) accroître la productivité de manière à corriger l'écart croissant entre l'agriculture et les autres secteurs sous les rapports de la productivité et des revenus;

ii) stimuler l'expansion sélective de l'agriculture d'une manière qui tienne compte des changements de la demande de produits agricoles;

iii) améliorer la structure de l'agriculture en même temps que diminuer l'effectif de la main-d'oeuvre agricole.

On a estimé le taux de croissance annuel de l'agriculture à 2,9 pour cent et l'exode net des travailleurs agricoles à 2,9 pour cent par an également, ce qui indique un taux d'accroissement de la productivité par homme de 5,8 pour cent par an. Ainsi, la productivité de la main-d'oeuvre augmenterait en agriculture à peu près au même rythme que dans l'industrie, et les revenus agricoles par personne doubleraient pendant la période couverte par le plan.

L'expansion sélective de la production agricole au Japon implique que l'augmentation de la production de riz devrait correspondre approximativement à l'accroissement démographique (soit 15 pour cent pour la période considérée), tandis que la production devrait augmenter de 470 pour cent pour le lait, de 220 pour cent pour la viande, de 140 pour cent pour les oeufs et de 130 pour cent pour les fruits. Les niveaux moyens de nutrition augmenteraient comme suit: calories, 15 pour cent; protéines, 25 pour cent; et matières grasses, 120 pour cent.

On prévoit que l'effectif total de la main-d'oeuvre agricole tombera de 14,5 millions en 1958 à environ 10 millions en 1970 à la suite de l'accroissement des possibilités d'emploi dans d'autres secteurs d'activité. Mettant cette évolution à profit, les programmes agricoles viseront à la création d'exploitations plus grandes qui soient rentables et dont la gestion serait organisée plus rationnellement; on encouragerait notamment les exploitations coopératives. Les autorités se proposent de désigner un district pilote où seraient entrepris des projets tels que le remembrement, l'agrandissement des exploitations, la mécanisation de l'agriculture et le développement de l'élevage. Cette entreprise exigera de nouvelles dispositions législatives. On vise ainsi à réaliser, après la réforme agraire, une profonde réforme de l'agriculture.

Réunions futures sur la planification agricole

La Conférence note que la FAO a l'intention d'organiser une réunion technique sur la méthodologie des enquêtes et évaluations portant sur les ressources agricoles; elle note également que l'étude déjà effectuée par la FAO sur les ressources potentielles de la plaine du Gange-Brahmapoutre sera fort utile à cet égard.

Le délégué de l'Australie s'est prononcé en faveur de cette réunion et a indiqué que son pays serait disposé à y prendre part. Il y a, en matière de planification, deux points de vue possibles. Premièrement, le point de vue économique suivant lequel, en se fondant sur l'étude de l'utilisation actuelle des terres, on envisage surtout les besoins nationaux immédiats en ce qui concerne l'accroissement de la production ou du revenu national ou agricole. C'est là la méthode la plus répandue. Deuxièmement, le point de vue suivant lequel, en se fondant sur l'étude des ressources agricoles et autres, on vise à planifier la production dans le sens qui correspond le mieux à ces ressources. Ceci peut entraîner des modifications de la structure actuelle de l'utilisation des terres.

L'Australie s'intéresse particulièrement à cette seconde méthode, en application de son principe bien connu qui consiste à soutenir la production de denrées là où elle peut être le plus efficace, par opposition à la politique d'autarcie lorsque celle-ci implique une production antiéconomique.

La deuxième méthode présente une utilité spéciale lorsque l'on envisage le développement de ressources non encore mises en valeur ou de terres ingrates. Le délégué reconnaît que les deux méthodes peuvent être combinées. Cette combinaison est particulièrement importante dans les zones où les terres ne sont pas actuellement utilisées de manière intensive et où les possibilités de changement sont par conséquent plus grandes. Dans les zones déjà exploitées intensivement, la liberté d'action est évidemment moindre, mais, même alors, il reste possible d'améliorer l'utilisation des terres, tout au moins à longue échéance; pour orienter le développement en fonction des ressources, il faut évidemment connaître celles-ci. Outre les études économiques, la plupart des pays pourraient adopter cette méthode à condition de réorganiser les ressources dont ils disposent actuellement dans les domaines de la science et de la planification. Le délégué de la France, tout en admettant que les plans doivent se fonder sur la prospection des ressources, a attiré l'attention sur le caractère d'urgence que les objectifs nutritionnels présentent dans la région, où il faut faire violence à la nature pour obtenir des résultats immédiats.

La Conférence a également approuvé l'intention de la FAO d'organiser une réunion générale d'économistes, d'agronomes, de nutritionnistes et d'experts en matière de ressources pour examiner, dans leur ensemble, le développement et la planification agricoles. Peut-être serait-il possible de combiner les deux réunions envisagées. Le délégué des Pays-Bas a souligné l'importance qui s'attache à la participation de sociologues à la réunion générale.

b) Perspectives à long terme pour les produits agricoles

La Conférence note que l'évolution de la situation des produits exerce une influence non seulement sur la planification agricole, mais également sur la planification de l'économie nationale en général; en effet, cette évolution peut avoir de profondes répercussions sur la balance des paiements du pays et partant sur sa capacité de payer les biens d'équipement, l'outillage et même les connaissances techniques dont l'importation est nécessaire à son développement. L'évaluation exacte des perspectives à long terme pour les principaux produits agricoles d'exportation ou d'importation constitue donc la base même de toute planification nationale rationnelle.

La Conférence reconnaît l'intérêt qu'offre, pour aider les gouvernements à établir de telles évaluations, l'étude succincte soumise à son examen concernant les principaux facteurs à long terme qui exercent une influence mondiale sur les principaux produits agricoles présentant de l'intérêt pour les pays

d'Asie et d'Extrême-Orient (FERC 60/4). L'étude traite séparément chacun des produits et indique les publications où figurent les études et les données de base sur lesquelles se fondent les conclusions provisoires. La Conférence a pris note des principaux points suivants:

Au cours des années récentes, l'économie mondiale du riz s'est caractérisée par une tendance ascendante de la production et de la consommation et par une stabilité relative des niveaux de prix et du commerce international. On prévoit, pour les quelques années à venir, la continuation de cette tendance de la production qui sera soutenue par les progrès techniques, la diffusion de leur application, et les programmes gouvernementaux de développement, y compris les politiques de soutien des prix.

Il semble que l'expansion principale se produira dans les pays importateurs tandis que, dans les pays exportateurs, l'évolution dépendra en partie de la tendance des prix internationaux. La demande totale continuera d'augmenter en raison de l'accroissement démographique, et cette tendance se trouvera probablement renforcée par le relèvement des niveaux de consommation par habitant à mesure que le revenu augmentera. Ces incidences de la prospérité croissante souffrent certaines exceptions importantes: c'est ainsi que le Japon est sur le point d'atteindre le stade où un ménage, lorsque son revenu s'élève, ne consacrera plus une part de cette augmentation à l'achat de riz, mais bien à celui d'autres produits alimentaires, tels que la viande. On pense que la demande totale en Asie (non compris la Chine continentale) augmentera d'environ 8 millions de tonnes (soit 10 pour cent d'ici 1965, une grande partie de cet accroissement se concentrant en Inde et en Indonésie.

Lors de son examen de l'économie du riz, la Conférence a noté qu'il était essentiel de ne pas oublier que, pour les autres céréales (blé, maïs, orge, avoine, sorghos et millets), la production dépasse constamment la demande effective, ce qui a entraîné l'accumulation de stocks représentant jusqu'à deux fois et demie le volume actuel du commerce mondial annuel. Cette pléthore s'est, dans une certaine mesure, reflétée sur les prix relatifs du riz et des autres céréales, et plus encore sur la mesure dans laquelle certains gouvernements sont à même de fournir ces céréales à des conditions spécialement favorables pour les importateurs, ou disposés à le faire. Par conséquent, les importations en Asie de ces céréales, et notamment de blé, ont fortement augmenté par rapport à l'avant-guerre, et il est probable que cette tendance se poursuivra pendant les quelques années à venir. En Asie, les céréales ne sont guère utilisées pour l'alimentation animale, exception faite pour la volaille, qu'au Japon, pays dont les importations de maïs continueront sans doute d'augmenter considérablement.

La récente expansion rapide de la consommation de sucré se poursuivra presque certainement; mais, à moins de changements dans les politiques agricoles, la production augmentera probablement plus vite encore. Une fois l'industrie sucrière mise en place, il est difficile de réduire la production, même en cas d'effondrement des prix. Comme cette expansion de la production a été surtout le fait des pays importateurs, l'expansion du commerce mondial sera sans doute plus lente que celle de la consommation.

La consommation mondiale de thé, produit important de la région, continuera probablement à augmenter à mesure que les niveaux de vie s'élèveront et que le pouvoir d'achat s'accroîtra. De nouveaux débouchés se créeront sans doute en Afrique au sud du Sahara, mais la production augmente elle aussi, tout particulièrement en Afrique et en Amérique latine. Pour les quelques années à venir, on prévoit un équilibre raisonnable de la production et de la consommation, et par conséquent des fluctuations de prix relativement modérées, à condition qu'il ne se produise pas un fort accroissement des disponibilités en Chine ou même en Amérique latine.

La conférence a noté qu'en Asie la production des matières grasses utilisées tant pour l'alimentation que pour l'industrie augmente lentement. Certains des pays producteurs primaires de la région se trouvent ainsi pris entre deux exigences contradictoires: d'une part, répondre à une demande intérieure croissante, et, d'autre part, maintenir ou même développer les exportations qui fournissent des recettes en devises. En Extrême-Orient, l'augmentation de la consommation intérieure a entraîné une baisse suivie des exportations nettes. A l'opposé, la consommation de matières grasses alimentaires par habitant n'augmentera sans doute plus en Amérique du Nord et dans une grande partie de l'Europe occidentale, cependant que l'accroissement de la demande d'importation pour l'industrie se ralentira probablement. Du côté de l'offre, il semble que la tendance ascendante des disponibilités de coprah se trouvera ralentie ou même interrompue par le vieillissement des arbres et la propagation des maladies. Pour les autres huiles végétales, on prévoit un fort développement de la demande en Asie, mais, s'il en résultait une réduction des exportations de cette région, les prix mondiaux ne s'en trouveraient affectés que temporairement, car la hausse des prix tendrait à provoquer l'apparition de disponibilités supplémentaires aux Etats-Unis.

Parmi les principaux produits agricoles utilisés uniquement comme matières premières, le caoutchouc, le coton et le jute sont ceux qui présentent un intérêt particulier pour l'Asie.

La Conférence a noté que l'Extrême-Orient fournit environ 90 pour cent de la production mondiale de caoutchouc, dont la quasi-totalité est exportée. La demande augmente plus vite que les disponibilités de l'Asie. On prévoit pour 1960-65 un accroissement de la consommation d'environ 5 pour cent par an, alors que, d'après certains experts, l'augmentation de la capacité de production de l'Asie ne dépassera probablement pas 2 pour cent par an. Le déficit sera sans doute comblé par une production accrue de caoutchouc synthétique et par la libération de certains stocks stratégiques de caoutchouc naturel.

L'économie du coton se dégage lentement d'une période d'excédents. Les prix ayant fortement baissé, le coton connaît une nette reprise par rapport aux produits de remplacement, notamment les fibres artificielles. Cependant, les perspectives de la production en Extrême-Orient ne sont guère encourageantes.

Les rendements des cultures de remplacement augmentent alors que ceux du coton restent assez bas. Les plans gouvernementaux d'investissements agricoles semblent viser d'abord à accroître la production alimentaire, et en conséquence la région aura peut-être du mal à subvenir aux besoins croissants de ses industries textiles et à maintenir le volume de ses exportations de coton brut.

A long terme, le marché du jute est déterminé par la quantité de denrées à emballer, la demande de revêtements pour sols et les variations de la technique et des prix qui influencent la quantité unitaire de jute utilisée dans ces fabrications. Malgré quelques pertes dues aux nouveaux procédés de manutention et de commercialisation, on pense que la demande d'emballages en jute augmentera. La consommation globale des pays industrialisés ne fléchira sans doute pas et il se peut même qu'elle augmente aux Etats-Unis.

La plupart des délégations ont participé au débat, exposant leurs plans et leurs objectifs relativement aux divers produits et soulignant qu'il importe d'établir une évaluation exacte des tendances de la production et de la consommation afin de servir de base à la planification. Des remerciements ont été exprimés pour l'aide que les rapports de la FAO ont apportée à cette oeuvre nationale, mais on a insisté sur la nécessité de reviser constamment les projections et d'effectuer des études plus vastes.

La Conférence estime indispensable la coopération des gouvernements, qu'il s'agisse de fournir des renseignements ou de présenter des critiques; à cet égard, les divers groupes de travail, tant ceux de la FAO (riz, noix de coco, cacao, par exemple) que les autres groupes internationaux (coton, caoutchouc, sucre, etc.) constituent des centres de discussion fort utiles.

Les perspectives sont considérées par les délégués comme satisfaisantes pour les vendeurs de matières premières agricoles et de matières grasses végétales, et la plupart des pays de la région ont en conséquence signalé des plans visant à en accroître la production. C'est ainsi que le délégué du Pakistan a annoncé la suppression de toutes les restrictions de superficie pour la culture du jute, et que les délégués de la Malaisie, de la Thaïlande et du Viet-Nam ont exprimé l'avis que leur production de caoutchouc augmenterait plus vite que ne l'avait indiqué le résumé du Secrétariat (2 pour cent par an). Le délégué de l'Inde a déclaré que les objectifs fixés dans son pays pour les graines oléagineuses prévoyaient un accroissement de la consommation intérieure ainsi que des disponibilités exportables s'élevant à un million de tonnes par an.

La Conférence note que la plupart des pays envisagent de développer la production des denrées alimentaires et des produits pour boissons pour lesquels ils ne parviennent pas encore à couvrir leurs besoins. Dans certains cas, le rythme de l'accroissement a été si rapide que l'on prévoit des possibilités d'exportation: ainsi l'Inde, qui auparavant importait des quantités considérable de sucre, fournit actuellement 30 pour cent de la production mondiale de canne à sucre.

La Conférence reconnaît que cet effort vers l'autarcie pose des problèmes sérieux en ce qui concerne l'économie future des pays dont, à l'heure actuelle, les principales exportations sont absorbées par d'autres pays de la région. Il s'agit principalement du riz, et le délégué de la Birmanie a exprimé les graves préoccupations qu'éprouvent, dans son pays, les responsables de la détermination des superficies rizicoles. En conséquence, la Conférence note avec intérêt le fait que la FAO a entrepris une étude d'ensemble sur les tendances de la production et de la consommation du riz, qui constituera la principale question à débattre lors de la cinquième session du Sous-comité consultatif des problèmes économiques du riz.

Divers délégués ont cité des exemples de l'interaction des politiques nationales. Ainsi, le délégué des Philippines a estimé que, comme les exportations de sucre de ce pays vers les Etats-Unis (qui constituent son principal débouché) vont être progressivement frappées de droits de douane, il faudra peut-être rechercher d'autres débouchés rémunérateurs; si l'on n'en trouve pas, les Philippines risquent de se voir obligées de développer la culture du coton, du jute, du kénaf et d'autres produits et de pousser leur industrialisation afin de réduire les importations actuelles, pour lesquelles les devises étrangères constituent un sérieux problème.

Etant donné ces craintes relativement à la possibilité de trouver à l'étranger des débouchés satisfaisants, la Conférence note avec intérêt la conclusion récente d'accords bilatéraux garantissant des débouchés, comme par exemple les accords passés par le Viet-Nam avec le Japon pour la laque, et avec Taïwan pour les fèves de soja.

Plusieurs délégations ont souligné que leur planification serait facilitée par l'assurance que les prix resteront stables, mais il a été noté que certains pays avaient retiré des avantages non négligeables de la hausse des prix de leurs produits d'exportation, comme par exemple le jute et le caoutchouc.

La Conférence adopte la résolution suivante:

LA CONFERENCE

Notant avec satisfaction les progrès considérables réalisés par les pays de la région dans le domaine de la planification,

Notant que les débats de la présente Conférence ont fait apparaître nettement que, tout au moins pour certains produits, les objectifs des plans de la plupart des pays révèlent une tendance répandue à l'autarcie,

Reconnaissant que la réalisation de l'autarcie sur le plan national pour les produits agricoles et les matières premières, qui occupent une place importante dans le commerce intra-régional, pourrait avoir des effets néfastes sur l'ensemble de l'économie des divers pays de la région ainsi que sur celle de la région considérée dans son ensemble,

Tenant compte du fait que la planification agricole doit s'harmoniser avec les objectifs généraux d'ordre économique et social,

Invite le Directeur général

- 1) à effectuer une étude objective des plans de développement des pays de la région en tenant compte des facteurs suivants:
 - a) la région dans son ensemble devrait s'efforcer de couvrir ses besoins intérieurs en aliments de base et en matières premières (ceci ne concerne pas l'utilisation des denrées alimentaires en excédent en vue du développement économique ou pour faire face à des situations d'urgence);
 - b) il faut s'efforcer d'améliorer la qualité des régimes alimentaires, ce qui exigera la production de davantage de protéines animales et d'autres aliments riches en protéines, plutôt que de céréales riches en glucides;
 - c) les exportations de produits alimentaires et de matières premières doivent, pour la plupart des pays, continuer à constituer dans l'avenir immédiat les principales sources de recettes en devises;
- 2) à transmettre cette étude aux Etats Membres de la région, afin qu'ils puissent tenir compte de ses conclusions et recommandations, tant pour l'élaboration de leurs plans futurs que pour l'exécution des plans actuels;
- 3) à entreprendre des consultations avec les gouvernements, une fois que ceux-ci auront eu le temps d'examiner cette étude, quant aux mesures qu'ils souhaiteraient prendre pour atteindre les objectifs visés;
- 4) à coopérer pour cette tâche, dans toute la mesure du possible, avec l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'avec les institutions spécialisées intéressées.

CHAPITRE 5

Le rôle de la commercialisation pour garantir aux consommateurs des disponibilités suffisantes et offrir aux producteurs des stimulants de prix efficaces

Comme on l'a déjà noté, l'un des principaux thèmes qui se retrouvent dans les exposés des délégations sur leurs programmes de développement est l'importance croissante qui s'attache aux mesures destinées à améliorer la structure institutionnelle et à assurer aux cultivateurs des stimulants pour l'accroissement de la production; ces mesures constituent un complément essentiel des programmes relatifs à l'adoption de pratiques culturelles améliorées. A ce titre, l'amélioration des services de commercialisation, y compris le marketing coopératif, occupe une place importante. On a souligné qu'une commercialisation inefficace et trop coûteuse peut ralentir le développement général. Si les agriculteurs ne disposent pas déjà, pour écouler leurs produits, d'un circuit de commercialisation satisfaisant, ou s'ils ne reçoivent qu'une part trop faible du prix payé par les consommateurs, ils ne sont guère encouragés à accroître la production. De même, si les disponibilités offertes aux consommateurs sont réduites ou les prix gonflés par suite de l'inefficacité des services de commercialisation, cette situation non seulement fait obstacle au relèvement des niveaux de consommation, mais encore freine le développement économique dans son ensemble.

De plus, la rapide urbanisation qui se produit dans presque tous les pays de la région impose une lourde tâche aux moyens de commercialisation qui ont été créés dans une situation toute différente. Parmi les facteurs nouveaux, il faut encore signaler le développement de la production et de la consommation d'aliments de protection, qui sont pour la plupart périssables et exigent des moyens de commercialisation spécialisés.

La quatrième Conférence régionale s'était déjà penchée sur les problèmes de la commercialisation et avait recommandé l'organisation dans la région d'une réunion technique sur cette question. Le rapport de cette réunion, qui s'est tenue à New-Delhi en avril-mai 1959 sur l'aimable invitation du Gouvernement indien, a été accueilli avec satisfaction par la Conférence. Certaines de ses principales conclusions et recommandations ont été examinées et développées dans les exposés des délégations.

A. Faits nouveaux survenus dans la région en matière de commercialisation.

Problèmes de commercialisation propres à la région

Il a été souligné que, si l'on reconnaît en général l'importance qui s'attache à améliorer les services de commercialisation, il reste à cet égard beaucoup de difficultés à surmonter dans la plupart des pays de la région.

La prédominance de l'agriculture de subsistance et le très faible volume des excédents commercialisables de la plupart des agriculteurs constituent en eux-mêmes une difficulté. Il en va de même de l'analphabétisme. Les délégations du Népal et de l'Indonésie ont insisté sur le manque de moyens de transport; au Népal, les routes sont peu nombreuses; en Indonésie, elles sont insuffisantes dans certaines îles, et les communications maritimes entre les îles ne sont pas assez développées. En conséquence, il arrive souvent que des excédents apparaissent dans certaines zones alors que d'autres souffrent de pénuries. En outre, la production est parfois entravée par l'impossibilité d'expédier les quantités disponibles vers les centres de consommation, comme c'est le cas pour la production bovine en Indonésie orientale. Aux Philippines, on a construit au cours des six dernières années plus de 6 000 km de routes secondaires pour relier les zones de production aux routes principales.

Le manque de crédit institutionnel constitue un autre handicap sérieux. Non seulement les producteurs sont obligés d'emprunter aux marchands et aux prêteurs locaux à des taux d'intérêt exorbitant, mais encore ils se trouvent par la suite dans l'impossibilité de choisir leurs débouchés et se voient souvent contraints d'accepter des prix inférieurs à ceux du marché. On s'efforce, par la création de banques agricoles et rurales (comme en Corée, au Pakistan et aux Philippines), ou de coopératives (comme dans de nombreux pays de la région) de faciliter l'octroi du crédit institutionnel; dans la plupart des pays, les fonds restent cependant tout à fait insuffisants par rapport aux besoins. Au défaut de crédit vient s'ajouter le manque d'installations d'entreposage. En conséquence, les ventes se concentrent surtout sur une brève période après la récolte, ce qui entraîne une forte baisse saisonnière des prix.

Parmi les mesures prises pour réduire ces fluctuations saisonnières, le Pakistan a signalé que l'on allait construire 4 000 entrepôts dans la partie orientale du pays. L'Inde apporte une aide financière aux coopératives en vue de la construction de magasins, et, en Corée, des prêts sont consentis aux agriculteurs sur les livraisons à terme de leurs produits.

Plusieurs délégations, et notamment celles du Népal et de la Corée, ont indiqué que les coopératives et d'autres organismes de commercialisation se heurtent à une concurrence vive et parfois déloyale. Au début, les organismes coopératifs ont souvent du mal à soutenir cette concurrence étant donné leur manque de ressources, l'inexpérience de leur personnel et parfois la complication excessive des procédures imposées; à ce stade, il est essentiel qu'ils bénéficient de l'appui du gouvernement.

Classement des produits agricoles

Certaines délégations, en particulier celles de l'Inde et du Pakistan, ont souligné l'importance du classement pour assurer tant des ventes satisfaisantes sur les marchés d'exportation, que des recettes équitables aux producteurs. Il est probable que les produits non classés se vendront sur les

marchés primaires au prix de la qualité la plus basse. En Inde, il existe actuellement pour les marchés intérieurs un classement facultatif pour 33 produits comprenant 117 variétés; le classement obligatoire a été imposé pour un certain nombre de produits d'exportation (tabac, laine, chanvre, poils, huile de bois de santal et huile de "lemon grass"). De même, au Pakistan le classement est obligatoire pour la laine destinée à l'exportation, et ce système doit être étendu aux poils ainsi qu'aux cuirs et peaux. Il existe depuis longtemps des catégories commerciales pour le jute et le coton. Le classement facultatif est pratiqué au Pakistan pour les oeufs, le ghee, le beurre et l'huile de moutarde. Beaucoup d'autres pays de la région, et notamment le Japon, Ceylan et les Philippines, ont des systèmes de classification bien établis.

Marchés réglementés

Des indications ont été données à la Conférence concernant la réglementation des marchés de gros établie en Inde et au Pakistan par une loi de 1939. Ce système a entraîné des avantages pour les producteurs en imposant la concurrence entre acheteurs, en supprimant les pratiques frauduleuses, en rationalisant les frais de marché, en normalisant les poids et mesures et en créant des mécanismes d'arbitrage. En Inde, on estime que la seule rationalisation des frais de marché a permis aux producteurs de réaliser une économie annuelle nette équivalant à 15 millions de dollars. Sur plus de 2 300 marchés de groupage, 667 sont actuellement réglementés, et l'on espère que ce chiffre atteindra 750 à la fin du deuxième plan quinquennal. Au Pakistan, il existe actuellement 94 marchés réglementés.

Offices de commercialisation

Un certain nombre d'offices de commercialisation s'occupant de produits individuels ont été créés dans la région par législation spéciale, par exemple l'Office du coprah en Indonésie. En Australie, huit offices ont été institués pour les principaux produits primaires; ils ont fait la preuve de leur utilité pour la stabilisation des prix et la meilleure organisation du marketing des produits agricoles. A titre d'exemple, la délégation australienne a expliqué le fonctionnement de l'Office du blé et le système du "pooling" des prix. Alors même que la commercialisation d'une récolte donnée peut s'étendre sur une longue période, chaque agriculteur reçoit les deux tiers environ du prix garanti dans les deux semaines qui suivent la livraison du blé et des acomptes lui sont versés ultérieurement, de temps à autre, jusqu'à achèvement des ventes. L'Australie serait disposée à fournir tous les détails utiles à tout pays de la région qui s'intéresserait à ce système de commercialisation.

Progrès des coopératives de commercialisation et des coopératives à fins multiples

Un certain nombre de délégations, notamment celles de l'Inde, du Pakistan, de la Malaisie, de l'Indonésie, du Népal et du Viet-Nam, ont évoqué le développement des coopératives de commercialisation et des coopératives à fins

multiples. On pense qu'en Inde il y aura à la fin du deuxième plan quinquennal quelque 200 000 sociétés groupant au total 17 millions d'adhérents et desservant le tiers environ de la population agricole. On se propose provisoirement de porter le chiffre des adhérents à une quarantaine de millions au cours du troisième plan quinquennal; les coopératives desserviraient alors 74 pour cent de la population agricole. On envisage également d'étendre les secteurs où les coopératives exercent leur activité. Outre les moyens de crédit, de commercialisation et d'approvisionnement, il est proposé que les coopératives de village contribuent à l'élaboration et à la mise en oeuvre des plans de production agricole à l'échelon du village. Il existe actuellement des entreprises coopératives plus vastes dont le fonctionnement donne satisfaction, par exemple des sucreries.

On connaît l'importance du rôle des coopératives dans l'agriculture japonaise. On trouvera ci-après, à propos de la mise en oeuvre des mesures de soutien des prix, un examen du rôle important que les coopératives jouent à Ceylan; ce pays compte actuellement environ 5 000 coopératives de village. Au Viet-Nam, il existe actuellement 226 coopératives et environ 7 000 associations d'agriculteurs, bien que la commercialisation soit en grande partie aux mains de l'entreprise privée. Les fluctuations de prix sont considérables, et le gouvernement intervient en cas d'urgence.

La délégation de la Malaisie a signalé les progrès considérables réalisés dans l'usinage et le marketing coopératifs du riz. On crée des coopératives pour la commercialisation du coprah et de l'huile de coco, pour le traitement et la commercialisation du caoutchouc produit par les petits exploitants, et pour les fruits et légumes. Aux Philippines, on se préoccupe d'organiser des coopératives de commercialisation sous la direction de l'Agricultural Credit and Cooperative Financing Administration (ACCF). Le nombre des coopératives de producteurs pour la commercialisation (FACOMAS) était de 484 en 1958, et le montant des prêts non encore remboursés s'élevait à quelque 43 millions de dollars. En Indonésie également, les coopératives agricoles connaissent un développement considérable; en 1940, il n'existait que 140 sociétés groupant 14 000 adhérents, le montant des dépôts étant de 441 000 roupies. En 1958, ces chiffres étaient passés respectivement à 48 000 sociétés, 2 200 000 membres et 908 millions de roupies.

Commerce coopératif international

La délégation de l'Inde a souligné l'intérêt que présente le commerce international entre coopératives; cette formule pourrait permettre des économies considérables et entraîner des avantages pour les deux parties. Depuis 1958, il existe en Inde une Fédération nationale des coopératives, une société Apex dont les membres sont les sociétés Apex des Etats. Cette société a réussi à conclure des ventes avec des sociétés analogues à Ceylan et en URSS. L'un des avantages de l'exportation coopérative est qu'elle permet de grouper pour

l'exportation des quantités considérables sans faire monter les prix sur le marché intérieur. Il semble qu'il serait intéressant de créer des organisations analogues dans d'autres pays, ce qui accroîtrait les possibilités d'échanges internationaux.

La délégation du Pakistan a fait observer qu'il existait également dans ce pays une société Apex qui assurait certains échanges entre les deux parties du pays. La délégation du Japon a elle aussi exprimé l'intérêt qu'elle porte à cette question.

B. Proposition en vue de la création d'un Institut de développement et de formation en matière de commercialisation agricole

L'une des principales recommandations de la Réunion technique sur la commercialisation qui s'est tenue à New-Delhi en 1959 concerne la création, dans la région, d'un Centre permanent de formation en matière de commercialisation agricole. Cette recommandation indiquait que, si certaines universités faisaient figurer la commercialisation dans leur programme d'économie agricole et si certains gouvernements (par exemple celui de l'Inde) avaient déjà créé des cours de formation à l'intention du personnel s'occupant de commercialisation et de coopératives, dans l'ensemble les moyens de formation dans la région étaient très insuffisants. En fait, il n'existe actuellement qu'assez peu de possibilités d'acquérir une formation spécialisée en matière de commercialisation en dehors des Etats-Unis; de plus, malgré la qualité de l'enseignement qui est dispensé, une bonne partie des matières enseignées ou faisant l'objet de démonstrations correspond à un type d'économie tout différent et ne s'applique pas directement à la situation de l'Asie. Il se peut qu'en fin de compte la plupart des pays reconnaissent la nécessité de disposer de tels instituts de formation où le travail se ferait dans la langue du pays.

Cependant, la réunion d'experts a estimé que, pour le moment, il serait très utile de créer un institut régional permanent de formation en matière de commercialisation des produits agricoles. Elle a en conséquence recommandé que la FAO poursuive l'examen de cette proposition en consultation avec les gouvernements de la région ainsi qu'avec le Fonds spécial des Nations Unies qui pourrait éventuellement apporter son concours financier. C'est ce qui a été fait à titre officieux, et, comme beaucoup de pays semblent approuver cette suggestion, il a paru souhaitable de soumettre à la Conférence les principales conclusions de ces discussions.

L'avis général a été que la formation devrait être assez vaste et porter sur l'économie de la commercialisation, la gestion des entreprises de marketing, l'organisation et le fonctionnement des services gouvernementaux de commercialisation, les offices de commercialisation ainsi que les organismes de stabilisation des prix et les coopératives de commercialisation. Elle devrait comprendre également les méthodes de classement et de contrôle de la qualité,

la manutention des produits périssables, y compris l'emballage, le transport et l'emmagasinement sous réfrigération, ainsi que l'organisation des services de commercialisation, y compris l'information, la vulgarisation et la recherche en matière de marketing. Cette formation comporterait obligatoirement des travaux pratiques dans des installations de commercialisation. Une telle formation est indispensable pour assurer un travail de commercialisation efficace, mais à l'heure actuelle il est extrêmement difficile de l'obtenir.

La durée des cours normaux pourrait être de neuf mois environ, mais en outre on pourrait organiser des cours accélérés de trois mois au maximum qui seraient consacrés à la commercialisation de produits déterminés afin de répondre aux besoins du personnel subalterne.

On a beaucoup insisté, notamment au cours des discussions officieuses avec le Fonds spécial, sur l'opportunité de relier un tel institut à une université possédant d'importantes facultés d'agriculture ou d'économie. En effet, les élèves de l'institut pourraient alors suivre des cours plus détaillés en matière économique et commerciale, tandis que de leur côté les étudiants de l'université seraient à même de bénéficier de la formation de caractère plus pratique dispensée par l'institut.

En outre, le personnel de l'institut pourrait entreprendre des travaux pratiques de recherche sur la commercialisation, et l'institut pourrait remplir, dans la région, le rôle de centre d'information sur le marketing.

Une fois leur formation achevée, les élèves de l'institut pourraient occuper des postes assez variés pour lesquels on peut s'attendre à une demande croissante de personnel qualifié. On peut citer parmi ces postes : directeurs et directeurs adjoints d'entreprises privées, coopératives ou publiques pour l'achat, la vente et l'emmagasinement des produits agricoles; employés des entreprises de conditionnement, de transport, d'exportation et d'importation, etc.

Les stagiaires pourraient également être appelés à occuper des postes dans les services centraux ou provinciaux de commercialisation; dans les services d'information, d'enseignement et de vulgarisation en matière de marketing, ainsi que dans l'inspection où ils pourraient contrôler la qualité et le classement des produits destinés au marché intérieur ou à l'exportation.

Au cours du débat, plusieurs délégations se sont prononcées en faveur de la création d'un tel institut; ce sont notamment celles des pays suivants: Ceylan, Indonésie, Japon, Corée, Népal, Thaïlande et Viet-Nam. En outre, la délégation du Pakistan a déclaré que son gouvernement s'intéressait vivement à cette proposition et serait disposé à accueillir l'institut et à lui fournir les installations nécessaires au Pakistan oriental. C'est là l'une des zones les plus centrales de la région, où les conditions correspondent à

celles d'une grande partie de l'Asie du Sud et du Sud-Est. De plus, il y existe déjà des établissements d'enseignement agricole. L'Université d'agriculture, à laquelle l'institut envisagé pourrait être rattaché, comprend déjà un département des coopératives. Le gouvernement du Pakistan a une longue expérience en matière de commercialisation agricole, et cette partie du pays possède une Direction de la commercialisation agricole. Enfin, la délégation du Pakistan a fait observer qu'il existait déjà dans ce pays un centre régional de formation pour certains experts des transports, pour lequel le Gouvernement pakistanais octroie chaque année 12 bourses au titre de sa contribution au Plan de Colombo.

La Conférence adopte la résolution suivante :

LA CONFERENCE

Considérant que la plupart des pays de la région manquent de personnel qualifié en matière de commercialisation agricole et que les besoins en tel personnel s'accroîtront si l'on veut améliorer les méthodes de marketing;

Considérant également le manque de moyens de formation en matière de commercialisation agricole qui soient adaptés aux conditions propres à l'Asie;

Fait sienne la recommandation de la Réunion de spécialistes de la commercialisation qui s'est tenue à New-Delhi en mai 1959 tendant à la création, sur une base permanente, d'un Institut de formation et de développement en matière de commercialisation agricole qui pourrait assurer la formation de personnel venu de tous les pays de l'Asie et de l'Extrême-Orient;

Se félicite de l'offre généreuse qu'a faite le Gouvernement du Pakistan d'accueillir cet Institut et de fournir les installations nécessaires;

Invite le Directeur général de la FAO à aider le Gouvernement du Pakistan à étudier les méthodes les plus appropriées pour le financement d'un tel Institut;

Invite les Etats Membres de la région à indiquer au pays-hôte et au Directeur général de la FAO l'appui qu'ils seraient disposés à donner à l'Institut envisagé, ainsi que le nombre approximatif de stagiaires qu'ils aimeraient envoyer à l'Institut.

C. Proposition relative à l'organisation d'une réunion technique sur les aspects des programmes de stabilisation des prix qui intéressent la commercialisation

Cette proposition tire, elle aussi, son origine des conclusions de la réunion régionale sur la commercialisation qui s'est tenue en 1959 ainsi que de celles d'une réunion antérieure sur les politiques de stabilisation des prix qui s'est tenue en 1958 à la suite d'une recommandation de la troisième Conférence régionale (Bandoung).

Au cours des débats sur les points 5 et 6 de l'ordre du jour, un large accord s'est fait sur l'intérêt des prix garantis et des mesures de stabilisation des prix en tant que stimulant de la production commercialisable. Il a également été reconnu que, étant donné la situation de l'agriculture dans la région, et en particulier l'insuffisance fréquente des systèmes de commercialisation, il serait difficile de rendre ces politiques efficaces à l'échelon des exploitations. La délégation de l'Inde, par exemple, a fait observer qu'il arrivait souvent que non seulement les prix, mais aussi les recettes totales des producteurs étaient moindres lorsque la récolte de riz était abondante que pendant les années de récolte moyenne.

Etant donné l'importance que cette question présente pour l'accroissement continu de la production des denrées alimentaires destinées au marché, il pourrait être fort utile d'organiser une réunion technique pour échanger des renseignements et des expériences quant au meilleur moyen de garantir aux agriculteurs des recettes raisonnables, et pour déterminer quelles sont les améliorations du marketing qui contribueraient le plus à stabiliser les prix à la production comme à la consommation. A cet égard, l'expérience de pays tels que le Japon, où des mesures de soutien des prix sont appliquées avec succès depuis longtemps, pourrait être très utile aux pays de la région.

Le délégué de Ceylan, pays qui depuis plusieurs années applique un plan de soutien des prix en vue de stimuler la production, a déclaré que les effets de ce programme sur la commercialisation des produits agricoles avaient été très sensibles. Il a également indiqué certaines des conditions à remplir pour qu'une telle politique des prix soit efficace au niveau des exploitations en insistant particulièrement sur les points suivants: réseau d'organismes d'achat à la production, disposant de moyens de crédit et d'emmagasiner appropriés; garanties assurant que les bénéfices résultant du plan iront aux producteurs plutôt qu'à des intermédiaires; contrôle efficace à l'échelon le plus bas, et dispositions permettant aux organismes coopératifs de s'occuper des besoins des producteurs en ce qui concerne non seulement la commercialisation, mais aussi la consommation; moyens appropriés de classement et de transport.

La délégation de Ceylan a ensuite expliqué les mesures prises pour répondre à ces conditions et a signalé qu'au cours des quatre dernières années, les ventes de riz au titre de la garantie des prix avaient marqué une brusque augmentation, passant de 10 millions de bushels en 1956 à 16,6 millions en 1959. Une augmentation analogue s'est manifestée dans les ventes d'autres produits, notamment les oignons, le maïs et les sorghos. Il semble que si l'on pouvait assurer l'efficacité de ces programmes à l'échelon des exploitations, ils apporteraient un stimulant important, tout au moins pour les ventes commerciales.

D'autres délégations ont également fourni certains détails sur leur expérience dans ce domaine. Au Pakistan, le gouvernement étudie actuellement le rapport d'une Commission des prix. La délégation de l'Inde a évoqué le système de commerce d'Etat adopté en 1958 et appliqué principalement jusqu'ici au blé et au riz. Dans ce pays, l'objectif final est d'aboutir à un système de coopératives de producteurs à l'échelon du village, et d'assurer la distribution des produits alimentaires par l'intermédiaire de coopératives de gros et de détail.

Les délégations des pays suivants se sont prononcées en faveur de l'organisation de la réunion technique envisagée : Ceylan, Inde, Indonésie, Japon, Corée, Népal, Pakistan, Thaïlande et Viet-Nam.

La Conférence adopte la résolution suivante:

LA CONFERENCE

Reconnaissant l'importance que présentent, comme stimulants de la production agricole destinée au marché, des prix assurés et stables aux producteurs,

Convaincue qu'une stabilité raisonnable des prix agricoles est tout à l'avantage des producteurs comme des consommateurs,

Reconnaissant également la difficulté d'assurer la mise en oeuvre efficace de telles politiques de prix à la production étant donné les limitations des systèmes de commercialisation dans la plupart des pays de la région,

Invite le Directeur général à organiser en temps opportun, si possible en coopération avec la CEAO, une Réunion technique sur les aspects de la mise en oeuvre des politiques de stabilisation des prix alimentaires et agricoles qui ont trait à la commercialisation, afin de permettre un échange de vues et d'expériences dans ce domaine entre pays de la région, et à faire rapport à ce sujet à la prochaine Conférence régionale.

La Conférence adopte également la résolution suivante:

LA CONFERENCE

Recommande particulièrement aux Etats Membres que les mesures destinées à supprimer le rôle néfaste de certains intermédiaires tiennent compte, non seulement du fait que ceux-ci, jouant un rôle de prêteur, prélèvent une part importante du revenu légitime du cultivateur, mais également du fait que ces intermédiaires, rendant sans formalités de constants et multiples services au cultivateur, lui font en définitive payer très cher ces services par un excessif prélèvement lors de la commercialisation de la récolte; il importe donc que toutes mesures visant à améliorer la commercialisation comportent la création d'organismes, soumis à un contrôle approprié, pour fournir ces services sur une base plus équitable.

CHAPITRE 6

Les disponibilités d'engrais et leur utilisation

La Conférence a pris note avec une vive satisfaction du Rapport préliminaire de l'Enquête sur l'économie des engrais en Asie et en Extrême-Orient; parmi les principaux moyens d'accroître la production agricole, elle a souligné l'importance des engrais.

La Conférence a également noté que le graphique 1 du rapport apporte une nouvelle preuve du rôle des engrais dans l'accroissement des rendements. Il fait en effet apparaître la relation entre les rendements céréaliers et l'application d'engrais pour 29 pays situés dans les principales régions du monde. Les pays qui utilisent très peu d'engrais obtiennent des rendements de l'ordre d'une tonne à l'hectare. Lorsque les quantités utilisées passent à 20, 60 et 200 kg par ha, les rendements arrivent à 1 500, 2 000 et 3 000 kg ou même davantage. Cependant, cet accroissement n'est pas dû entièrement aux engrais, mais bien à la combinaison de la fumure et des autres pratiques culturales rationnelles qui ont été adoptées simultanément. Ces données et certaines autres montrent clairement qu'à l'origine du problème de la faim dans la région se trouve une mauvaise alimentation des plantes. Lorsque celles-ci sont bien nourries, la production est assez élevée pour fournir des aliments abondants et de bonne qualité à l'homme comme aux animaux. Inversement, si les plantes sont mal nourries, la population l'est aussi.

La Conférence a constaté que, d'après le rapport de l'enquête, la consommation annuelle moyenne d'engrais dans les sept pays étudiés ^{1/} est passée de 231 000 tonnes d'éléments nutritifs en 1951-55, à 394 000 tonnes en 1956-59. Les estimations indiquent pour 1963 un nouvel accroissement considérable qui portera cette consommation à 1 676 000 tonnes. On prévoit que la consommation augmentera notablement dans tous les pays, mais plus particulièrement en Inde, le gouvernement ayant fixé à cet égard des objectifs préliminaires dans le cadre du troisième plan quinquennal. Depuis la rédaction du rapport, on a établi une estimation de ce que seront les besoins d'engrais de la région et du monde à la fin du siècle. Il en ressort que les besoins de l'Asie et de l'Extrême-Orient, y compris la Chine continentale, pourraient atteindre 20 millions de tonnes d'éléments nutritifs fournis par des engrais chimiques. Ce volume est presque égal à celui de la consommation mondiale en 1959. On pense qu'en l'an 2 000, les besoins mondiaux atteindront 100 millions de tonnes. La Conférence estime que, si les besoins de la région doivent atteindre un chiffre aussi élevé, les gouvernements devraient entreprendre une évaluation aussi exacte que possible des types et des quantités d'engrais

^{1/} Ceylan, Inde, Indonésie, Malaisie, Pakistan, Philippines, Thaïlande.

nécessaires à long terme, et prendre des dispositions en vue de les produire ou de les importer. Il faut donc, pour répondre à la demande suscitée par la recherche agricole, la vulgarisation et d'autres services, développer dans la région une importante industrie. On se fera une idée de l'ordre de grandeur et du coût d'un tel développement si l'on considère que le troisième plan quinquennal de l'Inde prévoit l'équivalent de 500 millions de dollars environ pour la construction d'usines d'engrais.

La Conférence a examiné en particulier la recommandation suivante du rapport :

"12) Une enquête technique approfondie doit être faite sur les possibilités économiques de la fabrication des engrais dans les pays de la région; cette enquête serait confiée à un organisme international (comme la FAO, en association avec la CEAO, au titre du Fonds spécial des Nations Unies). Cette enquête servira à orienter les politiques des pays et les programmes d'aide à l'étranger ainsi que l'action des entreprises nationales ou étrangères, et celle des organismes internationaux."

Les enquêteurs ont estimé qu'il était extrêmement souhaitable d'envisager à l'échelon régional la production d'engrais. On faciliterait ainsi le développement intégré de cette production dans la région, ce qui permettrait d'abaisser le coût des engrais pour les cultivateurs. Cela répondrait au vœu exprimé par de nombreux délégués.

La Conférence a également rappelé que la quatrième Conférence régionale avait souligné la nécessité d'obtenir des engrais à des conditions plus favorables et proposé que l'on étudie la possibilité de constituer un pool international. Il ressort des recherches effectuées par le Directeur général:

- a) que certains gouvernements se sont procuré des engrais à des conditions relativement favorables, notamment par le troc et le paiement au moins partiel en monnaie nationale;
- b) qu'au cours des deux dernières années, des engrais provenant de certains des pays industrialisés ont été exportés à un prix moins élevé que le prix intérieur, et
- c) que la fourniture d'engrais, au titre de l'assistance économique octroyée par les pays industrialisés, semble plus facile à réaliser que la constitution d'un pool.

Il a également été noté que le Directeur général, en transmettant le rapport de l'enquête aux gouvernements des Etats Membres industrialisés et aux institutions financières, a souligné la nécessité d'inclure les engrais dans les programmes d'assistance économique. La Conférence a été informée

que le Directeur général avait l'intention de poursuivre l'étude de la question et qu'il aimerait recevoir à cet égard l'avis et les suggestions de la Conférence. La Conférence note que, le rapport de l'Enquête sur l'économie des engrais en Asie et en Extrême-Orient étant le premier d'une série, il serait opportun que les gouvernements fassent part de leurs observations par écrit.

Au cours d'un débat auquel ont pris part les délégués des pays suivants: Australie, Ceylan, France, Inde, Indonésie, Corée, Malaisie, Népal, Pakistan, Philippines, Thaïlande, et Viet-Nam, ceux-ci ont informé la Conférence des efforts accomplis dans leurs pays pour accroître l'utilisation des engrais.

Le délégué de l'Inde a souligné que le facteur le plus important de l'accroissement de la demande d'engrais était l'adoption de la méthode japonaise de riziculture; les subventions ne sont pas jugées nécessaires, bien que le prix des engrais soit plus élevé que dans les pays voisins; les rapports engrais/rendements calculés par la FAO aideront beaucoup les autorités comme les agriculteurs à prendre conscience de l'importance des engrais. On procède actuellement à de nombreux essais simples en champ, suivant une technique mise au point pour la première fois en Inde, et le nombre des laboratoires d'essai des sols doit doubler au cours de l'exécution du troisième plan quinquennal. On sélectionne également, pour les terres irriguées ou abondamment arrosées par les pluies, des variétés végétales qui réagissent aux fortes applications d'engrais. On envisage la création de 15 usines, mais, en attendant qu'elles fonctionnent, il serait très utile de pouvoir obtenir des engrais contre paiement en monnaie nationale.

Le délégué de l'Indonésie a souligné l'importance des études économiques sur la rentabilité de l'utilisation des engrais en fonction de leurs prix et de celui des produits agricoles. Des conseils formulés sur la base de telles études stimuleraient la demande d'engrais.

Le délégué des Philippines a fait observer que, malgré l'existence de plusieurs laboratoires d'essai des sols et l'exécution d'un certain nombre d'essais en champ et d'enquêtes pédologiques, la consommation d'engrais dans son pays reste très faible; les riziculteurs et maïsiculteurs bénéficient de subventions à cet égard. Les concours agricoles montrent que l'on peut arriver à des rendements très élevés; ces résultats font apparaître la nécessité de développer la recherche en vue de formuler des recommandations plus rationnelles. Il y a lieu d'améliorer les méthodes employées pour déterminer les quantités d'azote et de phosphate, et d'effectuer de nombreuses expériences en champ afin d'établir des corrélations. Il est fait appel à l'aide financière de la FAO ou du Fonds spécial des Nations Unies pour mettre en oeuvre les recommandations des enquêteurs concernant la recherche sur les engrais.

En Corée, les sols sont devenus acides en raison de l'emploi généralisé du sulfate d'ammonium comme engrais principal. Le chaulage double les rendements, mais revient trop cher. Des recherches sont en cours pour établir des formules équilibrées. Le gouvernement fournit aux exploitants 60 pour cent des engrais avec une subvention de 50 pour cent, et deux usines d'urée sont en construction. La Corée désirerait vivement troquer des produits agricoles contre des engrais.

Le délégué de Ceylan a signalé le problème créé par la hausse des prix des engrais qui nuit aux producteurs de denrées alimentaires, et a accueilli avec satisfaction l'idée d'une assistance technique sous forme d'engrais. Il a également proposé la création d'un organisme régional de recherche sur les engrais qui viendrait en aide à tous les pays et éviterait les doubles emplois.

Le délégué du Pakistan a félicité l'équipe d'enquête, qui a établi une estimation très exacte des besoins futurs de son pays. Des milliers d'essais simples en champ ont été effectués, et des travaux d'enquête pédologique et d'analyse des sols sont en cours. Sauf pour la culture du thé, les engrais bénéficient de subventions, ce qui a pour effet d'accroître la demande et a permis au pays de couvrir ses besoins en sucre. On prend actuellement, entre autres dispositions tendant à accroître la consommation d'engrais, des mesures appropriées pour octroyer des facilités de crédit, créer des centres de distribution d'engrais, et améliorer les systèmes fonciers.

Au Népal, les prix des engrais et de la chaux sont très élevés en raison des frais de transport, et le gouvernement subventionne l'achat d'engrais à raison de 50 pour cent. Faute de devises, il est difficile d'obtenir des engrais japonais moins coûteux. On se propose d'entreprendre, avec l'aide de la FAO, la construction d'une usine d'engrais, car les démonstrations exécutées dans les zones de développement communautaire suscitent une demande accrue de la part des cultivateurs.

Le délégué de l'Australie a souligné la nécessité de l'efficacité dans la production comme dans l'utilisation des engrais; à cet égard, il convient de tenir compte de facteurs comme les sources les moins coûteuses de carburant, d'énergie, de matières premières, de transport, etc., et d'établir des plans et d'effectuer des recherches à l'échelon national pour déterminer quelle serait, dans les différentes parties du pays, la manière la plus efficace d'utiliser les engrais.

Le délégué du Viet-Nam a signalé qu'il existait dans son pays un Comité national chargé d'importer une partie des engrais et de distribuer cette partie au prix coûtant. On envisage la création d'une usine d'urée. Diverses cultures manifestent une forte réaction aux engrais, mais il est nécessaire de combiner les essais en champ, les essais et la cartographie des sols afin d'élaborer des recommandations mieux fondées.

Le délégué de la Malaisie a signalé que dans son pays des programmes de subventions pour l'achat d'engrais sont appliqués depuis plusieurs années dans un certain nombre d'Etats. Ces programmes ont servi à encourager les cultivateurs à utiliser davantage d'engrais inorganiques et leur ont fait apparaître les avantages d'une application systématique et rationnelle des engrais. Le délégué a également informé la Conférence que les plans étaient prêts pour la construction prochaine d'une usine coopérative d'engrais en Malaisie; cette usine produirait de l'urée et ultérieurement d'autres engrais azotés.

En Thaïlande, des essais et des démonstrations effectués en champ ont fait apparaître un accroissement considérable des rendements grâce aux engrais, mais le manque de moyens d'emmagasinage et de distribution, ainsi que le coût élevé des transports routiers, en limite actuellement l'utilisation; on les emploie surtout pour les légumes et les autres cultures de rapport. Un Comité permanent des engrais a été créé, et la construction d'une usine d'urée est à l'étude.

Le délégué de la France a déclaré que, les sols tropicaux de la Région étant souvent plus ou moins épuisés et leur structure physique étant mauvaise, il est important de leur apporter des substances organiques pour la reconstitution de leurs propriétés physico-chimiques et pour que les applications d'engrais chimiques donnent les meilleurs résultats.

La Conférence note qu'il conviendrait d'utiliser au maximum les fumiers organiques qui sont employés dans les systèmes rationnels d'exploitation du monde entier. La conservation et l'utilisation des substances organiques sont fort importantes, et il conviendrait d'y adjoindre des engrais afin d'obtenir des rendement élevés.

La Conférence note également que le développement d'une économie des engrais doit être étudié en trois phases:

- i) évaluation des besoins;
- ii) vulgarisation, développement de la demande et conseils sur l'utilisation efficace des engrais;
- iii) développement des disponibilités.

C'est le ministère de l'agriculture qui doit au premier chef être chargé des deux premières phases; celles-ci constituent un problème national, encore que des discussions internationales, par exemple à la Commission internationale du riz, etc., présentent de l'utilité à cet égard. Dans la troisième phase doivent intervenir d'autres ministères, comme ceux du commerce, de l'industrie et du Plan; elle doit également faire l'objet d'études inter-régionales sur la production et le commerce, les progrès rapides de la technologie, etc., de façon que les usines soient situées de manière à pouvoir produire des

engrais à bon marché. De l'avis de la Conférence, il convient d'examiner la situation internationale, compte tenu du désir intense d'autarcie, et des questions de devises étrangères que posent la production et l'obtention des fournitures nécessaires. La Conférence a reçu l'assurance que le Directeur général de la FAO ferait tout son possible pour aider à l'obtention des fournitures nécessaires aux conditions les plus favorables, et effectuer une enquête régionale d'ensemble sur la production d'engrais, avec l'aide de la CIADO et d'autres institutions des Nations Unies.

La Conférence note en outre que, si les subventions constituent un moyen de faire adopter des pratiques nouvelles, elles présentent certains dangers au cas où leur montant risque de devenir considérable, car, une fois créées, il est difficile de les supprimer. A long terme, il semble qu'un bon travail de vulgarisation et de démonstration soit préférable.

La Conférence adopte les résolutions suivantes:

LA CONFERENCE

Ayant pris note du rapport préliminaire de la FAO sur l'enquête relative à l'économie des engrais en Asie et en Extrême-Orient,

Exprime au Directeur général sa satisfaction des mesures qu'il a prises en vue d'évaluer l'économie des engrais dans la région,

Attire l'attention des Etats Membres sur les recommandations contenues dans ce rapport, et

Demande que la question de leur mise en oeuvre fasse l'objet d'un examen approfondi.

En outre:

LA CONFERENCE

Recommande aux Etats Membres d'accorder leur plein appui aux programmes visant à développer l'emploi, la fourniture et la production d'engrais,

Invite le Directeur général à poursuivre ses efforts pour assurer la fourniture d'engrais à des conditions plus favorables, ceci constituant une partie très importante de l'assistance économique aux pays sous-développés,

Recommande au Directeur général et aux Etats Membres de préparer des estimations des besoins de la région en engrais jusqu'à 1975, d'effectuer une étude de moyens de répondre à ces besoins par la production et les importations, de procéder à des enquêtes sur les problèmes de la distribution et de l'utilisation des engrais dans toute la région, et de faire rapport à la prochaine Conférence régionale.

CHAPITRE 7

Diversification des productions en agriculture irriguée

La Conférence note que la diversification des productions en culture irriguée constitue une transformation radicale du système de monoculture. Ce changement s'opère par l'introduction de diverses cultures pratiquées en succession, grâce à l'irrigation. En supprimant le facteur limitatif que constitue la sécheresse saisonnière, il est possible de créer des conditions dans lesquelles de vastes superficies, qui actuellement ne sont utilisables que pendant la saison des pluies, pourraient porter des récoltes multiples et où, grâce aux techniques agricoles les plus modernes et notamment à l'emploi d'engrais artificiels, la productivité agricole pourrait être fortement améliorée sur les plans quantitatif et qualitatif.

Cependant, la Conférence reconnaît que la diversification de l'agriculture, outre qu'elle soulève des problèmes techniques, se heurte à des obstacles sociaux et économiques, ces derniers étant particulièrement difficiles à surmonter. Il n'en reste pas moins que cette diversification est pratiquée avec succès, dans une certaine mesure au moins, par beaucoup des pays de la région, ainsi qu'en ont rendu compte les délégués des pays suivants: Australie, Ceylan, Inde, Indonésie, Japon, Fédération de Malaisie, Népal, Pakistan, Philippines, Thaïlande, Royaume-Uni (parlant au nom de Hong-Kong) et Viet-Nam.

La Conférence s'accorde sur la nécessité de passer du système actuel, fondé en grande partie sur la monoculture, à un système d'agriculture diversifiée. Les délégués ont souligné que la monoculture entraîne toujours, dans le régime alimentaire de la population, des déséquilibres et des insuffisances, et qu'elle finit par épuiser les sols. Au contraire, la diversification permet d'équilibrer les régimes alimentaires. Elle renforce également l'économie par la réduction des risques de mauvaises récoltes et par la production de cultures alimentaires et de rapports supplémentaires en vue de l'utilisation intérieure, du développement industriel et de l'exportation. Du point de vue nutritionnel, la culture en rotation du riz et des légumes, telle qu'elle est pratiquée à Hong-Kong, en Inde, au Pakistan, aux Philippines et en Thaïlande, joue un grand rôle à proximité des grandes villes. La possibilité d'accéder à l'autarcie pour divers produits grâce à la diversification a été évoquée par les délégués de Ceylan (oignons, pommes de terre et chilis), de l'Indonésie (riz), du Pakistan (céréales alimentaires) et des Philippines (coton et jute).

La Conférence reconnaît que la diversification permet d'utiliser au maximum les ressources en terre et en main-d'oeuvre et qu'elle peut non seulement stimuler la production laitière, mais encore contribuer à la conservation du sol grâce à l'efficacité accrue qui résulte pour l'agriculture de l'intégration de la production végétale et de l'élevage. Cette intégration a été examinée particulièrement au cours du débat. Le délégué de la France a proposé de créer, dans le cadre de la Commission internationale du riz, un groupe de travail distinct, permanent ou ad hoc, pour étudier l'intégration de l'élevage et de la riziculture. Le délégué de l'Inde a signalé que dans son pays les cultivateurs recevaient des subventions pour l'achat de bovins de laiterie.

Dans une région comme l'Asie et l'Extrême-Orient, où la production végétale dépend de précipitations saisonnières ou irrégulières, il est possible de réaliser une diversification complète, à condition de rendre l'irrigation possible et d'en tirer le meilleur parti par l'emploi de bonnes méthodes de culture.

Les délégués de l'Inde, de l'Indonésie, du Népal, du Pakistan, des Philippines et du Royaume-Uni (Hong-Kong) ont rendu compte des projets d'irrigation envisagés dans leur pays et de la contribution à la production agricole que l'on en attend.

Comme l'a fait remarquer le délégué de la Fédération de Malaisie, la planification agricole est la première des conditions à remplir pour assurer le succès d'un système de diversification des productions en culture irriguée. C'est là une chose que chaque pays doit entreprendre en fonction de ses besoins propres. La planification doit porter sur les types de cultures à pratiquer, sur les industries à créer pour assurer la conservation et le traitement des produits agricoles, et sur la nécessité d'octroyer des subventions et de fournir des moyens de commercialisation et de distribution. La planification doit être précédée par des enquêtes agricoles portant sur les sols, l'utilisation des terres et les cultures actuellement pratiquées. Les délégués de Ceylan et de la Malaisie ont rendu compte d'études sur l'utilisation des terres; les délégués de l'Inde et de la Malaisie ont signalé l'importance que présentent à cet égard les enquêtes pédologiques.

Les renseignements fournis par ces enquêtes doivent faire l'objet d'une analyse d'ensemble afin de déterminer les possibilités de production par rapport aux besoins nutritionnels et à la demande économique, de manière à tracer les perspectives à long terme où viendront s'inscrire des plans rationnels.

Avant d'entreprendre des ouvrages d'irrigation, il faut effectuer des recherches sur toutes les phases du nouveau système. Il est nécessaire de créer des stations ou fermes expérimentales, dotées de dispositifs d'irrigation en vue d'y introduire diverses cultures dont on étudiera les besoins en eau, la période optimum de plantation, de végétation et de récolte, les méthodes de culture, les besoins sous les rapports du sol et de la fertilité, ainsi que les meilleures rotations où ces plantes devraient figurer. Les délégués de l'Inde et de la Malaisie ont fourni des renseignements sur des recherches de cette nature. Si des pays ne disposent pas en qualité suffisante de certaines des plantes à cultiver en rotation, il sera indispensable de se préoccuper de l'introduction de ces plantes, de l'amélioration des cultures et de la multiplication des semences. Le délégué de l'Inde a signalé que son pays envisageait le créer à cette fin 85 pépinières de semences. Le délégué de l'Indonésie a lancé un appel en faveur des échanges de semences entre pays de la région. Dans le cas du riz, il y a lieu de rechercher, pour les inclure dans les diverses rotations, comme l'a déclaré le représentant du Japon, des variétés à faible photosensibilité et à maturation hâtive et d'employer des techniques spéciales. L'adoption de nouvelles cultures pratiquées dans des conditions optimums risque de provoquer l'introduction ou le développement de maladies et d'ennemis des plantes; ce problème fait l'objet d'une attention particulière en Inde et en

Indonésie. Pour cultiver diverses plantes en succession assez rapide, il peut être nécessaire de recourir à la mécanisation afin d'économiser du temps et de la main-d'oeuvre au moment décisif. Ce problème a été étudié en Inde et en Malaisie. A ce propos, le délégué de la Fédération de Malaisie a signalé que l'emploi de motoculteurs avait donné de bons résultats. Le nouveau système d'agriculture exigera également que l'on s'attache particulièrement à améliorer la gestion des exploitations.

La Conférence note que, dans l'idéal, les ouvrages d'irrigation à construire en vue de la diversification devraient assurer l'alimentation en eau pendant toute l'année, et ne pas jouer simplement un rôle de protection comme c'est le cas des systèmes édifiés pour garantir les cultures de riz de saison humide contre la sécheresse. Il ne suffit pas de fournir de l'eau, il faut également se préoccuper d'établir un réseau de distribution jusqu'aux champs, d'assurer le drainage (afin d'empêcher la salinité) et de prévoir une législation et des taxes sur l'eau. Les délégués de la France, de l'Inde, du Japon et du Pakistan ont souligné la nécessité du drainage; le délégué de Ceylan a évoqué le problème sous l'angle de la mise en valeur des terres, qui peut exiger que l'irrigation se fasse par gravité ou au moyen de dispositifs d'élévation de l'eau. Les délégués de la France et du Royaume-Uni ont traité de l'efficacité dans l'utilisation des eaux pour l'irrigation. A ce propos, le délégué de la France a mentionné le rôle des appareils d'arrosage par aspersion.

Plusieurs délégués ont exprimé l'avis que la vulgarisation présentait autant d'importance que l'expérimentation. La création de parcelles de démonstration en champ, réalisée par certains pays, constitue une excellente méthode de vulgarisation. Cependant, avant de vulgariser, il faut assurer une formation appropriée aux futurs vulgarisateurs dans le domaine de l'agronomie de l'irrigation, qui est relativement nouveau. Il conviendrait peut-être d'organiser spécialement à cette fin des cours de perfectionnement ou des écoles.

Il est bien évident que la diversification n'est pas du ressort exclusif des spécialistes de l'irrigation, mais qu'elle exige une étroite coopération de tous les experts des domaines suivants: production végétale, introduction, sélection et protection des plantes, science du sol, mécanisation, commercialisation, conservation et traitement, gestion des exploitations et vulgarisation.

La Conférence exprime l'espoir que, grâce à l'action des divers pays de la région et à leur coopération, la diversification fera de rapides progrès qui permettront d'élever les niveaux de vie dans chaque pays. Elle a été informée que des fonctionnaires régionaux de la FAO étaient à même de fournir, dans les divers domaines spécialisés, des conseils et une assistance techniques, et d'apporter sur demande leur aide à la coopération régionale.

Le délégué du Népal a demandé expressément à la FAO des conseils et une assistance techniques dans le domaine de l'agronomie de l'irrigation.

Sur l'initiative des délégués des Philippines et du Japon, la Conférence propose que les mesures suivantes soient prises, à l'échelon national et régional, en vue de renforcer le rôle de la diversification des cultures:

1. chaque pays devrait établir une évaluation de ses possibilités de diversification, fondée sur une enquête portant sur les types de sol, l'utilisation des terres, l'hydrologie, les cultures (besoins en eau et période de végétation), le climat, la durée du jour, les maladies et ennemis des plantes, etc.;
2. le spécialiste régional de l'irrigation de la FAO devrait rassembler les résultats de ces enquêtes afin que les pays puissent disposer d'une source centrale de renseignements;
3. les échanges d'expériences et de renseignements devraient être encouragés et intensifiés dans le cadre de la Commission internationale du riz ou d'un autre groupe;
4. les échanges de semences et de matériel végétal devraient être coordonnés et facilités;
5. il conviendrait d'entreprendre la formation de spécialistes locaux de l'agronomie de l'irrigation et de vulgarisateurs en organisant des cours de perfectionnement aux échelons national, sous-régional et régional.

En conséquence, la Conférence recommande que l'emploi de l'irrigation en vue de permettre dans toute la mesure du possible de cultiver pendant la saison sèche les terres labourables - y compris celles qui sont inondées par les pluies ou les crues pendant la saison des pluies - soit considéré comme un objectif important, car il permettrait d'obtenir deux ou même trois récoltes par an, ce qui entraînerait une diversification de l'agriculture et des régimes alimentaires.

CHAPITRE 8

Le rôle des projets-pilotes dans le développement de la production laitière, de l'aviculture et des autres secteurs de la production animale

La Conférence constate que la consommation extrêmement faible de protéines animales dans la région est la cause de la sous-alimentation et de la malnutrition. Dans la plupart des pays, la consommation par habitant est voisine de 10 grammes par jour et, dans certains, elle est même très inférieure à ce chiffre. La Conférence reconnaît qu'une ration journalière de 20 grammes de protéines animales représenterait un niveau moyen satisfaisant et qu'il faudrait, en conséquence, doubler les disponibilités, ce qui exige l'intensification des efforts en vue d'accroître la production animale.

Il est convenu que le développement de la production animale, y compris l'aviculture et la pêche, représente le principal moyen d'améliorer qualitativement et quantitativement la ration de protéines animales. Le développement de cette activité présente également des liens étroits avec l'agriculture mixte que l'on envisage pour assurer la diversification des cultures qui est indispensable à une utilisation équilibrée des terres.

La Conférence a conscience que les projets-pilotes peuvent jouer un rôle important dans la solution des problèmes qui limitent l'envergure des entreprises d'élevage, et aider la population à comprendre l'intérêt de cette spéculation. Toutefois, il est également reconnu que, pour y parvenir, les projets-pilotes doivent procéder d'un plan d'ensemble prévoyant notamment les points suivants: recherche, formation, vulgarisation, enseignement nutritionnel et commercialisation.

Une fois bien établis, les divers types de projets relatifs à l'élevage entrepris par les gouvernements de certains pays de la région, soit seuls, soit avec l'aide d'une assistance multilatérale ou bilatérale, présentent des avantages dont la Conférence est consciente. On pourrait extrapoler cette structure de base jusqu'à ce qu'elle s'étende à toute la région.

La Conférence prend note des projets-pilotes qui lui ont été signalés, particulièrement dans les domaines de la production laitière et de l'aviculture. En ce qui concerne les premiers, il est reconnu que l'on pourrait tirer un meilleur parti des ressources productives en transférant les bovins des centres urbains vers les zones suburbaines et rurales. Il a également été souligné qu'il conviendrait d'améliorer le traitement du lait grâce à la création de laiteries modernes. Le lait produit et mis en vente devrait répondre à des normes d'hygiène et ne présenter aucun danger pour la consommation humaine. A cette fin, il y a lieu d'adopter des mesures législatives et réglementaires, de poursuivre auprès des producteurs une action éducative et d'assurer l'approvisionnement.

La Conférence note avec satisfaction la réussite des projets FAO/FISE de conservation du lait et des programmes élargis de nutrition. Ces derniers sont particulièrement intéressants car ils englobent l'aviculture et la production de poisson ainsi que l'horticulture et les cultures maraîchères.

Une caractéristique intéressante de ces projets est le fait qu'ils comportent des programmes d'éducation en matière de nutrition qui, en fin de compte, stimuleront la consommation de protéines animales et créeront une demande pour les produits de l'élevage. A cet égard, la Conférence note avec intérêt les modifications de cet ordre qui se produisent actuellement dans la structure de la production et de la consommation alimentaires au Japon. On peut obtenir ailleurs de tels changements en adoptant au titre du programme élargi de nutrition les méthodes mentionnées ci-dessus.

La Conférence a estimé à l'unanimité que, dans la mise en oeuvre de ces projets, les politiques gouvernementales relatives à la production animale, y compris les règlements relatifs aux importations et aux exportations, devraient tendre à encourager le développement de cette production. La Conférence reconnaît également l'importance qui s'attache à lutter efficacement contre les épizooties, ce qui permettra de réduire considérablement les pertes et d'augmenter la productivité.

Il a été reconnu que, pour stimuler la production animale, il conviendrait de s'attacher particulièrement à la recherche, à la vulgarisation et à la création de conditions économiques favorables. Parmi les mesures souhaitables, on peut citer: l'encouragement du développement des ressources fourragères; l'action éducative qui donnerait aux exploitants la possibilité de recevoir des conseils techniques; la mise à disposition de moyens permettant de traiter et d'utiliser des produits animaux tels que le lait, la viande, les oeufs, la laine, etc. Il importerait également que ce programme stimule la consommation de produits animaux comme le lait et les produits laitiers, la viande et les oeufs, par la création de plans d'alimentation destinés aux enfants et aux autres groupes vulnérables, et par l'introduction de produits moins coûteux, l'enseignement, la réglementation sanitaire et l'amélioration des systèmes de commercialisation.

La Conférence estime que, pour encourager l'adoption de plans d'amélioration de l'élevage, les gouvernements devraient démontrer, au moyen de projets-pilotes, que cette spéculation est tout à l'avantage des exploitants.

La Conférence a examiné la question de l'inclusion de projets de production laitière à petite échelle dans les programmes élargis de nutrition FAO/FISE. L'avis général a été que ce type d'activité constituerait un excellent projet-pilote pour accroître la production laitière dans les zones rurales. Dans les villages, les programmes d'alimentation comportant la distribution de lait offriraient aux producteurs un débouché rémunérateur, à condition que les règles d'hygiène soient respectées, ce qui exigerait une action éducative auprès des exploitants. Cette action devrait également comporter la vulgarisation de méthodes d'élevage améliorées.

Divers autres types de projets-pilotes, outre ceux qui portent sur la production laitière et l'aviculture, ont été mentionnés au cours du débat. Il s'agit notamment de projets visant à l'utilisation de la viande et des produits carnés pour l'alimentation humaine et animale. A ce propos, la construction d'abattoirs modernes contribuerait fortement à faciliter la conservation des produits alimentaires destinés à la consommation intérieure comme à l'exportation.

Tout en reconnaissant la nécessité d'intensifier la production avicole, la Conférence estime que, dans des conditions normales, l'aviculture est tributaire d'un approvisionnement en céréales, denrées dont les habitants de la région ont grand besoin pour leur propre consommation. Les Etats Membres ont été instamment invités à entreprendre des essais d'alimentation de la volaille permettant d'utiliser pleinement les déchets et les sous-produits des industries alimentaires, qui ne servent pas à la consommation humaine.

La Conférence note avec satisfaction la mise en oeuvre, en Inde et au Pakistan, de plans d'ensemble à l'échelon du district. Elle estime que ce sont là d'excellents projets-pilotes si l'on parvient à intégrer au programme total des programmes relatifs à la production de lait et de viande. Les délégués de l'Inde et du Pakistan ont donné à la Conférence l'assurance que dans leurs plans futurs, il sera tenu compte de programmes de cette nature.

La Conférence souligne la nécessité de disposer de personnel qualifié dans les divers domaines de la production animale. Elle invite instamment les pays de la région qui disposent des moyens de dispenser la formation nécessaire à mettre ces moyens à la disposition des pays qui sont moins bien partagés.

CHAPITRE 9

Réorientation des politiques forestières en fonction des besoins en bois

La Conférence note que l'étude sur les "Tendances et perspectives de la consommation de bois dans la région de l'Asie et du Pacifique", préparée conjointement par les Secrétariats de la FAO et de la CEABO pour donner suite aux demandes formulées par la troisième Conférence régionale de la FAO et par la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, est maintenant achevée et a fait l'objet d'un examen approfondi lors de la cinquième session de la Commission des forêts pour l'Asie et le Pacifique (C.F.A.P.), qui s'est tenue à New-Delhi au début de 1960. Cette étude fait apparaître des éléments inquiétants dans la situation de la foresterie et de l'industrie forestière dans la région. La consommation de bois industriel est anormalement faible, les industries forestières insuffisamment développées, le commerce intra-régional des produits forestiers très limité, et la région dans son ensemble, malgré la richesse des ressources forestières de beaucoup de ses parties, est importatrice nette de produits forestiers. Ce déficit, bien que ne s'élevant qu'à 3 millions de mètres cubes, entraîne une ponction annuelle de 300 millions de dollars étant donné que les exportations se composent principalement de produits forestiers primaires, tandis que la région reste fortement tributaire des importations de produits manufacturés de coût élevé.

En se fondant sur des hypothèses prudentes concernant l'expansion démographique et la croissance économique, on a estimé que les besoins en bois industriel atteindraient, en 1975, 161 millions de mètres cubes, contre 87 aujourd'hui; la majeure partie de cet accroissement porterait sur les sciages pour la construction et autres usages, et sur les matières premières pour la papeterie.

Il ressort de l'étude qu'actuellement la région ne consomme pas moins de 262 millions de mètres cubes de bois pour le chauffage, le bois représentant encore la principale source d'énergie dans une grande partie de la région. Bien que l'emploi accru d'autres combustibles doive limiter l'augmentation des besoins en bois, il faudra pour le chauffage près de 320 millions de mètres cubes en 1975, et une quantité beaucoup plus importante encore si l'on s'efforce d'utiliser pour fumer les terres les quantités considérables de bouses qui sont actuellement brûlées.

Selon les plans existant au moment où l'étude a été préparée, les disponibilités de la région en bois industriel - même si on les évalue de manière optimiste - atteindront d'ici 1975, 140 millions de mètres cubes. Il n'en restera pas moins un déficit de plus de 20 millions de mètres cubes; il faudra donc, si l'on veut couvrir les besoins essentiels, procéder à des importations nettes de produits forestiers de l'ordre de 2 milliards de dollars. En outre, le déficit en bois industriel continuera d'augmenter au cours des décennies ultérieures, parallèlement au développement économique, à l'accroissement démographique et à l'élévation des niveaux de vie.

La Conférence a constaté que l'étude révélait d'autres faits inquiétants. Même aux bas niveaux actuels de la consommation, les ressources forestières de la région s'épuisent régulièrement par suite des abattages non contrôlés, des dégâts provoqués par les parasites, les maladies et les incendies, de la pratique très répandue de la culture itinérante et de l'aliénation des terres à l'agriculture. Dans bien des pays, le couvert forestier ne suffit déjà plus à remplir son rôle de protection; ailleurs, l'épuisement des forêts menace le régime des sols et des eaux.

Compte tenu de ces conclusions de l'étude FAO/CEAEO, la Conférence est passée à l'examen des conclusions et recommandations de la cinquième session de la Commission des forêts pour l'Asie et le Pacifique. Il est évident que les forêts de la région ne contribuent pas encore comme elles le pourraient au développement des économies nationales. La Conférence reconnaît certains des avantages que pourrait entraîner un programme énergique de développement des forêts et des industries forestières. On pourrait obtenir, à partir des matières premières indigènes, des produits de valeur; on pourrait accroître les recettes d'exportation grâce à l'amélioration de la qualité et à l'installation de moyens de traitement; certaines industries forestières, par exemple celles de la pâte, du papier et des panneaux, permettraient de réduire considérablement les importations; l'exploitation forestière réduit le sous-emploi rural et permet de diversifier l'économie des campagnes; les nouvelles industries forestières permettent à leur tour d'intensifier le développement d'industries secondaires du bois et du papier (fabrication d'articles en bois, emballage, papeterie, etc.) et d'industries connexes (produits chimiques, par exemple); en installant les nouvelles industries à proximité des ressources forestières, il est possible de réaliser une certaine décentralisation industrielle et de créer de nouveaux pôles de développement; souvent, les nouvelles industries forestières peuvent contribuer à valoriser les investissements essentiels dans les domaines de l'hydraulique, de l'énergie et des communications. Il convient de tenir compte de tous ces facteurs dans la planification du développement des forêts et de l'industrie forestière, ainsi que du fait central révélé par l'étude du Secrétariat, à savoir que, faute d'un tel développement, la croissance économique des pays d'Asie se trouvera entravée par la pénurie de produits forestiers essentiels.

En conséquence, la Conférence fait sienne la conclusion formulée par la Commission des forêts pour l'Asie et le Pacifique et suivant laquelle les plans actuels qui ont trait au développement de la sylviculture et à celui des industries forestières de base sont insuffisants, et il est indispensable et urgent de refondre complètement les programmes nationaux dans ces domaines de manière à adapter aux besoins prévus les disponibilités locales et régionales en produits forestiers. La Conférence accueille avec satisfaction la recommandation de la C.F.A.P. qui invite les Etats Membres à préparer sans retard de nouveaux programmes de développement de leurs forêts et de leurs industries de produits forestiers; elle exprime l'espoir que tous les Etats Membres seront en mesure d'effectuer cette révision à temps pour pouvoir soumettre leurs programmes modifiés à la prochaine session de la CFAP. La Conférence invite le Directeur général à présenter à la sixième Conférence régionale un rapport analytique d'ensemble sur ces programmes révisés, en y joignant les observations de la CFAP.

La Conférence attire l'attention des Etats Membres sur la nécessité toute particulière de tenir compte des aspects régionaux dans les programmes relatifs à la sylviculture et à l'industrie forestière. Cette nécessité découle du fait que les ressources forestières sont mal réparties dans la région, ne sont pas homogènes, et sont, à de nombreux égards, complémentaires. En outre, dans certains secteurs de l'industrie forestière, notamment la fabrication du papier journal et du papier kraft, l'ampleur des opérations permet de réaliser des économies considérables, alors que les débouchés nationaux, bien qu'ils se développent rapidement, ne sont pas encore assez importants pour absorber la production d'usines de taille rentable. La Conférence demande que le rapport qui sera soumis à la prochaine Conférence régionale contienne des observations sur les incidences régionales des programmes nationaux.

La Conférence note que le secteur de l'industrie forestière où la nécessité du développement s'impose avec le plus d'urgence est celui de la pâte et du papier, étant donné que les programmes actuels en vue du progrès économique et culturel se trouveraient compromis si l'on ne disposait pas de quantités suffisantes de papier journal, de papier d'imprimerie et d'écriture, de papier d'emballage et de panneaux, et de papiers industriels. La décision de tenir une Conférence sur le développement de la production de pâte et de papier en Asie et en Extrême-Orient, en collaboration avec la CEAO et avec le concours du Bureau des opérations de l'Assistance Technique de l'ONU, était donc des plus opportunes. La Conférence prend note du rapport de cette réunion (document FREC 60/18a) à laquelle ont assisté 150 experts venus de 41 pays situés dans la région et hors de celle-ci, exprime ses remerciements au Gouvernement japonais pour les excellentes dispositions prises en vue de cette réunion, et félicite le Secrétariat de la documentation très complète qu'il a présentée.

La Conférence de Tokyo a confirmé l'ampleur du problème qui se pose à la région. D'ici 1975, il est probable que les besoins en papier augmenteront d'au moins 3 millions de tonnes dans les pays peu industrialisés (c'est-à-dire exception faite du Japon et de l'Océanie). De telles importations entraîneraient une dépense annuelle dépassant nettement 500 millions de dollars. Pour créer dans la région la capacité de produire une quantité de cet ordre, il faudrait investir au cours des 15 prochaines années plus d'un milliard de dollars dont la moitié environ en devises étrangères. Le montant à investir en devises pourrait donc être récupéré grâce aux économies réalisées sur les importations correspondant à la production d'une année.

La région ne souffre d'aucune pénurie de fibres courtes (feuillus, bagasse, graminées, paille de céréales) encore qu'il convienne d'étudier attentivement l'économie des diverses formules possibles. Les fibres longues (bambou et conifères) sont suffisantes pour le moment, mais sont très localisées dans la région. Cependant, à long terme, une pénurie est certaine si l'on ne prend pas des mesures pour redresser la situation.

Aucun des problèmes techniques que pose le traitement des matières premières de la région n'est insurmontable, et les progrès techniques actuels semblent devoir faciliter l'expansion de l'industrie dans la région.

C'est principalement aux capitaux intérieurs, d'origine publique ou privée, qu'il incombera d'assurer l'expansion nécessaire. Dans certains cas, cet effort pourra être soutenu par des prêts internationaux, et les capitaux étrangers privés, sous réserve d'assurances et de garanties raisonnables, pourraient fournir à cet égard une contribution particulière en prenant leur part des risques et en apportant les compétences nécessaires sur le plan technique et administratif. La Conférence note avec une vive satisfaction le fait qu'au cours de la réunion de Tokyo les représentants de tous les pays traditionnellement producteurs ont reconnu la nécessité d'une expansion considérable de l'industrie dans la région de l'Asie et du Pacifique et ont généreusement offert de mettre à disposition, dans leurs pays, les moyens de formation que possèdent les universités, les instituts techniques et les usines.

Compte tenu de ces conclusions, la Conférence fait siennes les recommandations et la résolution finale de la Conférence de Tokyo sur la pâte et le papier et les signale à l'attention des Etats Membres. Elle se félicite de constater l'importance accrue que la FAO accorde aux problèmes du développement de la production de pâte et de papier et exprime l'espoir que le Directeur général, dans le développement ultérieur du programme de la FAO sur cette question, ne perdra pas de vue les problèmes particuliers de la région de l'Extrême-Orient.

La Conférence note que la réunion de Tokyo a confirmé les conclusions de l'étude sur les tendances de la consommation de bois et a souligné l'importance des recommandations de la cinquième session de la CFAP. C'est donc avec une satisfaction toute particulière que la Conférence a entendu les déclarations de nombreux délégués sur les mesures déjà prises dans leurs pays en vue de donner suite à ces recommandations. Certains pays ont déjà fixé des objectifs finaux quant aux superficies à consacrer aux forêts permanentes, et d'autres pays présentent actuellement de tels objectifs sur la base des enquêtes en cours sur l'utilisation des terres et d'autres données pertinentes. De nouvelles mesures pour réglementer la culture itinérante, supprimer les abattages illégaux et réduire les pertes dues aux incendies ont été signalées par les délégués des pays suivants: Birmanie, Ceylan, Inde, Indonésie, Népal, Philippines, Thaïlande et Viet-Nam. Dans toute la région, on accélère le rythme du boisement en vue tant de la protection que de la production de bois industriel. Déjà, des plantations industrielles de bois à pâte sont en voie de création en Australie, au Japon, en Thaïlande et au Viet-Nam, tandis que de plus en plus on reconnaît la valeur des plantations d'essences à croissance rapide pour fournir du bois de feu et du bois industriel. Particulièrement intéressante à cet égard est la plantation par les cultivateurs javanais d'*albizzia falcata* qui absorbent de la main-d'oeuvre agricole sous-employée, contribuent à relever les revenus agricoles et à satisfaire la demande rapidement croissante de bois pour emballage. Parmi les mesures prises pour élever la productivité des forêts tropicales, on peut citer la plantation d'enrichissement et l'introduction d'essences utiles. Au Japon, au Pakistan, en Thaïlande et au Viet-Nam, on prend de nouvelles mesures pour améliorer l'utilisation en réduisant les pertes en forêt et au traitement, et en soumettant les essences secondaires et moins durables à traitement de préservation destiné à les rendre plus généralement acceptables.

La Conférence note que, dans la planification du développement des forêts et des industries forestières, il est particulièrement nécessaire d'envisager les perspectives à long terme (jusqu'à la fin du siècle) en se fondant sur une estimation approximative des besoins futurs et des décisions générales quant à l'utilisation des terres. Cette nécessité s'impose du fait que certains objectifs ne peuvent être atteints que d'une manière progressive et que certaines mesures, qui ne produiront leurs effets qu'à longue échéance, doivent être entreprises immédiatement. Ces plans à long terme devraient, bien entendu, faire l'objet d'amendements à mesure que les besoins se modifient, que l'expérience s'accumule et que de nouvelles possibilités techniques apparaissent.

Les plans à moyen terme devraient porter sur les 12 à 15 années à venir et fixer, même à titre provisoire, des objectifs précis en fonction des enquêtes sur la consommation et des projections de la demande. En ce qui concerne l'industrie, le plan devrait comporter une série de projets déterminés, dont certains à mettre en oeuvre immédiatement et d'autres à entreprendre au fur et à mesure que les ressources le permettront et suivant les besoins.

Le plan à court terme devrait porter sur la même période que le plan économique d'ensemble et comprendre des objectifs très précis, soigneusement intégrés au plan de développement général. Il devrait également prévoir le rassemblement de données, des enquêtes pilotes et la planification de projets pour les périodes couvertes par les plans ultérieurs.

La Conférence attire l'attention des Etats Membres sur les principales catégories de données nécessaires à la planification, à savoir:

Enquête de consommation et projections de la demande, en vue de la fixation des objectifs;

Prospection des ressources, pour aider à fixer les objectifs à long terme et permettre la sélection des zones à développer par priorité;

Enquêtes intensives sur des zones choisies, comprenant une évaluation économique, afin d'aboutir à des conclusions précises concernant les matériaux disponibles et pouvant convenir, et à des décisions préliminaires sur les projets possibles. Des essais en laboratoire et des enquêtes pilotes seront peut-être nécessaires à ce stade;

Etudes sur la possibilité d'exécuter certains projets choisis, pour servir de base à la planification détaillée et aux investissements.

Certaines de ces enquêtes seront sans doute coûteuses, mais la Conférence recommande vivement aux Etats Membres d'obtenir les données de base nécessaires à tous les stades de la planification. C'est seulement ainsi qu'ils pourront évaluer les projets qui leur sont soumis, peser les avantages et les inconvénients des divers projets possibles, et négocier l'octroi de concessions et la conclusion de contrats éventuels à des conditions équitables. Il a été noté que les

gouvernements qui auraient besoin d'une assistance pour effectuer les enquêtes préalables aux investissements ont maintenant la possibilité d'obtenir l'aide du Fonds spécial des Nations Unies, à condition que leurs propositions soient claires, rationnelles et précises. La Conférence souligne l'importance que présente l'amélioration rapide des statistiques des forêts et des produits forestiers pour fournir à la planification une base solide, et invite instamment tous les Etats Membres à donner suite aux recommandations formulées concernant les statistiques par la cinquième session de la CFAP.

Le mécanisme de la planification en matière de sylviculture et d'industrie forestière variera suivant les pays, mais l'essentiel est d'assurer une coordination efficace de tous les services intéressés, qu'il s'agisse de l'élaboration ou de l'exécution des plans. Il importe particulièrement que les plans et programmes à long terme en matière de sylviculture soient conçus dans le cadre d'une politique cohérente d'utilisation des terres, et que les plans de développement des industries forestières soient bien intégrés aux plans intéressant les autres secteurs de l'économie. La Conférence attire notamment l'attention des Etats Membres sur l'opportunité, étant donné la nécessité de développer les industries forestières, d'établir le plan des investissements de base en matière de communications, d'hydraulique et d'énergie, de façon à permettre une utilisation économique des zones forestières actuellement inaccessibles.

Parmi les exemples de cette méthode globale qui ont été signalés à l'attention de la Conférence figurent celui de l'Inde, où le développement des forêts et de l'industrie forestière constitue un élément important du troisième plan quinquennal, et celui de la Birmanie où le plan quadriennal de développement actuellement à l'étude fait une place particulière à ces secteurs. L'Indonésie et le Japon constituent à cet égard d'autres exemples.

De nombreux délégués ont rendu hommage à l'aide fournie à leurs pays par la FAO, au titre tant du Programme ordinaire que du PEAT, en vue de développer leurs activités forestières. La Conférence note que des Etats Membres se sont engagés à réexaminer et à réviser leurs politiques forestières et à dresser des plans en vue d'une expansion plus rapide de leurs industries forestières, afin de faire face à la situation telle qu'elle ressort de l'étude régionale sur les besoins et les perspectives concernant le bois. Dans plusieurs pays de la région, la réalisation de ces programmes nouveaux exigera une aide technique supplémentaire d'origine extérieure, sous la forme de matériel de plantation, d'équipement, de moyens de formation et d'experts. Tout en exprimant l'espoir qu'une assistance importante continuera d'être fournie au titre de divers programmes bilatéraux et multilatéraux, la Conférence souligne que les Etats Membres de la région continueront à attendre de la FAO qu'elle montre la voie et dirige les efforts, notamment dans les domaines suivants: évaluation des ressources, politiques forestières et aménagement forestier, et planification du développement de la sylviculture et des industries forestières; ils attendent également de l'Organisation qu'elle leur fournisse régulièrement l'occasion d'échanger leurs expériences et les résultats de leurs recherches. En conséquence, la

Conférence invite le Directeur général, lorsqu'il établira les futurs programmes de travail, à tenir compte des besoins croissants des pays de la région en matière de conseils et d'aide dans le domaine de la sylviculture et des produits forestiers.

Au terme du débat, la Conférence exprime sa confiance que les mesures actuellement prises ou en préparation par les pays de la région, en vue de réorienter leurs politiques forestières et d'assurer une expansion plus vigoureuse de leurs industries forestières, permettront non seulement de satisfaire les besoins croissants de la région en ce qui concerne le bois, mais encore de garantir que les forêts de la région réalisent pleinement leurs possibilités de contribuer au développement des économies nationales.

D.- ACTIVITES DETERMINEES DE LA FAO EN ASIE ET EN EXTREME-ORIENT
QUI NE SONT PAS TRAITEES SOUS D'AUTRES POINTS DE L'ORDRE DU
JOUR ET QUI APPELLENT DES INSTRUCTIONS DE LA CONFERENCE OU UNE ACTION
DES GOUVERNEMENTS.

CHAPITRE 10

Campagne mondiale contre la faim

A propos de cette Campagne, la Conférence a pris note de l'ampleur et du caractère du problème de la faim. Suivant les estimations de la FAO, 20 pour cent seulement de la population du monde vivent dans des pays où la ration énergétique moyenne par habitant atteint 2 800 calories ou plus par jour. 20 pour cent également reçoivent entre 2 200 et 2 800 calories; 60 pour cent ont moins de 2 200 calories, la moitié en recevant moins de 2 000. Pour le monde dans son ensemble, le régime alimentaire est tout aussi et même probablement plus défectueux du point de vue qualitatif que du point de vue quantitatif. En Amérique du Nord, les céréales et les racines féculentes n'entrent que pour 25 pour cent dans le régime alimentaire. Pour l'Asie et l'Extrême-Orient, le chiffre correspondant est de 73 pour cent. Les habitants de la région ne tirent des produits animaux que 5 pour cent de leurs aliments contre 40 pour cent en Amérique du Nord.

La différence des taux de croissance entre les diverses régions rend très difficile la correction de ces écarts considérables. Les Nations Unies estiment que d'ici la fin du siècle la population des régions développées aura augmenté de 70 pour cent tandis que celle de l'Asie et de l'Extrême-Orient aura peut-être augmenté de 180 pour cent. Ceci exigera une forte accélération du développement économique, qui est actuellement lent.

La Conférence note que ce tableau assez sombre présente cependant des aspects encourageants. Tout d'abord, la liberté inspire aux peuples une résolution plus grande de progresser rapidement sous la conduite de dirigeants choisis par eux. En second lieu, les ressources agricoles de la région sont généralement bonnes, mais relativement inexploitées. En général, le niveau de la production agricole est bas, mais la preuve est faite que le potentiel est élevé. Troisièmement, les nations avancées coopèrent avec les gouvernements de la région à un immense effort international pour accélérer le développement agricole, économique et social de la région. Quatrièmement, les connaissances techniques, économiques et sociologiques que l'on possède suffisent à garantir qu'il est possible d'atteindre les objectifs ci-dessus. En outre, la science progresse plus rapidement que jamais, ce qui devrait permettre d'atteindre des objectifs encore plus ambitieux.

La Campagne contre la faim s'annonce comme le plus grand effort international qui ait jamais été entrepris pour faire comprendre aux peuples les problèmes fondamentaux de la région et pour aider celle-ci à accélérer son développement agricole et à relever les niveaux de vie. La Conférence note que la Campagne vise essentiellement à éveiller la conscience publique à l'égard de la situation réelle du problème mondial de l'alimentation et à stimuler les efforts entrepris sur les plans national et international pour éliminer rapidement la sous-nutrition et la malnutrition partout où elles sévissent. Toutefois, la Campagne ne se limite pas à ces deux problèmes;

elle fournit le cadre dans lequel s'inscrira l'étude du problème de la misère fondamentale sous tous ses aspects et des mesures à prendre en vue de le résoudre. Nul ne songe à nier que rompre le cercle vicieux de la misère, de la malnutrition et de la faible productivité, représente une tâche immense. Mais cette tâche n'est pas irréalisable et, en fait, plusieurs pays insuffisamment développés ont déjà pu, depuis la fin de la guerre, améliorer de façon spectaculaire leur structure économique et sociale, si bien que leur croissance peut maintenant se poursuivre d'elle-même sans qu'il en résulte trop de tensions ou de privations.

La Conférence note en outre que la Campagne n'est pas destinée à se substituer aux actuels programmes nationaux et internationaux qui visent à améliorer les disponibilités alimentaires et la nutrition. Son but est de renforcer et de compléter ces programmes et de créer dans le monde un courant d'opinion qui en stimulera puissamment l'efficacité.

Les activités au titre de la Campagne se répartiront en trois grandes catégories:

- i) information et éducation;
- ii) recherche;
- iii) programmes d'action.

Faire mieux connaître ce qu'est la faim, stimuler l'intérêt pour ce problème, provoquer à son sujet de grands débats passionnés, tout cela à l'échelle mondiale, tels sont les objectifs de la Campagne dans le domaine de l'information et de l'éducation. Elle vise également à obtenir la participation volontaire des agriculteurs eux-mêmes à ses activités.

La recherche comprendra deux aspects principaux: études à court terme sur les connaissances scientifiques et techniques en vue de leur application immédiate; recherche à long terme en vue de développer les connaissances et les techniques qui permettront peut-être l'exploitation de nouvelles ressources de base. Lors d'une réunion qu'il a tenue récemment à Rome, le Sous-Comité de la recherche de la Campagne mondiale contre la faim a souligné que les efforts dans ce domaine devraient porter principalement sur l'application des connaissances actuelles à des projets à court terme. Le Sous-Comité a été informé des projets en cours de la FAO concernant l'utilisation des engrais, les légumineuses à grains destinées à améliorer la nutrition, et l'amélioration du blé et de l'orge. Il était également saisi d'autres projets d'études portant sur les questions suivantes: problèmes des régions tropicales humides; augmentation de la teneur en phosphore des sols tropicaux; effets des méthodes d'irrigation et de labour sur la composition physique et chimique des sols à paddy; causes de la faible productivité dans les zones à productivité potentielle élevée; lutte contre les mauvaises herbes dans les régions tropicales; recherche agronomique sur les tubercules, les plantes-racines, les légumes et autres cultures vivrières indigènes dans les régions tropicales. Tout ceci montre les possibilités d'action concrète, immédiate et précise qui permettraient d'aboutir assez rapidement à des résultats tangibles.

Les programmes d'action serviront aux fins de démonstration et appelleront la participation du public. C'est bien entendu, surtout dans les pays en voie de développement que ces programmes seront entrepris. Dans toute la mesure du possible, ils représenteront l'application, sous une forme concentrée, des connaissances et des techniques actuelles. Mais leur efficacité dépendra surtout des efforts accrus que devront déployer les gouvernements et les peuples des pays en voie de développement. Les connaissances, le personnel et les moyens financiers que la Campagne pourra mettre à la disposition d'un pays quelconque seront sans doute peu de chose par rapport aux besoins totaux de ce pays. Il est donc évident que l'on obtiendra de meilleurs résultats en concentrant les ressources sur quelques projets-clé conçus avec réalisme et ayant fait l'objet d'une évaluation soigneuse, qu'en les dispersant sur un grand nombre de tâches à la fois.

La Conférence a été heureuse d'apprendre que, dans le monde entier, les premières réactions à la Campagne étaient encourageantes. Les messages personnels envoyés par des Chefs d'Etat et des personnalités éminentes, ainsi que les cérémonies qui ont eu lieu, témoignent du profond intérêt que la Campagne éveille parmi les gouvernements. Le grand public a lui aussi manifesté un vif intérêt.

En mai 1960 s'est tenue à Rome une réunion d'organisations non gouvernementales, à laquelle assistaient des délégations nombreuses et de qualité, qui avec autant d'imagination que de compétence, ont indiqué à la FAO comment les ONG pourraient aider la Campagne. En septembre s'est tenue une réunion du Comité consultatif des ONG qui a précisé les recommandations de la première réunion et a fourni de nouvelles indications. Le Comité consultatif a insisté sur la nécessité de créer des comités nationaux de la Campagne qui soient largement représentatifs de tous les secteurs de la collectivité, et ses membres se sont déclarés déçus de constater que certains gouvernements avaient désigné des comités ne comprenant que des fonctionnaires.

En octobre 1960, le Sous-Comité de la recherche du Comité consultatif gouvernemental a tenu sa première session au cours de laquelle d'éminents hommes de science venus de toutes les régions ont souligné le rôle de la recherche dans la Campagne. Son rapport présente une importance capitale pour la planification des activités futures. Le Comité consultatif gouvernemental lui-même a examiné l'ensemble du programme de la Campagne, lors de sa réunion d'octobre, a approuvé les mesures prises par le Directeur général et a souligné l'urgence de créer des comités de la Campagne et de recueillir des fonds.

En ce qui concerne l'information, la FAO publie un bulletin intitulé "Campagne mondiale contre la faim - Nouvelles". Un prospectus intitulé "En bref" a également été publié et une "Brochure" est sous presse, ainsi qu'un recueil d'extraits des discours que le Directeur général a prononcés au sujet de la Campagne. Le document "Choix de projets d'action nationaux" continue à être diffusé, si bien qu'il faut procéder à une réimpression. Au milieu de 1961, l'UNESCO consacrera à la Campagne un numéro entier du "Courrier". La FAO et les institutions des Nations Unies qui coopèrent avec elle prépareront une quinzaine de publications qui seront utiles aux comités na-

tionaux pour leurs programmes éducatifs. Elles comprendront notamment un guide pour les discussions de groupes.

La Conférence a été informée de la création par la FAO d'un Fonds de dépôt pour recevoir tant les contributions gouvernementales que les fonds obtenus dans les pays. Les premières sont destinées à couvrir les dépenses de la FAO pour la fourniture de conseils techniques et la coordination mondiale de la Campagne. Les seconds, notamment les fonds recueillis dans les pays développés, sont destinés à financer les projets d'éducation, de recherche et d'action.

Pour le programme relatif aux engrais, des représentants de l'industrie des engrais ont offert des contributions s'élevant à environ 2 millions de dollars pour une période de 5 ans. Un Groupe de l'industrie des engrais a été créé pour aider à préparer les projets et à recueillir des fonds en vue de leur financement. Une autre industrie a proposé de mettre à la disposition de la FAO des moteurs hors-bord, ainsi que des pièces de rechange, des trousseaux de réparation et des services d'entretien pour une valeur estimée à un million de dollars environ, afin de contribuer à des projets de mécanisation des petits bateaux de pêche.

En outre, sous le patronage de groupements religieux de la République fédérale d'Allemagne, un accord est sur le point d'être signé avec le Gouvernement de la Nigéria concernant un projet sur le terrain qui vise à accroître la production et l'utilisation des légumineuses à grains. Grâce à des contributions importantes provenant des Pays-Bas, du Canada et de la Fondation Rockefeller, il sera possible d'élargir et d'intensifier le projet FAO sur le blé et l'orge au Proche-Orient.

De plus, on étudie actuellement un grand nombre d'offres directes et concrètes faites par des ONG et d'autres organismes, mais le volume de l'assistance offerte est encore insuffisant.

Souvent, des représentants des pays développés comme des pays sous-développés demandent quelle est la meilleure manière de soutenir la Campagne; à ce propos, la Conférence note que tous les gouvernements peuvent contribuer au Fonds central de la Campagne. Ils peuvent également organiser et soutenir un Comité national de la Campagne qui entreprendra un vigoureux programme éducatif sur le problème de la faim et les méthodes qui permettraient de le résoudre.

Les pays insuffisamment développés pourraient entreprendre au titre de la Campagne un programme éducatif en matière de nutrition. Un tel programme non seulement stimulerait l'amélioration de la nutrition, mais encore viendrait appuyer les efforts du gouvernement pour assurer la diversification des cultures et le développement de l'élevage. Ces pays pourraient également, au titre de la Campagne, mettre l'accent sur telle ou telle partie de leurs programmes agricoles. Leur choix devrait se porter sur des projets qui

susciteraient le plus large appui du public tant dans la nation qu'à l'étranger. On pourrait profiter de la Campagne pour accélérer l'adoption de certaines pratiques souhaitables dans le pays et pour obtenir une aide supplémentaire d'autres pays en ce qui concerne par exemple l'utilisation et l'obtention d'engrais et de matériel pour la protection des végétaux .

Les pays développés pourraient participer à l'effort commun par leurs programmes d'assistance bilatérale qu'il serait possible, grâce à des consultations avec la FAO, de relier étroitement à la Campagne. Ils pourraient également, au titre de leurs programmes bilatéraux, financer des projets choisis par l'intermédiaire des Fonds de dépôt de la FAO. La Conférence note que la FAO serait disposée à engager des consultations avec les Etats Membres ou à suggérer des projets dignes de leur appui.

En ce qui concerne les projets de recherche, la FAO pourrait proposer des enquêtes à effectuer en grande partie ou en totalité dans un pays. Dans certains cas, la participation et la coopération de plusieurs pays seraient souhaitables.

Les délégués des pays suivants ont pris part au débat sur cette question: Australie, Birmanie, Ceylan, Inde, Indonésie, Japon, Népal, Pakistan, Philippines, Royaume-Uni et Viet-Nam.

En Inde, les premières dispositions ont été prises pour la Campagne en décembre 1959 pendant la Foire agricole mondiale. Une organisation non gouvernementale appelée "Meals for Millions" participe à la distribution d'aliments enrichis préparés à partir de tourteaux d'arachides; cette organisation a émis l'idée qu'il serait possible, dans d'autres pays, de préparer de tels aliments à partir des tourteaux de soja.

En Indonésie, l'aide de l'ICA et l'assistance au titre de la P.L. 480 contribuent puissamment à réduire le déficit alimentaire. Le gouvernement envisage d'utiliser en 1961/62 375 000 tonnes d'engrais contre 49 000 seulement en 1959-60 et demande l'aide de la FAO pour obtenir ces engrais.

Aux Philippines, on a déjà entrepris la mise en oeuvre d'un programme quadriennal intensif pour l'accroissement de la production de riz et de maïs.

Le délégué de Ceylan a informé la Conférence que ce pays était le seul où le riz soit encore rationné. On s'efforce vigoureusement d'accroître la production alimentaire ainsi que la valeur nutritive des aliments. Des dispositions ont été prises en vue d'organiser chaque année une Semaine de la Campagne mondiale contre la faim, étant donné l'importance particulière que cette campagne présente pour Ceylan.

Le délégué du Viet-Nam a souligné que le régime alimentaire de la population de ce pays était pauvre en protéines et a proposé que des enquêtes soient exécutées sur les causes et les conséquences de la malnutrition ainsi

que sur les moyens d'y remédier. Il a également proposé de s'assurer pour la Campagne le concours des dirigeants religieux, des enseignants et des syndicats.

Le délégué du Népal a estimé que la Campagne représenterait pour son pays une aide considérable.

Plusieurs délégations ont fait état de l'appui sans réserve que leurs gouvernements apportent à la Campagne et des contributions qu'ils ont versées au Fonds de la campagne.

Au Japon, l'industrie des engrais s'est fixé comme objectif une contribution de 40 000 dollars au programme d'engrais pour une période de deux ans. On recueille également des fonds en vue d'une aide dans d'autres domaines, parmi lesquels figurent notamment: la coopération et les activités outre-mer; les enquêtes de consommation alimentaire; la planification du développement; la fourniture de machines agricoles; l'accueil de stagiaires étrangers.

La Conférence a souligné que, pour assurer le succès de la Campagne au cours des cinq prochaines années, il était essentiel d'obtenir le concours actif des organisations non gouvernementales, et notamment des organisations de paysans, des syndicats, des dirigeants religieux, etc. Elle a noté que la plupart des gouvernements de la région avaient déjà créé les comités nationaux qui sont appelés à jouer un rôle capital dans la mobilisation des efforts du pays. Etant donné que le siège de la Campagne à la FAO travaillera en liaison étroite avec ces comités pendant toute la durée de la Campagne, la Conférence exprime l'espoir que les gouvernements tiendront la FAO parfaitement au courant des dispositions qu'ils prendront et de leurs activités.

La Conférence adopte la résolution suivante:

LA CONFERENCE

Considérant que la Campagne mondiale contre la faim constitue un appel à réaffirmer les idéaux de la FAO qui sont inscrits dans le Préambule de son Acte constitutif,

Considérant que le succès de la Campagne présente une importance particulière pour les pays de l'Asie et de l'Extrême-Orient, région où se trouve le coeur même du problème mondial de l'alimentation,

Affirme son appui unanime à la Campagne,

Invite les Etats Membres de la FAO dans la région à n'épargner aucun effort pour attirer l'attention du public sur la Campagne,

Appelle l'attention des Etats Membres qui n'ont pas encore créé de comités nationaux de la Campagne largement représentatifs, sur l'importance qui s'attache à la création de ces comités,

Invite les Etats Membres de la région qui ne l'ont pas encore fait à apporter une contribution au Fonds de dépôt central institué par la Conférence de la FAO à sa dixième session et destiné à assurer le soutien général de la Campagne,

Reconnaît que, comme dans toute action visant au développement économique, c'est aux pays intéressés qu'incombe l'effort principal,

Exprime toutefois l'avis que le succès de la Campagne dépendra essentiellement des ressources financières qui seront fournies pour les projets d'action, soit par les Etats Membres de la région, soit par des pays donateurs, soit par des associations et firmes commerciales, soit par des groupements civiques,

Invite instamment le Directeur général à n'épargner aucun effort pour inciter les groupements donateurs à apporter des contributions en espèces ou en nature en vue d'aider les pays de la région à élargir leurs programmes existants.

b) Campagne mondiale des semences

La Conférence note avec satisfaction que les Etats Membres de la FAO ont fait des progrès considérables en ce qui concerne les diverses activités relatives à la Campagne mondiale des semences. A l'heure actuelle, 68 Etats Membres, parmi lesquels tous les pays de la région, participent à cette Campagne.

Les délégations de l'Australie, de Ceylan, de l'Inde, de l'Indonésie, du Japon et des Philippines ont rendu compte de la création dans leurs pays de Comités nationaux de la Campagne et des activités de ceux-ci; en outre, des Comités ont été créés en Inde au niveau des Etats. Le délégué du Pakistan a présenté un résumé des recommandations formulées par le Comité de son pays. Le délégué du Népal a annoncé qu'un Comité national serait créé dans son pays en 1961.

La plupart des Comités nationaux ont établi leurs programmes de travail qui portent sur des questions techniques, comme par exemple; l'introduction de variétés améliorées; l'intensification de la sélection végétale et de la recherche variétale; la constitution de stocks suffisants de semences départ et de matériel végétal de haute qualité; la création de systèmes de certification des semences; la fourniture de matériel de traitement des semences; l'amélioration des moyens d'essais de semences; l'organisation de la distribution et du commerce des semences; enfin, l'adoption de lois et règlements relatifs aux semences.

En Inde, le plan prévoit la création de 4 000 pépinières de semences dont 3 244 existent déjà. Les recommandations du Comité national indien de la Campagne porte également sur le traitement contre les maladies transmises par

les graines et prévoit également la création d'une société pour la production et la distribution de semences de maïs hybride.

Le délégué de l'Indonésie a rendu compte des travaux effectués par les centres de paddy dans son pays, où l'emploi de meilleures semences et d'engrais permet d'accroître la production rizicole. Le programme d'action des Philippines prévoit notamment l'organisation d'un programme de production de riz et de maïs qui jouera un rôle dans la vente de semences certifiées et sélectionnées. Dans le programme national du Japon, l'importance accordée à la propagation des semences et des plants pour les pâturages et les forêts présente un intérêt particulier. Le délégué du Japon a fait état à ce sujet du programme annuel de plantation d'arbres dans son pays.

Le délégué de Ceylan a signalé la propagation végétative de clones améliorés de thé au titre du programme national, ainsi que la création de huit exploitations pour la production de pommes de terre de semence. A Hong-Kong, on s'attache surtout à la certification des semences de riz et de légumes, comme l'a indiqué le délégué du Royaume-Uni qui a également fait état des moyens de formation professionnelle existant dans son pays et qui sont à la disposition des pays d'outre-mer. En même temps que la création d'un Comité national en 1961, le Népal envisage d'établir deux laboratoires de certification des semences. Une organisation d'agriculteurs a déjà été constituée sous le nom de "Association des producteurs de meilleures semences".

Les délégués se sont également intéressés à la question de l'éducation, de la vulgarisation et de la propagande en vue d'assurer que les résultats des activités entreprises parviennent jusqu'aux agriculteurs. A ce propos, on a évoqué les questions de l'aide d'experts, des moyens de formation et des bourses de perfectionnement. Ceylan, l'Indonésie et les Philippines ont reçu l'aide d'experts de la FAO et de l'ICA. Le délégué de l'Australie a indiqué qu'un cours de perfectionnement de six mois a commencé en septembre 1960 et qu'un autre cours commencera en septembre 1961.

La Conférence a été informée que la FAO publierait au cours de l'année 1961: i) une Etude agricole intitulée "Semences agricoles et horticoles - Production, contrôle et distribution"; ii) des études analogues dans le domaine de la sylviculture, traitant de questions telles que l'amélioration des graines forestières, les pépinières et le matériel de traitement de ces graines; iii) à l'occasion de l'Année mondiale des semences, une édition du Catalogue FAO de graines forestières. La FAO continuera de publier, pendant toute l'année 1961, le Bulletin "Campagne mondiale des semences - Nouvelles".

Enfin, la Conférence invite instamment les gouvernements à faire en sorte que les Comités nationaux qui n'ont pas encore présenté leur programme prennent les mesures nécessaires et informent. Dès que possible, le Directeur général des activités qu'ils se proposent d'entreprendre sur le plan national comme sur le plan international. La Conférence souligne qu'il

y a lieu de poursuivre et d'intensifier la Campagne mondiale des semences en tant que partie intégrante de la Campagne mondiale contre la faim.

c) Recensement mondial de l'agriculture

La Conférence prend note avec satisfaction des progrès déjà réalisés dans la mise en oeuvre des recommandations de la quatrième Conférence régionale concernant le Recensement mondial de l'agriculture.

La Conférence constate que pratiquement tous les pays de la région ont entrepris des programmes de développement économique et qu'un certain nombre d'entre eux, encouragés par les premiers succès remportés dans le développement de leurs économies essentiellement agricoles, établissent des plans en vue d'accélérer encore cette croissance.

La Conférence note avec satisfaction la participation accrue des Etats Membres de la région au Recensement mondial de l'agriculture. Alors qu'en 1950, cinq pays de la région seulement avaient participé au recensement, pas moins de 15 pays ont annoncé qu'ils avaient l'intention de procéder à un recensement agricole aux alentours de 1960. Sept pays exécutent ce recensement en 1960; sept autres le feront en 1961 et un en 1962.

La Conférence reconnaît la valeur de la contribution apportée par les groupes de travail de la Conférence des statisticiens d'Asie qui ont préparé, sur la demande de la FAO, un programme régional de recensement et formulé des recommandations sur l'application des méthodes de sondage au recensement de l'agriculture. Elle a en outre exprimé sa gratitude pour l'aide technique fournie aux Etats Membres de la région par l'intermédiaire du Centre régional de perfectionnement pour le personnel-cadre du recensement, qui s'est tenu en 1958 à Tokyo et a duré trois mois; pour les conseils apportés aux Etats Membres par une équipe d'experts en matière de méthodes de sondage pour les recensements et de dépouillement des données, grâce à un don de 300 000 dollars octroyé par la Fondation Ford à l'ONU et à la FAO; pour l'organisation de projets-pilotes tels que le dépouillement électronique des données du recensement dans la RAU (région égyptienne) sous la direction de la FAO; enfin, pour la préparation de manuels de méthodologie par la FAO et le Bureau de statistique des Nations Unies.

La Conférence souligne l'importance du Séminaire qui doit avoir lieu en décembre 1960 à Manille et qui vise à développer une meilleure utilisation des résultats du recensement; elle invite instamment les Etats Membres qui n'ont pas encore pris de dispositions à cet effet, à envoyer des participants à ce séminaire.

La Conférence reconnaît que le programme de recensement de la FAO constitue un programme de base pour le développement économique aussi bien que pour le développement statistique des pays de la région. Elle observe en outre que la pénurie de statisticiens qualifiés, entre autres problèmes,

a fait jusqu'ici obstacle à l'exécution des recensements et au progrès rapide des statistiques dans la région.

La Conférence adopte la résolution suivante:

LA CONFERENCE

Considérant que pratiquement tous les Etats Membres de la région ont entrepris des programmes de développement économique et qu'un certain nombre d'entre eux, encouragés par les premiers succès remportés dans le développement de leurs économies essentiellement agricoles, établissent des plans en vue d'accélérer encore cette croissance;

Considérant en outre la nécessité urgente de disposer de données-étalon complètes et sûres pour l'élaboration de ces politiques et programmes de développement et l'évaluation des progrès accomplis dans leur exécution;

Constatant la participation accrue des Etats Membres de la région au Recensement mondial de l'agriculture grâce: (a) à la souplesse du Programme du Recensement mondial de l'agriculture de 1960, qui comporte des adaptations correspondant aux conditions et aux besoins propres aux pays de la région, et (b) aux efforts conjugués de la FAO, du Bureau de statistique des Nations Unies, de la Fondation Ford et d'autres organisations internationales qui fournissent une assistance technique et financière sous forme de conseillers régionaux en matière de recensement, de centres de perfectionnement régionaux, de projets-pilotes et de manuels de méthodologie;

Reconnaissant que le Programme de recensement de la FAO constitue un programme de base pour le développement économique aussi bien que pour le développement statistique des Etats Membres de la région;

Reconnaissant en outre que la pénurie de ressources financières et de statisticiens qualifiés, entre autres problèmes, a constitué jusqu'ici le principal obstacle à l'exécution des recensements et au progrès rapide des statistiques dans la région;

Recommande aux Etats Membres de la région qui participent au Recensement mondial de l'agriculture, de tirer pleinement parti des moyens fournis par la FAO, le Bureau de statistique des Nations Unies, la Fondation Ford et d'autres organisations internationales;

Recommande également que la FAO étudie la possibilité d'organiser un Centre régional de perfectionnement destiné aux statisticiens des Etats Membres de la région, compte tenu de la nécessité de dispenser une formation plus poussée dans des domaines déterminés, par exemple celui des statistiques agricoles, ainsi que pour certains aspects

des travaux de statistiques tels que le dépouillement des données, et pour des projets déterminés, comme les recensements ou les enquêtes par sondage;

Recommande en outre que la FAO étudie les programmes de recensement des pays de la région, et notamment les problèmes que ces derniers doivent affronter dans l'exécution de ces programmes, en vue d'améliorer les méthodes et procédures actuelles de recensement et d'assurer une participation plus complète des Etats Membres de la région aux programmes futurs de recensement;

Recommande enfin à la FAO de poursuivre:

- i) ses études sur l'application des méthodes de sondage aux recensements et enquêtes ainsi qu'à l'estimation des superficies et des récoltes,
- ii) la préparation de manuels de méthodologie, et
- iii) tous autres projets ou activités destinés à améliorer le champ d'application et le degré de certitude des recensements et des statistiques agricoles courantes;

Invite le Directeur général à étudier la possibilité d'obtenir un appui financier du Fonds spécial des Nations Unies et d'autres sources pour l'exécution des activités susmentionnées, qui sont essentielles à l'amélioration générale des statistiques agricoles dans la région.

d) Enquêtes sur l'enseignement et la vulgarisation agricole, et services d'information agricole

La Conférence note avec satisfaction que, conformément aux recommandations de la quatrième Conférence régionale, le Bureau régional de la FAO a effectué des enquêtes sur l'enseignement et la vulgarisation agricoles dans tous les pays et territoires de la région. Les deux rapports d'enquêtes ont été soumis à l'examen de la Conférence: "Situation actuelle de l'enseignement agricole en Asie et en Extrême-Orient" et "Situation actuelle de la vulgarisation agricole en Asie et en Extrême-Orient".

L'attention des délégués a été particulièrement attirée sur les importantes conclusions suivantes:

En ce qui concerne l'enseignement agricole, 483 réponses au total sont parvenues de 11 pays; elles concernent 74 écoles supérieures d'agriculture, 13 établissements spéciaux d'enseignement agricole délivrant des diplômes, et 406 écoles secondaires d'agriculture. Ces réponses concernent environ les trois quarts des établissements supérieurs d'enseignement agricole et la moitié des écoles secondaires d'agriculture de la région. Un

examen détaillé de ces établissements a été effectué pays par pays et sur la base de la région.

Parmi les établissements qui dispensent l'enseignement agricole aux divers niveaux, les écoles supérieures d'agriculture revêtent une importance capitale, car elles s'occupent de préparer du personnel hautement qualifié: spécialistes de la recherche ou de la vulgarisation, professeurs, administrateurs du développement agricole, etc. Telle est l'importance de l'enseignement supérieur agricole que divers organismes ont prêté leur assistance à de nombreuses écoles supérieures d'agriculture de la région. Quelque 18 écoles d'agriculture et universités d'Etats aux Etats-Unis collaborent actuellement, sur la base d'accords bilatéraux, avec des établissements analogues dans dix pays de la région. La Nouvelle-Zélande a contribué cette année, par l'intermédiaire du Plan de Colombo, à la création d'une Faculté d'agriculture à l'Université de Malaisie à Kuala Lumpur.

L'enquête a attaché une très grande importance aux établissements supérieurs d'agriculture et aux possibilités de les moderniser. Elle a montré également l'utilité des cours spéciaux d'agriculture de deux à trois ans couronnés par des diplômes pour former des vulgarisateurs au niveau des villages dans plusieurs pays de la région. Mais c'est surtout l'enseignement secondaire agricole qui est très négligé dans de nombreux pays de la région. On peut même se demander, dans bien des cas, s'il revêt un intérêt quelconque, à moins que des améliorations substantielles n'y soient apportées.

Le rapport de l'enquête sur la vulgarisation agricole fait apparaître que, depuis quelques années, tous les pays et territoires de la région ont créé des services de vulgarisation agricole, et que les gouvernements prennent de plus en plus conscience de l'importance de ces services pour le développement agricole. Les plans de production agricole, aussi parfaits qu'ils soient, resteront toujours à l'état de projets s'ils ne s'accompagnent pas de moyens efficaces de mise en oeuvre. Au bout du compte, l'accroissement et l'amélioration de la production alimentaire sont le fait des exploitants, et d'eux seuls. Mais il leur faut pour cela bénéficier de l'assistance de services de vulgarisation bien organisés.

Le rapport de l'enquête sur la vulgarisation agricole étudie la question pays par pays et sur le plan régional. L'une des principales conclusions est que l'Etat ne consacre à la vulgarisation que des sommes négligeables. Dans certains cas extrêmes, les activités à ce titre sont en grande partie financées par l'aide étrangère. Une conclusion plus alarmante encore est que nombre de vulgarisateurs et d'administrateurs agricoles n'ont qu'une vague idée de ce que sont les principes et les techniques de la vulgarisation. En outre, le personnel d'exécution devant effectuer bien d'autres tâches - rassemblement des statistiques, administration de la fourniture des biens nécessaires à la production, application des règlements - il ne lui reste que très peu de temps pour le travail consultatif auprès des exploitants. Ces multiples fonctions risquent aussi de rendre inefficaces ses activités consultatives.

Un autre problème est celui de l'organisation de la vulgarisation. Dans bien de pays, les activités relatives à la vulgarisation sont confiées à plusieurs services, d'où des doubles emplois fréquents et un mauvais rendement. S'il était possible de confier à une seule administration plusieurs services de vulgarisation, on pourrait, avec le même nombre de fonctionnaires, desservir mieux l'ensemble du pays. Les fonctionnaires les plus qualifiés pourraient se spécialiser dans telle ou telle question, les autres seraient chargés de la vulgarisation sur le terrain. Il faudrait que les uns comme les autres reçoivent une formation poussée en cours de service, tant dans les différents domaines techniques qu'en matière de méthodes pédagogiques. Il n'en coûterait pas beaucoup à l'Etat et le rendement des services s'en trouverait énormément accru.

Au cours du débat, de nombreux délégués ont exprimé leurs remerciements à la FAO qui a préparé les rapports très complets, très utiles et très détaillés de ces deux enquêtes. Le délégué de l'Australie a déclaré qu'un vulgarisateur ne pouvait être à la fois professeur et inspecteur, et qu'il fallait chaque fois que possible séparer ces deux fonctions. Il a également souligné l'importance de l'action auprès de la jeunesse rurale. Le délégué de Ceylan a rendu compte des activités des clubs de jeunes agriculteurs dans son pays, et a indiqué qu'un groupe de dix jeunes cultivateurs avait été envoyé au Japon au titre du Plan de Colombo pour neuf mois d'études et d'observation. Les délégués du Royaume-Uni et des Philippines ont également souligné l'importance de la formation des jeunes ruraux.

Le délégué de la Malaisie a signalé qu'au Ministère de l'agriculture serait bientôt créée une division de la vulgarisation comportant trois sections: spécialistes, formation et coordination, publications et information. Il a également indiqué que l'Ecole supérieure d'agriculture de Serdang avait été renforcée de manière à pouvoir former des vulgarisateurs. Le délégué de la France a souligné les rapports étroits entre la recherche et la vulgarisation, d'une part, et la formation pratique des agents travaillant sur le terrain, d'autre part. Le délégué du Viet-Nam a ajouté que le travail de vulgarisation doit avoir un caractère à la fois éducatif et pratique et ne saurait être obligatoire. Le délégué de l'Indonésie a cité un exemple d'utilisation des centres éducatifs ruraux pour diffuser les connaissances en matière d'agriculture. Ce pays compte actuellement 300 de ces centres environ. Le délégué du Japon a déclaré que son gouvernement était disposé à fournir une assistance technique aux autres Etats Membres en vue du développement de leurs services de vulgarisation.

Le délégué de l'Inde a signalé qu'une nouvelle université agricole d'Etat avait été créée en 1960 dans l'Etat d'Uttar Pradesh. Elle est calquée sur les établissements dits "Land Grant Colleges" des Etats-Unis et combine sous une même administration la recherche, l'enseignement et la vulgarisation.

Le délégué du Népal a souligné l'utilité de la publication de la FAO "Extension in Asia" (La Vulgarisation en Asie) et a exprimé l'espoir qu'elle pourrait paraître plus souvent et faire l'objet d'un tirage plus important. Le délégué de la Birmanie a, de son côté, exprimé l'espoir que

le manuel pour l'enseignement de la vulgarisation que la FAO prépare actuellement pourrait être achevé sous peu et mis à la disposition des Etats Membres pour être utilisé dans la formation de vulgarisateurs.

Etant donné que la plupart des Etats Membres donnent la priorité absolue à la formation de moniteurs de vulgarisation, le délégué des Philippines a invité la FAO à tenir son deuxième centre de perfectionnement régional en matière de vulgarisation (1962) au Collège d'agriculture de l'Université des Philippines à Los Banos, où s'est déjà tenu le premier de ces centres.

L'observateur de l'OIT a fait part de l'intérêt que son Organisation porte à la formation professionnelle en matière d'agriculture; il a signalé que l'OIT et la FAO avaient conjointement encouragé la formation de forestiers en Europe et étaient convenues de collaborer en vue d'organiser des programmes de formation analogues dans la région.

Etant donné que les établissements supérieurs d'enseignement agricole doivent pouvoir assurer la formation de personnel qualifié en vue du développement agricole, et que le rapport a fait apparaître entre eux une grande diversité, il est proposé que la FAO organise en 1962 ou 1963 une réunion régionale sur l'enseignement supérieur agricole afin de permettre un échange de vues et d'expériences sur des problèmes d'intérêt commun.

La Conférence adopte les résolutions suivantes:

i) LA CONFERENCE

Prenant note des rapports d'enquête sur l'enseignement et la vulgarisation agricoles dans la région, félicite la FAO du soin apporté à la préparation de ces rapports;

Demande que ces rapports soient publiés par la FAO pour faire l'objet d'une large diffusion parmi les établissements de formation agricole de la région;

Recommande que les gouvernements accordent une attention particulière à la formation de vulgarisateurs travaillant au niveau de l'exploitation;

Demande en outre qu'une réunion régionale sur l'enseignement supérieur agricole soit organisée en 1962 ou 1963 afin de permettre les échanges de vues et d'expériences concernant les problèmes d'intérêt commun.

ii) LA CONFERENCE

Consciente du fait que l'enseignement, la recherche et la vulgarisation agricoles constituent des services essentiels à l'amélioration de l'agriculture et que ces activités présentent entre elles des rapports très étroits,

Notant que deux de ces services ont déjà fait l'objet d'enquêtes,

P mande que la FAO effectue une enquête analogue sur la recherche agricole, qui sera soumise à l'examen de la prochaine Conférence régionale en 1962.

Services d'information agricole

La Conférence reconnaît la valeur de l'information agricole, à la fois en tant que moyen de donner aux agriculteurs des renseignements sur les récoltes, les marchés, la météorologie, les ennemis et les maladies des plantes, l'économie ménagère, etc., et en tant que moyen de transmettre les renseignements fournis aux pays par le Service d'information de la FAO qui joue le rôle de service international d'information agricole.

La Conférence souligne tout particulièrement l'utilisation de la radio comme moyen d'information agricole, étant donné le nombre croissant de récepteurs en service dans la région. Elle a appris avec intérêt qu'il existait des moyens de formation pour le personnel de l'information agricole et notamment que la Commission australienne de la radio-diffusion avait organisé des cours sur les techniques de radio-diffusion rurale, et que des stagiaires de tous les pays pouvaient suivre des cours à l'Overseas Visual Aids Centre de Londres.

La Conférence a proposé que la FAO crée un centre pour la formation de personnel en matière de techniques d'information agricole, spécialement en ce qui concerne les méthodes permettant de diffuser parmi les ruraux les connaissances relatives à l'agriculture. Elle a proposé en outre que la FAO s'efforce de développer les relations entre les divers centres nationaux des Etats Membres afin de permettre des échanges d'expérience et de documentation. Elle demande à la FAO d'apporter son aide en vue d'améliorer les services nationaux d'information agricole.

La Conférence adopte la résolution suivante:

LA CONFERENCE

Consciente de la valeur et des possibilités croissantes de la radio-diffusion rurale pour l'amélioration de l'agriculture,

Recommande aux Etats Membres d'étudier très attentivement ce moyen d'information agricole, et de rechercher l'aide de la FAO pour instituer ou améliorer leurs services de radio-diffusion rurale.

e) Rapport sur les travaux de la Division mixte de l'agriculture FAO/CEAEO

La Conférence prend note du rapport sur les travaux de la Division mixte de l'agriculture FAO/CEAEO et se félicite de la coopération entre les deux organisations qui se manifeste dans les activités de cette Division.

La Conférence approuve le programme de travail de la Division. Les délégués de l'Australie, de l'Inde, de l'Indonésie et du Japon ont fait l'éloge des activités de la Division et ont mentionné certaines études entreprises par elle qui leur paraissent particulièrement utiles. Certaines suggestions ont été émises quant aux activités futures, dont le délégué de l'Indonésie a exprimé l'espoir qu'elles pourraient être élargies.

La méthode de l'étude des cas d'espèce a été approuvée par le délégué de l'Australie qui a exprimé le vœu de la voir se développer, particulièrement en ce qui concerne l'utilisation des excédents agricoles en vue du développement économique. Le problème de la meilleure utilisation possible des excédents se pose au monde entier, et il importe particulièrement de disposer d'études envisageant cette utilisation de tous les points de vue. Si l'on ne traite pas la question en tenant dûment compte de tous les intérêts en jeu, le commerce normal de certains pays exportateurs de produits agricoles risque d'en souffrir. Le délégué du Japon s'est également prononcé en faveur de ces études de cas d'espèce et prendra connaissance avec intérêt de la prochaine étude de ce genre qui sera consacrée au Pakistan.

La Conférence reconnaît, avec le délégué du Japon, que l'étude permanente de l'élaboration des programmes agricoles effectuée par la Division, dans le cadre de la planification économique générale, est particulièrement utile et doit être poursuivie. Des observations élogieuses ont été faites à propos de l'examen de certains aspects de la planification du développement agricole dans les pays de la région, effectué par la Division et publié dans le Bulletin de la CEAEO pour juin 1960; les délégués prendront connaissance avec intérêt de toute nouvelle étude de ce genre. Le délégué du Japon a déclaré que l'examen des politiques de produits alimentaires et agricoles dans la région, effectué par la Division et publié en 1958, présentait une grande utilité, et il a exprimé l'espoir qu'une nouvelle étude régionale sur cette question paraîtrait en temps opportun.

Le délégué de l'Inde s'est, lui aussi, félicité de l'importance accordée aux problèmes de développement dans le programme de travail de la Division. Il approuve la méthode de l'étude des cas d'espèce, telle qu'elle a été appliquée par la Division à l'examen des répercussions des activités de développement communautaire sur l'agriculture dans les villages. Tout en reconnaissant que les ressources limitées de la Division interdisent dans l'immédiat toute expansion de son programme de

travail, il a exprimé l'espoir qu'à l'avenir elle serait en mesure d'entreprendre des études sur les revenus agricoles et non agricoles et sur les mouvements de la population agricole dans les pays de la région, dans une situation caractérisée par l'accroissement des revenus nationaux.

f) Programmes d'assistance internationale

La Conférence a entendu avec intérêt une déclaration du Sous-Directeur général (Chef du Département technique) sur les décisions récentes et les faits nouveaux survenus dans les programmes d'assistance internationale multilatérale, ainsi que sur leurs incidences pour les gouvernements de la région et leurs répercussions sur le programme et le travail de la FAO. La Conférence a noté que les décisions du Comité de l'assistance technique tendant à supprimer les plafonds par pays et à introduire le système de l'élaboration des programmes par projet, à la suite de la décision prise antérieurement sur l'adoption d'un système de budget biennal, exigent de la part des gouvernements une évaluation plus approfondie de leurs besoins d'assistance les plus urgents et de leurs possibilités d'établir des plans à l'avance; ces modifications offrent en même temps la possibilité de rendre l'assistance technique plus efficace.

La Conférence attire l'attention des Etats Membres sur l'intérêt qui s'attache à la coopération pour des projets établis par groupe de pays, ce qui permettrait d'utiliser plus efficacement les fonds limités qui sont disponibles au titre du PEAT.

Le Fonds spécial des Nations Unies, qui en est à sa deuxième année de fonctionnement, offre des possibilités nouvelles et importantes aux gouvernements désireux de supprimer les goulots d'étranglement qui gênent leur développement économique, et la Conférence a appris avec satisfaction qu'une proportion considérable des ressources du Fonds était consacrée à l'alimentation et à l'agriculture. La Conférence note cependant que, jusqu'à présent, les gouvernements de la région n'ont pas tiré tout le parti possible de cette nouvelle source d'aide technique et financière; en conséquence, elle attire l'attention des Etats Membres de la région sur la possibilité de faire appel à l'assistance du Fonds spécial pour les aider à mettre en oeuvre de grands projets de pré-investissement dans les domaines de l'agriculture, des forêts et des pêches, et les invite instamment à utiliser au maximum le personnel de la FAO, dans les pays, dans la région et au siège, qui pourra leur fournir aide et conseils dans la préparation de projets appropriés à soumettre au Fonds spécial.

La délégation des Philippines a proposé que la FAO étudie la possibilité de mettre en oeuvre, au titre du Fonds spécial des Nations Unies, un projet intéressant un groupe de pays et relatif à des expériences sur les engrais et à des essais de sols. Le délégué de la Birmanie a proposé de nommer au Bureau régional un spécialiste régional du caoutchouc qui

aiderait et conseillerait les gouvernements et organismes intéressés en ce qui concerne le développement et l'amélioration de la production de caoutchouc.

La Conférence note que, dans le cadre du projet élargi de nutrition du FISE qui bénéficie de l'appui technique de la FAO des possibilités accrues s'offriront dorénavant pour entreprendre des projets-pilotes visant à stimuler la production et l'utilisation d'aliments riches en protéines et d'aliments de protection dans des zones choisies, en liaison avec des campagnes éducatives en matière de nutrition. En outre, la résolution récemment adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies et qui prévoit que la FAO donnera des conseils sur l'utilisation des produits agricoles excédentaires en vue du développement agricole, offrira elle aussi, en temps opportun, des possibilités d'assistance de la FAO aux Etats Membres, sous des formes nouvelles.

Les délégués ont observé que dix années d'expérience en matière de programmes d'assistance multilatérale et bilatérale ont fait apparaître plus nettement les conditions à remplir si l'on veut que cette assistance contribue plus efficacement à stimuler le développement économique et social. L'aide fournie doit être fondée sur une connaissance approfondie des conditions locales, ne pas imposer aux pays bénéficiaires un fardeau trop lourd et respecter l'opinion des gouvernements. Les missions confiées aux experts doivent être précises, déterminées et d'une durée appropriée. En outre, les experts choisis doivent être capables de s'adapter aux conditions et aux possibilités locales. De nombreux délégués ont estimé qu'une proportion plus importante des fonds disponibles du PEAT devrait être consacrée à l'octroi de bourses de perfectionnement et à la fourniture de matériel, et il a été souligné que le moment était venu d'accorder une place plus grande à la formation de cadres nationaux de personnel qualifié.

La Conférence note que l'ampleur croissante de l'assistance technique internationale ne donne pas seulement des possibilités nouvelles aux gouvernements des pays en voie de développement; elle leur pose des problèmes nouveaux. La conférence suggère que, afin de tirer le meilleur parti des fonds d'origine extérieure actuellement disponibles pour stimuler le développement agricole, les Etats Membres étudient la possibilité d'inclure dans leurs programmes au titre du PEAT un conseiller principal chargé d'aider les gouvernements dans la préparation de leurs plans de développement portant sur l'agriculture, les forêts et les pêches, et de les conseiller sur la meilleure utilisation possible des diverses formes d'assistance internationale provenant de sources variées.

La Conférence note également que cette évolution impose de nouvelles et lourdes tâches au personnel du siège de la FAO, compromettant ainsi les activités de l'Organisation au titre de son programme ordinaire. L'intérêt des pays de la région exige non seulement que les nouvelles tâches opérationnelles incombant à la FAO soient exécutées avec compétence, mais encore que le programme ordinaire soit intégralement appliqué, et la Conférence

exprime l'espoir que le Directeur général, dans son prochain projet de programme de travail et budget, accordera une haute priorité à la nécessité de renforcer considérablement le personnel du siège.

g) Institut régional de recherche et de formation agraires

La Conférence prend note de la résolution No 16/59 adoptée par la Conférence de la FAO à sa dixième session et qui invite le Directeur général à prendre les dispositions nécessaires pour que soit créé, dès que possible, un institut régional de recherche et de formation agraires qui étudiera de façon permanente les problèmes du régime foncier, y compris leurs rapports avec l'utilisation des terres dans la région.

La Conférence félicite le Directeur général de son initiative et reconnaît la nécessité urgente, pour la région, d'une recherche permanente sur les divers aspects, phases et interrelations des réformes agraires, ainsi que d'une formation systématique dans ce domaine, étant donné que les Etats Membres ont besoin de disposer d'un personnel qualifié pour mettre en oeuvre les programmes de réforme agraire et de colonisation des terres et pour évaluer les effets des programmes en cours. La Conférence note également que le rassemblement, l'analyse et la diffusion de renseignements sur les problèmes de la structure agraire constituent des conditions préalables essentielles à toute action intelligente dans le domaine des politiques agraires.

En plein accord avec la résolution No 16/59 mentionnée ci-dessus, la Conférence régionale souligne que la création prochaine de l'institut envisagé permettra de fournir aux Etats Membres une assistance à long terme efficace dans le domaine de la réforme agraire en ce qui concerne la recherche, la formation et la diffusion des renseignements.

La Conférence demande que les activités de l'institut envisagé portent sur toute la région Asie et Extrême-Orient, afin d'assurer l'échange de renseignements et d'expériences entre tous les pays de la région dans l'intérêt mutuel des pays intéressés.

La Conférence estime que le programme de l'institut devrait se fonder sur les programmes des universités et autres établissements d'enseignement appropriés qui existent déjà dans la région. L'institut devrait être lui-même étroitement associé à une université ou à une institution de recherche existante, coordonner, dans le domaine de la réforme agraire, les activités de recherche et de formation des établissements de toute la région et favoriser le développement d'activités connexes.

De nombreuses délégations ont indiqué que leurs gouvernements seraient disposés à contribuer de manière appropriée à la création et au développement de l'institut, grâce à la coopération de leurs universités et de leurs institutions de recherche et de formation et par l'octroi de

bourses. Le délégué du Japon a déclaré que son pays serait prêt à étudier les dispositions qui pourraient aboutir à la création au Japon d'une association libre et non gouvernementale d'instituts de recherche de tous les Etats Membres. L'observateur de l'OIT a demandé que son Organisation soit tenue au courant de l'évolution de la situation en ce qui concerne l'institut envisagé et a indiqué que l'OIT étudierait la possibilité de prendre une part active à ses travaux. L'observateur de la Fédération mondiale des anciens combattants a déclaré que son organisation serait disposée à coopérer avec l'institut à la mise en oeuvre de projets particuliers qu'il pourrait entreprendre.

Les délégués de la Birmanie, de la Malaisie, du Pakistan, des Philippines et du Viet-Nam ont indiqué que leurs pays souhaiteraient accueillir l'institut envisagé et ont fourni des indications sur les installations dont ils disposent.

La Conférence remercie ces délégations de leurs offres et fait sienne la proposition des délégations du Népal, de la Birmanie et de l'Indonésie suivant laquelle la FAO devrait étudier les offres en question afin de permettre au Directeur général de prendre une décision sur l'organisation et l'emplacement de l'institut, en fonction des besoins de la région et des niveaux de la recherche et de la formation dans les divers pays.

La Conférence adopte la résolution suivante:

LA CONFERENCE

Notant la résolution No 16/59 adoptée par la Conférence de la FAO à sa dixième session et ayant trait à la création d'un Institut régional de recherche et de formation agraires pour l'Asie du Sud-Est;

Rappelant le vif intérêt que portent les pays de la région à l'amélioration des structures agraires en vue d'élever le niveau de vie des populations agricoles et de fournir à celles-ci les stimulants voulus pour accroître la productivité;

Considérant que le rapport du Centre d'études sur les principes et méthodes de la colonisation rurale en Asie et en Extrême-Orient (Ceylan, novembre-décembre 1958) a proposé la création d'un Centre régional permanent des problèmes agraires;

Exprime sa gratitude

- 1) au Directeur général qui a étudié, en consultation avec les gouvernements des pays de la région, les diverses possibilités de mettre en oeuvre la résolution 16/59 de la Conférence de la FAO afin d'apporter aux Etats Membres

un appui approprié dans les domaines de la réforme agraire et de la colonisation agricole en ce qui concerne la recherche, la formation et la diffusion des renseignements;

- ii) à la FAO qui est disposée à fournir son aide pour la création et le fonctionnement de l'Institut;
- iii) à la FAO, qui étudiera les offres faites par diverses délégations dont les pays seraient désireux d'accueillir l'institut envisagé;

Invite le Directeur général à mettre en oeuvre la résolution susmentionnée pour que l'Institut soit créé dès que possible et que ses activités s'étendent à toute la région Asie et Extrême-Orient, compte tenu des suggestions présentées à la Conférence régionale par les Etats Membres ainsi que des besoins de la région et des niveaux de la recherche et de la formation dans les divers pays.

h) Séminaire régional sur l'administration des pêches

L'exposé d'introduction a souligné la complexité croissante des problèmes qui se posent aux administrateurs des pêches, étant donné l'augmentation constante de la production de produits commerciaux d'origine aquatique, la mécanisation des bateaux et des engins, l'adoption de méthodes et de matériels nouveaux et améliorés pour la conservation et le traitement du poisson, et les revendications croissantes des pêcheurs visant à obtenir une amélioration de leurs conditions de vie. L'administrateur des pêches constate que son travail présente des rapports de plus en plus étroits avec celui des autres fonctionnaires, et la nécessité d'une liaison étroite et souvent d'une action commune entre les autorités en matière de pêche et leurs homologues des autres services gouvernementaux se fait de plus en plus sentir.

La Conférence a appris que le Gouvernement de la Fédération de Malaisie s'était récemment attaqué au problème et que le Gouvernement de l'Inde a organisé au cours des dernières années plusieurs conférences et réunions sur la question. Exposant la situation des pêches dans son pays, le délégué de l'Inde a mentionné en particulier l'Institut supérieur de formation en matière de pêches et a déclaré que son gouvernement serait heureux de recevoir les demandes d'étudiants d'autres pays de la région qui voudraient suivre ces cours.

Les délégués des pays suivants: Australie*, Ceylan, France, Inde, Corée, Malaisie, Népal, Pakistan, Philippines, Thaïlande et Viet-Nam, ont confirmé qu'un séminaire sur l'administration des pêches présenterait une grande utilité, et les délégués se sont accordés à estimer qu'une réunion régionale pourrait avantageusement être précédée de réunions nationales organisées par les gouvernements pour examiner les problèmes locaux.

Le délégué du Pakistan a appuyé fortement cette proposition et a invité le Directeur général à convoquer la réunion régionale au Pakistan, à une date appropriée.

La Conférence adopte la résolution suivante:

LA CONFERENCE

Notant que les pays représentés à la Conférence sont convaincus que les pêches ont à jouer un rôle important en fournissant un supplément de protéines animales au régime alimentaire des populations et que l'accroissement de la production devrait entraîner un relèvement du niveau de vie des pêcheurs,

Reconnaissant que les pays de toute la région élaborent et appliquent actuellement des politiques visant à développer les pêches, et que la mise en oeuvre de ces programmes de développement ainsi que l'utilisation et l'aménagement efficaces des ressources piscicoles dépendent de la création et du fonctionnement de services administratifs satisfaisants,

Notant en outre que la FAO a déjà examiné la question de l'organisation d'une réunion régionale pour étudier cette question,

Recommande

- i) que les gouvernements des pays de la région prennent des mesures en vue d'organiser dès que possible des séminaires nationaux sur l'administration des pêches auxquels pourraient participer les divers organismes gouvernementaux intéressés, comme par exemple ceux qui sont chargés des pêches, et en outre ceux qui s'occupent du droit, des finances et des recettes fiscales, du commerce, du développement rural, etc.,
- ii) que le Directeur général soit invité à organiser en temps opportun, et éventuellement sous l'égide du Conseil indopacifique des pêches, un séminaire régional sur les principes et méthodes comparatifs de l'administration des pêches, et de mettre les résultats de ce séminaire à la disposition des gouvernements des pays de la région afin qu'ils puissent s'en inspirer.

Commercialisation du poisson

La Conférence reconnaît qu'il est urgent de résoudre les problèmes de la commercialisation et de la distribution des produits des pêches, et insiste particulièrement sur la nécessité de mettre au point un système de stabilisation des prix et de réduire l'écart entre le prix payé aux pêcheurs et le prix à la consommation.

Plusieurs délégations, dont celles de Ceylan, de l'Inde, de la Corée, de la Malaisie, du Pakistan, des Philippines et du Viet-Nam, ont attiré l'attention sur les problèmes d'ordre tant général que particulier qui se posent dans leurs pays. Le délégué de la Corée, notamment, a mentionné la nécessité d'étudier les problèmes de la distribution et du transport, de l'hygiène, de l'emmagasiner et de la réfrigération; le problème de la réglementation des activités des marchands de poisson; et l'adoption de méthodes modernes de commercialisation telles que celles qui sont appliquées aux Etats-Unis. Les délégués de la Corée et du Pakistan ont attiré l'attention sur l'acuité des problèmes que posent l'importation et l'exportation des produits des pêches.

La Conférence adopta la résolution suivante:

LA CONFERENCE

Prenant note avec satisfaction des travaux déjà entrepris par la FAO et le Conseil indo-pacifique des pêches en ce qui concerne la commercialisation du poisson;

Reconnaissant que les problèmes de commercialisation et de distribution constituent un important obstacle à l'accroissement souhaité de la production et de la consommation de poisson dans la région;

Invite le Directeur général

- i) à préparer une analyse régionale détaillée des politiques, pratiques et problèmes relatifs à la commercialisation du poisson dans la région, sur les plans national et international,
- ii) à organiser sous l'égide du Conseil indo-pacifique des pêches un séminaire régional sur la commercialisation du poisson,
- iii) à élaborer et à publier, sur la base de cette analyse et à la suite du Séminaire, une série de recommandations sur les politiques et les pratiques en matière de commercialisation du poisson, à l'intention des gouvernements des pays de la région.

- i) Mesures destinées à encourager les enquêtes de consommation alimentaire

La Conférence estime que la Conférence de la FAO a eu raison de souligner à sa dixième session l'importance des enquêtes de consommation alimentaire comme moyen de réunir les renseignements de base nécessaires aux politiques et programmes visant au développement nutritionnel, économique et social. Il a été rappelé que la quatrième Conférence régionale avait déjà attiré

l'attention des gouvernements de la région sur la nécessité d'effectuer des enquêtes d'ensemble sur la consommation alimentaire. En outre, il a été reconnu que la Campagne mondiale contre la faim rendait plus urgente encore la nécessité de rassembler des renseignements appropriés sur les niveaux de consommation alimentaire et la nutrition, renseignements dont le manque se fait très sérieusement sentir dans de nombreux pays de la région.

Les connaissances dont on dispose sur la consommation alimentaire dans la région sont fondées principalement sur de rares données relatives aux évaluations nationales des disponibilités alimentaires, et ces données elles-mêmes sont limitées par le fait que seul un petit nombre de pays ont publié des Bilans des disponibilités alimentaires. Même lorsqu'on dispose de tels bilans, ils représentent uniquement la situation d'un pays dans son ensemble et, de ce fait, n'indiquent pas la répartition des disponibilités entre les différents groupes socio-économiques. De plus, les données relatives à la consommation alimentaire devraient être établies non seulement du point de vue de la nutrition et de la santé, mais aussi des points de vue économique et social. Le manque de renseignements de ce genre, que seules des enquêtes d'ensemble sur la consommation peuvent permettre d'obtenir, a rendu difficile l'établissement de plans rationnels de développement dans le domaine de l'alimentation et de la nutrition, notamment dans les pays sous-développés où la nécessité d'une amélioration se fait le plus sentir. La Conférence note que ce point a été particulièrement souligné tant à la Réunion technique de la FAO sur la place de la nutrition dans les politiques et plans alimentaires en Asie et Extrême-Orient, qui s'est tenue en juin 1960, qu'à la Réunion ultérieure du Groupe d'experts FAO/CEAEO sur certains aspects de la planification agricole en Asie et en Extrême-Orient.

La Conférence estime que des enquêtes approfondies sur la consommation alimentaire n'ont pas été effectuées jusqu'ici sur une échelle assez grande, en partie par suite du manque de personnel et des autres facilités nécessaires, et en partie parce que la nécessité de telles enquêtes n'a pas été suffisamment reconnue. Un grand nombre d'enquêtes de portée limitée ont été faites occasionnellement dans de nombreux pays de la région, mais le Japon est le seul pays où des enquêtes représentatives sur le plan national sont effectuées de manière permanente. Toutefois, les déclarations de la plupart des délégations font ressortir un désir croissant de procéder à de telles enquêtes et d'améliorer la formation du personnel nécessaire ainsi que les autres moyens qu'exigent ces enquêtes.

La Conférence note avec satisfaction que le Directeur général a déjà pris des dispositions pour mettre en oeuvre les recommandations de la Conférence de la FAO à ce sujet en préparant un projet de programme de travail pour les enquêtes de consommation alimentaire qui sera soumis à des réunions techniques régionales, afin d'adapter le programme aux conditions particulières aux différentes régions. Elle note également que la préparation de manuels sur la méthodologie et certains aspects connexes est bien avancée, et qu'un manuel sur les aspects des enquêtes qui ont trait aux régimes alimentaires et à la nutrition est déjà prêt.

La Conférence adopte la résolution suivante:

LA CONFERENCE

Reconnaissant que des données sur les niveaux et les structures de la consommation alimentaire et de la nutrition des différents groupes socio-économiques de la population sont nécessaires pour élaborer des politiques et programmes visant à améliorer les conditions de vie en général et, en particulier, l'état de nutrition des populations de la région,

Reconnaissant également que la Campagne mondiale contre la faim rend plus urgente encore la nécessité de rassembler des renseignements appropriés sur la consommation alimentaire et la nutrition, renseignements dont le manque se fait gravement sentir dans de nombreux pays de la région,

Recommande

- i) que les Etats Membres organisent des enquêtes d'ensemble sur les niveaux et les structures de la consommation alimentaire des différents groupes socio-économiques de leur population;
- ii) que le Directeur général organise une réunion technique régionale sur les enquêtes de consommation alimentaire ainsi que des centres de perfectionnement pour le personnel d'enquête, en coopération avec les autres organisations intéressées; et
- iii) que les Etats Membres participent pleinement à ces activités, en tirant parti des possibilités qui s'offrent à eux d'obtenir de la FAO l'assistance voulue, notamment sur le plan technique.

j) Problèmes de politique découlant des rapports de diverses réunions et études

Commission internationale du riz, septième session,
Saïgon, novembre 1960

La Conférence prend note du rapport de la septième session de la Commission internationale du riz. Elle exprime sa satisfaction du travail de la Commission et approuve le rapport ainsi que les recommandations qu'il contient concernant les activités futures de la Commission.

Centre de développement sur la gestion des exploitations
Philippines, octobre 1960

La Conférence note avec satisfaction que la FAO, en coopération avec cinq pays-hôtes (Japon, Inde, Viet-Nam, Thaïlande et Philippines) ainsi qu'avec le Council on Economic and Cultural Affairs Inc. de New York, a assuré la mise en oeuvre des résolutions de la quatrième session de la Commission internationale du riz (1954) et de la septième session de la Commission internationale du riz (1960).

en organisant dans la région une série de cinq centres de développement sur la gestion des exploitations. Le premier de ces centres s'est tenu à Tokyo en 1956; le deuxième à New Delhi en 1957; le troisième à Saigon en 1958 (pour le Cambodge, le Laos et le Viet-Nam), le quatrième à Bangkok en 1959 et le dernier à Manille en 1960. La Conférence note également qu'un nombre croissant de pays de la région s'intéressent particulièrement au développement de programmes sur la gestion des exploitations.

La Conférence se félicite des mesures prises par le Directeur général en vue de la création d'un groupe de travail régional sur la gestion des exploitations pour l'Asie et l'Extrême-Orient, qui a été approuvée par la Conférence de la FAO à sa dixième session, ainsi que des dispositions prises actuellement en vue de tenir la première réunion de ce Groupe de travail au Japon en 1961.

La Conférence constate avec satisfaction l'importance accordée, au cours du dernier Centre, aux problèmes de la gestion des petites exploitations et notamment à l'utilisation maximum de ressources agricoles limitées en vue de l'agrandissement des entreprises agricoles. La délégation du Japon a souligné l'importance qui s'attachait à cette expansion et a indiqué que son pays était disposé à faire bénéficier d'autres pays de son expérience en matière de gestion des petites exploitations.

La Conférence reconnaît l'importance que présente le rassemblement de données sur la gestion des exploitations aux fins de l'élaboration des plans et programmes agricoles. Elle note avec satisfaction que les mesures suivantes ont été prises par plusieurs Etats Membres:

i) Organisation de Centres nationaux de formation en matière de gestion des exploitations au Japon en 1957 et 1958 et en Thaïlande en 1960; d'un Centre de formation d'Etat sur la gestion des exploitations dans les Etats de Shan (Birmanie) en 1960, et de Séminaires sur la gestion des exploitations au Japon et en Inde, régulièrement depuis 1957; enfin, de Centres nationaux de perfectionnement en matière de gestion des exploitations qui doivent se tenir en Malaisie et aux Philippines en 1961;

ii) Création de Centres de recherche agro-économique et de Centres d'étude sur la gestion des exploitations en Inde;

iii) Etudes-pilotes sur les projets de développement des exploitations aux Philippines et sur les Projets de planification en matière de gestion des exploitations en Inde;

iv) Projets d'enquêtes nationales sur la gestion des exploitations, au titre du deuxième plan quinquennal (1960-64) au Pakistan, et élaboration d'un plan général de recherche sur la gestion des exploitations en Thaïlande.

Sur la proposition du délégué des Philippines, appuyée par d'autres délégations, la Conférence adopte une recommandation tendant à ce qu'une nouvelle série de Centres de développement sur la gestion des exploitations pour l'Asie et l'Extrême-Orient soit organisée pour permettre de poursuivre l'étude des techniques de gestion des exploitations.

La Conférence souligne également l'importance qui s'attache à organiser, dans chaque pays, des Centres nationaux sur la gestion des exploitations afin d'assurer la formation du personnel supplémentaire dont on a besoin dans ce domaine.

Séminaire régional sur la technologie alimentaire pour
l'Asie et l'Extrême-Orient, Mysore (Ind.), août 1959

La Conférence note que le Séminaire a étudié de nombreux aspects de la technologie alimentaire traditionnelle et moderne; la mise au point d'aliments riches en protéines; l'influence de l'emmagasiner et du traitement sur la valeur nutritive des aliments; l'hygiène alimentaire; les substances ajoutées aux aliments et la législation sur les aliments. Il a été reconnu que les méthodes modernes de traitement progressaient assez lentement et qu'il conviendrait d'étudier par priorité les méthodes traditionnelles (séchage au soleil, fumage, salage, saumurage et fermentation) étant donné que les aliments ainsi traités contribuent pour une part substantielle à la qualité nutritionnelle du régime dans la plupart des pays de la région.

On se préoccupe vivement de la formation de personnel pour les industries de transformation des aliments, et il existe une demande croissante de spécialistes qualifiés de la technologie alimentaire. Le manque de moniteurs fait sérieusement obstacle à la création de départements de la technologie alimentaire dotés de tous les moyens voulus pour la formation et la recherche. On se rend compte également que le traitement des aliments se fait surtout à l'échelon du village et de la ferme. Un grand nombre des problèmes alimentaires qui se posent dans les différents pays sont de nature analogue et peuvent être étudiés dans un même centre. C'est pourquoi le Séminaire a estimé qu'il serait utile de créer un centre régional de perfectionnement où des étudiants de divers pays pourraient recevoir à différents niveaux, une formation en matière de technologie alimentaire et où des recherches sur les problèmes propres à la région pourraient être entreprises. Ce centre pourrait en outre favoriser la liaison entre les pays et les échanges de personnel.

L'une des principales recommandations du Séminaire tendait à ce que la FAO étudie la possibilité de créer dans un proche avenir un centre permanent de formation en matière de technologie alimentaire dans la région, afin de compléter l'aide fournie par les institutions des Nations Unies et au titre d'accords bilatéraux.

Au terme du débat, la Conférence adopte la résolution suivante:

LA CONFERENCE

Considérant la nécessité d'améliorer la technologie alimentaire afin d'empêcher le gaspillage des produits alimentaires et la perte de leur valeur nutritive, et

Reconnaissant que le nombre de spécialistes qualifiés de la technologie alimentaire dans la région est insuffisant,

Reconnaissant en outre l'importance des recommandations formulées par le Séminaire régional FAO sur la technologie alimentaire pour l'Asie et l'Extrême-Orient (Mysore, Inde, août 1959),

Recommande que la FAO se mette en rapport avec les gouvernements de la région en vue de créer dans le proche avenir un centre permanent de formation en matière de technologie alimentaire dans la région, qui pourrait éventuellement être financé par le Fonds spécial ou par d'autres sources, afin de compléter l'aide fournie par les Institutions des Nations Unies et au titre d'accords bilatéraux.

E. QUESTIONS DIVERSES

CHAPITRE 11

Orientation future des travaux de la FAO dans la région

La Conférence note que ses débats ont démontré de façon convaincante les progrès accomplis dans la région. Dans un certain nombre de domaines extrêmement importants, on a jeté les bases d'une progression soutenue. On peut notamment citer:

- i) le développement de l'emploi des engrais et des plans relatifs à leur fabrication;
- ii) les progrès de la production, de l'essai et de la distribution de semences améliorées, grâce en partie à l'élan donné par la Campagne mondiale des semences;
- iii) le fait que l'on reconnaît généralement la nécessité de développer l'irrigation, associé au système des récoltes multiples et à la diversification, y compris l'intégration de l'élevage avec la production des terres labourables;
- iv) le fait que l'on reconnaît l'importance des forêts en tant que source de matières premières et leur rôle de protection, ainsi que la possibilité pour deux ou trois pays de se lancer en commun dans l'industrie de la pâte et du papier, ce qui oblige à réorienter les politiques forestières;
- v) les progrès et les plans dans les domaines suivants: réforme agraire, crédit, coopératives, commercialisation, gestion des exploitations, etc.;
- vi) l'importance croissante accordée aux aliments de protection, y compris les produits de l'élevage, le poisson, les légumes et les fruits, au détriment de la production céréalière, bien que l'expansion de celle-ci reste très importante;
- vii) la création et le développement de services de vulgarisation, et
- viii) les moyens de recherche et d'enseignement agricoles.

Il est manifeste que l'augmentation de l'effectif du personnel qualifié dans les pays de la région exerce déjà des répercussions sur le rythme du développement de l'agriculture.

Cependant, la Conférence se rend compte qu'une tâche immense reste à accomplir. Le rythme actuel des progrès de la production par habitant est encore très insuffisant. Le Directeur général a souligné qu'entre 1960 et l'an 2000 il faudrait augmenter de 7 à 10 pour cent par an la production d'aliments de protection, y compris les produits de l'élevage et le poisson. Le taux annuel d'accroissement nécessaire pour les produits de l'élevage est à peu près égal à celui qui a été obtenu au Japon depuis 1945, grâce aux bases solides que le développement de l'agriculture et de l'industrie avait antérieurement permis d'établir. Il est également nécessaire de réaliser un taux d'accroissement beaucoup plus grand pour les produits forestiers, afin notamment de répondre à la demande de pâte, de papier et de combustible.

La Conférence souligne qu'il importe de se rappeler que la présente conférence s'inscrit dans une série. Un grand nombre des questions qu'elle a discutées découlent de l'action entreprise lors des Conférences régionales précédentes. Ainsi, la Conférence de Bandoung (1956) a étudié de manière approfondie la réforme agraire, et celle de Tokyo (1958) a discuté des techniques d'évaluation. A la suite de ces débats, la Conférence de la FAO s'est prononcée, à sa dixième session, en faveur de la création d'un Institut de recherche agraire pour l'Asie du Sud-Est, et la présente Conférence régionale a rapproché la réalisation de ce projet.

La Conférence de Tokyo a souligné l'importance qui s'attache à faciliter l'obtention des engrais. Il en est résulté une étude d'ensemble, dirigée par la FAO, sur les problèmes des engrais dans la région; le rapport présenté à la présente Conférence a exposé des principes qui devraient aboutir à l'adoption de mesures appropriées concernant l'évaluation de la demande, l'utilisation effective et l'approvisionnement au cours des quelques prochaines années.

La planification agricole, discutée elle aussi lors des conférences antérieures, a donné lieu à une somme considérable de travaux entrepris en coopération par la FAO, la CEAE et les Etats Membres, et dont les résultats ont été soumis à la présente Conférence, ce qui a permis d'éclaircir considérablement les problèmes.

La Conférence a souligné les rapports étroits qui existent entre un grand nombre des questions examinées. La bonne marche du développement économique dépend pour une part de la mesure dans laquelle ces rapports auront été reconnus dans la pratique. Ainsi, il existe un rapport étroit entre la diversification des cultures irriguées, les possibilités d'utilisation efficace des engrais, le développement de l'élevage, les enquêtes sur les ressources, et l'évaluation des résultats en fonction des besoins nutritionnels et de la demande économique. Cela pose toute la question de la planification, notamment en matière de développement des forêts et des pêches. Il n'a pas été possible d'élaborer à la présente Conférence une méthode globale de développement groupant ces questions et beaucoup d'autres, mais la Conférence a précisé les problèmes à tel point que l'on pourrait

raisonnablement envisager d'entreprendre cette tâche. Il conviendra de tenir compte de ces rapports entre questions lors de la préparation de l'ordre du jour de la prochaine Conférence régionale.

La Conférence note que tous les gouvernements de la région ont adopté la planification, sous une forme ou sous une autre, en tant qu'accessoire indispensable du développement économique. L'accord s'est fait sur la nécessité d'une planification plus efficace, et il a été généralement reconnu qu'il conviendrait d'examiner soigneusement les incidences régionales des plans nationaux. Les débats de la Conférence ont fait apparaître clairement qu'une planification efficace doit faire plus que préparer des plans d'opérations pour une période fixe, de cinq ans par exemple. Il est également nécessaire de déterminer des objectifs à long terme correspondant aux ressources naturelles potentielles, aux habitudes et aux besoins nutritionnels des populations, aux besoins croissants des industries de la région et aux perspectives à long terme des denrées produites ou importées par les pays. Pour fonder les plans d'opération à court terme et élaborer des objectifs à long terme, il faut d'abord connaître à fond la situation existante, et, en conséquence, la Conférence souligne l'importance du Recensement mondial de l'agriculture, des enquêtes de consommation alimentaire et d'une évaluation exacte de la situation des produits agricoles sur le plan national comme sur le plan mondial.

Les délégués ont déclaré que la Campagne mondiale contre la faim, réaffirmation des idéaux de la FAO, recevait un appui universel. Il s'agit d'un appel à l'intensification de l'action entreprise sur les plans national et international, d'une ampleur suffisante pour répondre aux besoins qu'entraînent l'accroissement démographique et la nécessité d'une nutrition meilleure. Si cette Campagne réussit, elle fera comprendre à des dizaines de millions d'habitants du globe l'importance du problème et suscitera, de la part de groupements religieux, industriels, professionnels, syndicaux et civiques, l'appui financier qui pourra fournir les ressources nécessaires à la poursuite du développement.

CHAPITRE 12

RÉSUMÉ DES RÉSOLUTIONS ADOPTÉES PAR LA CONFÉRENCE

Au cours de ses délibérations, la Conférence a adressé aux gouvernements des Etats-Membres et au Directeur général de la FAO un certain nombre de suggestions et recommandations, résumées ci-après. On trouvera des renseignements plus détaillés dans les chapitres précédents du rapport.

a)	<u>Recommandations adressées aux gouvernements</u>	<u>Page</u>
	<u>Institut de formation et de développement en matière de commercialisation agricole:</u> Indiquer au gouvernement du pays-hôte (Pakistan) et au Directeur général de la FAO l'appui qu'ils seraient disposés à donner à l'Institut envisagé.	46
	<u>Les disponibilités d'engrais et leur utilisation:</u> Soumettre à un examen approfondi la question de la mise en oeuvre des recommandations figurant dans le Rapport préliminaire de la FAO sur l'enquête relative à l'économie des engrais en Asie et en Extrême-Orient; accorder leur plein appui aux programmes visant à développer l'emploi, la fourniture et la production d'engrais.	55
	<u>Diversification des cultures:</u> Etablir une évaluation des possibilités de diversification dans chaque pays; coordonner et faciliter les échanges de semences et de matériel végétal; organiser aux échelons national, sous-régional et régional des cours visant à former des spécialistes locaux de l'agronomie de l'irrigation et des vulgarisateurs.	59
	<u>Campagne mondiale contre la faim:</u> Attirer l'attention du public sur la Campagne; tenir compte de l'importance qui s'attache à la création de comités nationaux de la Campagne; apporter une contribution au Fonds de dépôt central destiné à assurer le soutien général de la Campagne.	75-76
	<u>Recensement mondial de l'agriculture:</u> Tirer pleinement parti des moyens fournis par la FAO, le Bureau de statistique des Nations Unies, la Fondation Ford et d'autres organisations internationales pour l'exécution du recensement.	79
	<u>Vulgarisation agricole:</u> Accorder une attention particulière à la formation de vulgarisateurs travaillant au niveau de l'exploitation.	83-84
	<u>Services d'information agricole:</u> Etudier très attentivement la radiodiffusion rurale en tant que moyen d'information agricole, et rechercher l'aide de la FAO pour instituer ou améliorer leurs services de radiodiffusion rurale.	84
	<u>Administration des pêches:</u> Prendre des mesures en vue d'organiser dès que possible des séminaires nationaux sur l'administration des pêches.	91

Enquêtes de consommation alimentaire: Organiser des enquêtes d'ensemble sur les niveaux et les structures de la consommation alimentaire des différents groupes socio-économiques de leur population; participer pleinement à la réunion technique régionale envisagée sur les enquêtes de consommation alimentaire, ainsi qu'aux centres de perfectionnement pour le personnel d'enquête. 94

b) Recommandations adressées au Directeur général de la FAO

Accroissement de la production agricole: Entreprendre une étude détaillée des principales causes des différences existant dans le taux d'accroissement de la production agricole entre les pays de la région et entre les différentes zones d'un même pays. 22

Planification du développement agricole: Effectuer une étude objective des plans de développement des pays de la région; transmettre cette étude aux Etats Membres; entreprendre des consultations avec les gouvernements quant aux mesures à prendre pour donner suite à cette étude. 38-39

Institut de formation et de développement en matière de commercialisation agricole: Aider le gouvernement du pays-hôte (Pakistan) à étudier les méthodes les plus appropriées pour le financement d'un Institut permanent de formation et de développement en matière de commercialisation agricole. 46

Aspects des programmes de stabilisation des prix qui intéressent la commercialisation: Organiser, en coopération avec la CEAE0, une réunion technique sur les aspects de la mise en oeuvre des politiques de stabilisation des prix alimentaires et agricoles qui ont trait à la commercialisation. 48

Les disponibilités d'engrais et leur utilisation: Poursuivre ses efforts pour assurer la fourniture d'engrais à des conditions plus favorables aux pays en voie de développement; préparer des estimations des besoins de la région en engrais jusqu'à 1975, effectuer une étude des moyens possibles de répondre à ces besoins, et faire rapport à la prochaine Conférence régionale. 55

Diversification des cultures: Rassembler les résultats des enquêtes effectuées par les Etats Membres de la région sur leurs possibilités de diversification; stimuler les échanges d'expérience et de renseignements dans le cadre de la Commission internationale du riz; coordonner et faciliter les échanges de semences et de matériel végétal. 59

Campagne mondiale contre la faim: Inciter les groupements donateurs à apporter des contributions en espèces ou en nature à la Campagne. 75-76

<u>Recensement mondial de l'agriculture:</u> Etudier la possibilité d'organiser un centre régional de perfectionnement destiné aux statisticiens; étudier les programmes de recensement des Etats Membres en vue d'améliorer les méthodes et procédures actuelles de recensement; poursuivre des études sur l'application des méthodes de sondage, la préparation de manuels de méthodologie, et tous autres projets ou activités destinés à améliorer les recensements; étudier la possibilité d'obtenir un appui financier du Fonds spécial ou d'autres sources pour l'exécution de ces activités.	79-80
<u>Enseignement et vulgarisation agricoles:</u> Publier les rapports sur l'enseignement et la vulgarisation agricoles dans la région et leur donner une large diffusion; organiser en 1962 ou 1963 une réunion régionale sur l'enseignement supérieur agricole; effectuer une enquête sur la recherche agricole, qui sera soumise à l'examen de la prochaine Conférence régionale.	83-84
<u>Institut régional de recherche et de formation agraires:</u> Mettre en oeuvre la Résolution No 16/59 de la Conférence de la FAO pour que l'Institut régional de recherche et de formation agraires soit créé dès que possible et que ses activités s'étendent à toute la région.	89-90
<u>Administration des pêches:</u> Organiser un séminaire régional sur les principes et méthodes comparatifs de l'administration des pêches.	91
<u>Commercialisation du poisson:</u> Préparer une analyse régionale détaillée des politiques, pratiques et problèmes relatifs à la commercialisation du poisson, sur les plans national et international; organiser un séminaire régional sur la commercialisation du poisson.	92
<u>Enquêtes de consommation alimentaire:</u> Organiser une réunion technique régionale sur les enquêtes de consommation alimentaire ainsi que des centres de perfectionnement pour le personnel d'enquête.	94
<u>Gestion des exploitations:</u> Organiser une nouvelle série de centres de développement sur la gestion des exploitations pour la région.	95
<u>Technologie alimentaire:</u> Se mettre en rapport avec les gouvernements en vue de créer un centre permanent de formation en matière de technologie alimentaire dans la région.	97

LISTE DES PARTICIPANTS

Australie

C.W. Strutt
Assistant Secretary
Department of Primary Industry
Canberra

C.S. Christian
Member of Executive Committee
Commonwealth Scientific and Industrial
Research Organization
Canberra

J.D. Anderson
Third Secretary
Australian Embassy, Saigon

Birmanie

Sao Win Kyi
Minister for Land Use
Shan State Government

U. Maw Taw
Chief Procurement Officer
State Agricultural Marketing Board
Rangoon

U Khin Maung Latt
Deputy Secretary
Ministry of Agriculture and Forests
Rangoon

U Kyaw Myint
Economist
Agriculture and Rural Development
Corporation
Rangoon

U Ohn Maung
Agricultural Engineer (Extension)
Agriculture Department
Rangoon

U Khin Maung
Economic Botanish
Agriculture Department
Meiktila

Ceylan

A.V. Richards
Director of Agriculture
Peradeniya

J.V. Fonseka
Commissioner of Agrarian Services
Edinburgh Crescent
Colombo 7

Corée

Kichul Kim
Vice-Ministre
Ministère de l'agriculture et des
forêts
Séoul

Myung Soo Kim
Commissaire
Ministère de l'agriculture et des
forêts
Séoul

Don Jae Koh
Administrateur
Bureau des pêches
Office des questions maritimes
Séoul

Chong Hoon Kim
Chargé des Affaires de la FAO
Ministère des Affaires étrangères
Séoul

Min Hwan Kim
Secrétaire Exécutif
Association coréenne pour la FAO
88 Chuksung-Dong
Séoul

Etats-Unis

C.M. Elkinton
Agricultural Attaché
American Embassy
Tokyo

W.H. Fippin
Chief
Division of Agriculture and
Natural Resources
U.S.O.M.
Saigon

Dexter V. Riverburgh
Rice Marketing Specialist
Foreign Agricultural Service
United States Department
of Agriculture
Washington, D.C.

Etats-Unis d'Amérique (suite)

Daniel Meloy
Second Secretary
American Embassy
Saigon

France

A. Angladette
Inspecteur général
Institut des recherches
agronomiques, tropicales
et vivrières
45 Bis
Avenue de la Belle-Gabrielle
Nogent/Seine
Seine

E.O. Robbe
Chef de la Mission d'assistance
technique française au
Cambodge
15 Avenue de Melun
Brunoy
Seine-et-Oise

Inde

Dr. P.S. Deshmukh
Minister of Agriculture
Government of India
Krishi Bhavan
New Delhi

Shri S. Mullick
Joint Secretary
Ministry of Food and Agriculture
Government of India
Krishi Bhavan
New Delhi

Shri M.S. Pawar
Deputy Agricultural Commissioner
Indian Council of Agricultural
Research
Government of India
Krishi Bhavan
New Delhi

Indonésie

Amien Tjokrosoesseno
 Chef du
 Bureau des Relations agricoles
 avec l'étranger
 Département de l'agriculture
 Djakarta

Ing. Hasmosoewignjo
 Directeur du
 Service national de
 l'agriculture
 Département de l'agriculture
 Djakarta

Dr. Soetopo
 Chef du
 Service vétérinaire
 Département de l'agriculture
 Djakarta

Ing. Tan Sin Houw
 Fonctionnaire principal
 Département de l'agriculture
 Centre de riziculture
 16 Salemba Raya
 Djakarta

Ing. Sie Kwat Soen
 Fonctionnaire
 Bureau économique et
 financier
 Cabinet du Premier Ministre
 Djakarta

R. Aliwasito Hardjo
 Fonctionnaire
 Relations avec l'étranger
 au
 Département des questions
 agraires
 Djakarta

Japon

Makoto Saito
Vice-Ministre adjoint
Ministère de l'agriculture et
des Forêts
Kasumigaseki, Chiyoda-ku
Tokyo

K. Ichihashi
Conseiller
Ambassade du Japon
Saïgon

T. Setogawa
Conseiller
Ambassade du Japon
Saïgon

H. Matsumoto
Conseiller
Ambassade du Japon
Saïgon

T. Watanabe
Conseiller
Chef de la Division de la
recherche
15 Takeshita-cho
Shibuya-ku
Tokyo

Laos

S.E. Leuam Rajasombat
Ambassadeur du Laos
Saïgon

Fédération de Malaisie

Abdul Aziz Bin Yeop
Permanent Secretary
Ministry of Agriculture and
Cooperatives
Kuala Lumpur

Soong Min Kong
Director of Fisheries
Penang

Basir Bin Ismail
State Agricultural Officer
Kuala Trengganu

Osman Din Din
State Veterinary Officer
Negri Sembilan
Seremban

Népal

Yogendra Man Sherchand
Assistant Minister
Ministry of Food, Agriculture and
Development
Singha Durbar
Kathmandu

Chandra Bir Gurung
Director
Department of Agriculture
Singha Durbar
Kathmandu

Pakistan

A.M. Salimullah
Joint Secretary
Government of Pakistan
Ministry of Food and Agriculture
Karachi-1
Pakistan occidental

Dr. Abdul Alim
Economic Botanist
Government of East Pakistan
Tejgaon
Dacca
Pakistan oriental

Pays-Bas

Le professeur
J.H.L. Joosten
Professeur d'économie agricole à
l'Université d'agriculture tropicale
Diedenweg 18
Wageningen

D.W.R. Los
Attaché agricole
Ambassade des Pays-Bas
New Delhi

H.A. Schillings
Attaché
Légation des Pays-Bas
Saïgon

Philippines

Eugenio E. Cruz
Director
Bureau of Plant Industry
Vice-Chairman and Vice Coordinator
Rice and Corn Production Program
Manille

Philippines (suite)

Ricardo T. Marfori
Director
Bureau of Soils
Manille

José V. Rodriguez
Chairman of the Board and
General Manager
National Rice and Corn
Corporation
Manille

Luciano Salanga
Chief
Commercial Agent
Bureau of Commerce
Manille

Portugal

M.S. Portela Feijao
Ingénieur agronome
Praca Olegario Mariano
No. 1 Dir.
Lisbonne

Royaume-Uni

H.A.F. Holler
Ambassador
British Embassy
Saïgon

R.R. Mason
Agricultural Officer
Agriculture and Forestry
Department
Hong-Kong

Thaïlande

SAS le prince
Chakrabandhu
Directeur général
Département du riz
Ministère de l'agriculture
Bangkok

Roem Purnariksha
Fonctionnaire technique principal
Département de l'agriculture
Ministère de l'agriculture
Bangkok

Thaïlande (suite)

Luang Prakob Wanakich
Directeur général adjoint
Département des forêts
Ministère de l'agriculture
Bangkok

Viet-Nam

Le Van Dong
Secrétaire d'Etat à l'agriculture

Truong Van Hieu
Directeur de l'Agriculture

Nguyen Van Trinh
Adjoint au Directeur général
Département de la réforme agraire

Nguyen phuc Sa
Directeur
Direction générale du Plan

Nguyen van Chi
Directeur des Forêts

Vu thien Thai
Directeur de l'élevage

Tran nien Hiep
Directeur de la vulgarisation

Do thuc Vinh
Directeur de l'enseignement technique

Lam van Vang
Directeur de la recherche en
matière d'agriculture, de forêts
et d'élevage

Ngo ton Dat
Directeur adjoint
Département des affaires étrangères

Le van Muoi
Directeur adjoint des forêts

Chau tien Khuong
Professeur à la
Faculté de droit

Tran quang Nhi
Chef de Division
Département de l'économie

Tran van Tri
Chef de Division
Département de l'économie

Viet-Nam (suite)

Nguyen lan Dinh
Docteur en médecine
Département de la Santé

Than trong Tue
Pharmacien
Département de la Santé

Ho thi Hanh
Pharmacien
Département de la Santé

Ta van Nho
Ingénieur agronome
Département de la réforme agraire

Nguyen viet Da
Ingénieur agronome
Commissariat aux coopératives
et au crédit agricole

Vu dinh Khoa
Commissariat à la mise en valeur
des terres

Tran binh Cu
Banque nationale

Nguyen van Hai
Banque nationale

Ho huu Duoc
Banque nationale

Luu van Le
Ingénieur agronome
Association des exploitants
agricoles

Tran van Hich
Union générale des travailleurs
du Viet-Nam

Nguyen van Thang
Union générale des travailleurs
du Viet-Nam

Le R.P. Parrel

Viet-Nam (suite)

Dinh van Phung
Ingénieur agronome
Chef de la Division de la
statistique

Dang quan Dien
Docteur vétérinaire
Chef de la Division de
l'enseignement

Vu ngoc Tan
Docteur vétérinaire
Directeur de l'école nationale
d'Agriculture, de Sylviculture
et de Zootechnie
à Bao-Loc

Nguyen huu Dinh
Ingénieur forestier
Directeur de l'Ecole d'agriculture
appliquée
Hué

Nguyen van Hiep
Ingénieur forestier
Chef de la Division de la
protection des forêts

Nguyen van Tan
Ingénieur forestier
Chef de la Section des forêts
de Saïgon

Nguyen van Trinh
Docteur vétérinaire

Nguyen van Tu
Chirurgien vétérinaire

Tran ngoc Hoan
Chirurgien vétérinaire

Observateurs

République fédérale
d'Allemagne

Erich Jakob
Conseiller
Ambassade de la République
fédérale d'Allemagne
Saïgon

Nations Unies

Walter de Selys Longchamp
Représentant régional du BAT
et du Fonds spécial des Nations
Unies pour le Cambodge et le
Viet-Nam
Bureau de l'assistance technique
des Nations Unies
B.P. 541
Phnom-Penh

E.M. Ojala
Chef
Division de l'agriculture FAO/CEAEO
Commission économique pour
l'Asie et l'Extrême-Orient
Bangkok

UNESCO

Bruno Knall
Expert de la planification en
matière d'économie et
d'enseignement

L. Mattsson
Directeur
Bureau de coopération scientifique
de l'UNESCO pour l'Asie du
Sud-Est

ITT

R. Usaklilgil
Bureau régional pour l'Asie
Bangalore

OMS

G.R. Wadsworth
Conseiller OMS en matière de
Nutrition pour la région du
Pacifique Ouest
Organisation mondiale de la Santé
Bureau régional pour le
Pacifique Ouest
P.O. Box 2932
Manille

Bureau du Plan de Colombo

H.R. Mills
Directeur
Enquête du Plan de Colombo sur
les moyens de formation technique
en Asie du Sud et du Sud-Est

Office international
des épizooties

Vu-Thien-Thai
Directeur
Direction de l'élevage
Département de l'agriculture
Saïgon

Fédération mondiale des
anciens combattants

Joesoef Koosman
Représentant spécial
Bureau régional de la FMAC
Bangkok

Secrétariat de la Conférence

Secrétaire

M. Ohto

Président du Comité d'organisation vietnamien

Nguyen-van-Tong
Ministère de l'agriculture

Secrétaire

Nguyen-Khac-Hieu
Ministère de l'agriculture

Directeur technique

Truong-van-Hieu
Ministère de l'agriculture

Personnel de la FAO

Rome

B.R. Sen
Directeur général

F.W. Parker
Sous-Directeur général (Département technique)

W.H. Pawley
Directeur adjoint, Service du programme et du budget
Cabinet du Directeur général

N.R. Joshi
Sous-Division de la production animale
Division de la production et de la santé animales

Personnel de la FAO (suite)

Rome (suite)

N.W. McInnes

Bureau du programme et des opérations

Division de la production et de la santé animales

D.B. Finn

Directeur

Division des pêches

J.C. Westoby

Chef

Sous-Division de l'économie forestière

Division des forêts et produits forestiers

K.K.P.N. Rao

Chef

Sous-Division de la consommation et de la planification alimentaires

Division de la nutrition

J. Vallega

Directeur de la

Division de la production végétale et de la protection des plantes

E.H. Jacoby

Chef

Sous-Division des régimes fonciers et de la colonisation

Division des institutions et services ruraux

J. Kahane

Chef de la Sous-Division des céréales et du riz

Division des produits

P.G.H. Barter

Directeur de la

Division de l'analyse économique

Bangkok

W.H. Cummings

Représentant régional du Directeur général

Thet Su

Représentant régional adjoint

J.A. Tubb

Fonctionnaire régional des pêches

Personnel de la FAO (suite)

Bangkok (suite)

Ng Din

Fonctionnaire régional des forêts

H.N. Mukerjee

Fonctionnaire régional des sols et des engrais

S.E. Ong

Fonctionnaire régional

Spécialiste de la gestion des exploitations

S.S. De

Fonctionnaire régional de la nutrition

N. Parthasarathy

Spécialiste de l'amélioration du riz

P. Peperzak

Spécialiste régional de l'agronomie de l'irrigation

G.E. Bryce

Fonctionnaire régional du génie rural

C.W. Chang

Fonctionnaire régional de la vulgarisation agricole

E.M. Ojala

Economiste régional de la FAO

et

Chef de la Division de l'agriculture FAO/CEAEO

F.A. Shah

Fonctionnaire régional de la commercialisation

P.C. Bantegui

Fonctionnaire régional de la statistique

G.E. Mulgrue

Conseiller régional de l'information

New-Delhi

K.A. Bennett

Représentant régional adjoint

T.A. Venkatraman

Fonctionnaire régional de l'information

Représentant de la FAO au Viet-Nam

M. Telles de Vasconcellos

FAO/61/B/1009-R.p

ORDRE DU JOUR

A. QUESTIONS PRELIMINAIRES

1. Ouverture de la Conférence
2. Election du Président et des Vice-Présidents
3. Adoption de l'ordre du jour

B. LE TRAVAIL DE LA FAO DANS LA REGION ET LA SITUATION DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE

4. Tendances et objectifs des travaux de la FAO en Asie et en Extrême-Orient. Exposé du Directeur général.
5. Examen de la situation de l'alimentation et de l'agriculture dans la région. Déclarations des délégués.

C. QUESTIONS DE POLITIQUE GENERALE QUE POSE LE DEVELOPPEMENT DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE DANS LA REGION

6. Planification du développement agricole dans la Région.
 - a) Problèmes actuels de l'élaboration des programmes agricoles
 - b) Perspectives à long terme de certains des produits agricoles de la Région
7. Le rôle de la commercialisation pour garantir aux consommateurs des disponibilités suffisantes et offrir aux producteurs des stimulants de prix efficaces.
8. Les disponibilités d'engrais et leur utilisation.
9. Diversification des productions en agriculture irriguée.
10. Le rôle des projets-pilotes dans le développement de la production laitière, de l'aviculture et des autres secteurs de la production animale.
11. Réorientation des politiques forestières en fonction des besoins en bois.

D. ACTIVITES ADJUDICATIVES DE LA FAO EN ASIE ET EN EXTRÊME-ORIENT QUI NE SONT PAS TRAITÉES SOUS D'AUTRES POINTS DE L'ORDRE DU JOUR ET QUI APPELLENT DES INSTRUCTIONS DE LA CONFERENCE OU UNE ACTION DES GOUVERNEMENTS

12. a. Campagne mondiale contre la faim
- b. Campagne mondiale des semences
- c. Recensement mondial de l'agriculture
- d. Enquête sur l'enseignement et la vulgarisation agricoles, et Services d'information agricole
- e. Rapport sur les travaux de la Division mixte de l'agriculture FAO/CEAEO
- f. Programme d'assistance internationale
- g. Institut régional de recherche et de formation agraires pour l'Asie du Sud-Est
- h. Séminaire régional sur l'administration des pêches
- i. Mesures destinées à favoriser les enquêtes de consommation alimentaire
- j. Problèmes de politique découlant des rapports de diverses réunions et études:
 - i) Septième session de la Commission internationale du riz, Saïgon, novembre 1960
 - ii) Centre de développement sur la gestion des exploitations, Philippines, octobre 1960
 - iii) Rapport du Séminaire régional de la FAO sur la technologie alimentaire pour l'Asie et l'Extrême-Orient, Mysore, août 1959

E. QUESTIONS DIVERSES

13. Orientation future des travaux de la FAO dans la Région.
14. Adoption du rapport.

LISTE DES DOCUMENTS

Documents du Secrétariat

TEHC 60/1	Ordre du jour provisoire annoté
" 60/1 Cor.1	Ordre du jour provisoire annoté-Corrigendum
" 60/1a	Ordre du jour provisoire
" 60/2	Situation de l'alimentation et de l'agriculture dans la région
" 60/3	Problèmes intéressant l'établissement de programmes agricoles
" 60/3a	Groupe d'experts FAO/CSATO sur certains aspects de la planification agricole en Asie et en Extrême-Orient - Résumé du rapport
" 60/4	Perspectives à long terme pour certains produits agricoles de la région
" 60/5	Rôle de la commercialisation des produits agricoles et du poisson (y compris le traitement et l'emmagasinement) dans les mesures destinées à assurer des disponibilités suffisantes aux consommateurs et des stimulants des prix efficaces aux producteurs
" 60/6	Enquête sur l'économie des engrais en Extrême-Orient
" 60/7	La diversification des productions en culture irriguée
" 60/8	Rôle des projets-pilotes dans le développement de la production laitière, de l'aviculture et autres industries de l'élevage
" 60/9	Réorientation des politiques forestières en fonction des besoins en bois
" 60/10	Campagne mondiale contre la faim
" 60/11	Campagne mondiale des semences
" 60/12	Recensement mondial de l'agriculture

FEERC 60/13	Situation de l'enseignement et de la vulgarisation agricoles
" 60/14	Rapport d'activité de la Division mixte de l'agriculture FAO/CEAEO
" 60/16	Institut régional de recherche et de formation agraires pour l'Asie du Sud-Est
" 60/17	Séminaire régional sur l'administration des pêches
" 60/18	Promotion des enquêtes de consommation alimentaire
" 60/19	Services d'information agricole
" 60/20	Quelques aspects de la planification agricole en Asie et en Extrême-Orient
" 60/21	Report of the Technical Meeting on Nutrition in Food Policy and Planning in Asia and the Far East, Bangkok, juin 1960 (en anglais seulement)
" 60/22	Report of the FAO Regional Seminar on Food Technology for Asia and the Far East, Mysore, août 1959 (en anglais seulement)
" 60/23	Rapport préliminaire de l'enquête sur l'économie des engrais en Asie et en Extrême-Orient
" 60/24	Appendices to the Preliminary Report of the Survey of the Fertilizer Economy of the Asia and the Far East Region (en anglais seulement)
" 60/25	Résolution No 20/59 de la Conférence de la FAO: Développement de la production laitière
" 60/26	The present status of Agricultural Education Development in Asia and the Far East (en anglais seulement)
" 60/27	The present status of Agricultural Extension Development in Asia and the Far East (en anglais seulement)
" 60/28	Ecoulement des excédents: résolutions des Nations Unies et du Conseil de la FAO
" 60/29	Exposé du Directeur général, M. B.R. Sen
" 60/30	Report of the Conference on Pulp and Paper Development in Asia and the Far East (en anglais seulement)

- FERC 60/31 Fifth Session of the Asia Pacific Forestry Commission
(en anglais seulement)
- " 60/32 Development Centre on Farm Management, october 1960,
Philippines (en anglais seulement)
- " 60/33 The Fertilizer Program, Freedom-from-Hunger Campaign

Communications présentées par les délégations

- FERC 60/Sp-1 Report to FAO, Commonwealth of Australia and the
Territories of Papua and New Guinea
- " 60/Sp-2 Review of the Food and Agriculture Situation in Ceylon
- " 60/Sp-3 Notes sur la situation de l'alimentation, Viet-Nam
- " 60/Sp-4 Statement by A.M. Salimullah, the Leader of Pakistan
Delegation
- " 60/Sp-5 Situation de la production agricole au Viet-Nam
- " 60/Sp-6 Programme de développement agricole au Viet-Nam
- " 60/Sp-7 Statement of the Philippine Delegation pertaining to
the World Seed Campaign
- " 60/Sp-8 Progress of Agriculture, Fishery, Nutrition and
Agricultural Education in the Philippines
- " 60/Sp-9 Recommendation of the Secretary of State for Land
Property and Agrarian Reform of the Republic of Vietnam
etc.
- " 60/Sp-10 Statement of the Philippine Delegation Pertaining
to Plant Protection
- " 60/Sp-11 Food and Nutrition in the Philippines
- " 60/Sp-12 Fisheries in the Philippines
- " 60/Sp-13 Forestry in the Philippines
- " 60/Sp-14 The Situation on Livestock, including Meat and Milk in
the Philippines
- " 60/Sp-15 Statement of the Philippines Delegation Pertaining
to Agrarian Reforms

- FERC 60/Sp-16 Point 10 de l'ordre du jour: le rôle des projets-pilotes dans le développement de la production laitière, de l'aviculture et des autres secteurs de la production animale
- " 60/Sp-17 Situation de l'alimentation d'origine animale au Viet-Nam
- " 60/Sp-18 Campagne mondiale contre la faim au Viet-Nam
- " 60/Sp-19 Campagne mondiale pour l'emploi de meilleures semences au Viet-Nam
- " 60/Sp-20 Les disponibilités d'engrais et leur utilisation au Viet-Nam
- " 60/Sp-21 Current Fisheries Processing Industry and Research Activities in Korea
- " 60/Sp-22 L'enseignement agricole au Viet-Nam
- " 60/Sp-23 Notes sur la promotion des enquêtes de consommation alimentaire
- " 60/Sp-24 Role of the International Office of Epizootics

